



Commission SERVICES PUBLICS et SERVICES AUX PUBLICS

Avant-projet de programme statistique 2012

	page
CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES (CNAF)	3
CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE (CNAM-TS)	
- Direction de la stratégie, des études et des statistiques	5
- Direction des risques professionnels.....	6
CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE VIEILLESSE (CNAV)	7
INSTITUT NATIONAL DES HAUTES ÉTUDES DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE	
- Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales - ONDRP.....	15
INSTITUT DE PREVENTION ET D'ÉDUCATION POUR LA SANTÉ (INPES)	26
INSTITUT DE RECHERCHE ET DE DOCUMENTATION EN ÉCONOMIE DE LA SANTÉ (IRDES)	37
INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE - INSERM	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE, DE LA RURALITE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	
- Direction générale de l'enseignement et de la recherche – DGER.....	50
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	
- Direction des Affaires financières - Observatoire économique de la Défense.....	53
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE	
- Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP	55
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE	
- Sous-direction des systèmes d'information et études statistiques - SIES	65
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE L'IMMIGRATION	

- Direction centrale de la police judiciaire	70
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTÉS	
- Sous-direction de la statistique et des études	73
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ	
MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT	
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA COHÉSION SOCIALE	
- Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)	78
MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE (MSA).....	92

Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf)

1. Exposé de synthèse

Les travaux de recherche et de nature statistique de la CNAF s'inscrivent dans le cadre de la convention d'objectifs et de gestion 2009-2012. Au sein de la CNAF, la direction Statistiques, Etudes, Recherche (Dser) est chargée de produire et analyser toutes les statistiques relatives à la politique familiale et sociale, notamment dans le champ des prestations légales et sociales. Des travaux de prévisions, simulations de différentes mesures sont également réalisés au sein de la direction, à l'aide de plusieurs outils dont elle s'est dotée. Elle participe à l'analyse et la conduite d'études sur les politiques familiales et sociales et rend à ce titre un service de conseil. Elle anime enfin des recherches sur les questions sociales et familiales et sur l'évaluation des politiques.

Les grands axes du programme de travail de la Dser pour 2012 ne sont pas arrêtés à ce jour.

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2012

Poursuite de la collaboration avec l'INSEE pour l'enrichissement de l'enquête de revenus fiscaux avec les données des Caf.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2012

3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
<i>Fichier des allocataires :</i> . Bénéficiaires des prestations légales . Bénéficiaires du Rsa . Bénéficiaires des prestations logement	Département des Statistiques, des Prévisions et des Analyses	Mars/Juin/septembre/décembre
<i>Cahier des données sociales</i>	Idem	Novembre
<i>Fichiers de paye</i>	idem	Décembre
<i>Statistiques financières d'action sociale</i>	idem	Décembre
<i>Échantillon national des allocataires</i>	idem	Annuel

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.1 Aspects «territoires »

5.2 Aspects «environnement et développement durable»

Sans objet

5.3 Aspects «évaluation des politiques sociales publiques»

5.4 Aspects «européens»

Néant

6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi

7. Diffusion des travaux

Revues à paraître au cours de 2012

La brochure statistique (annuelle)

- Statistiques nationales - Les Prestations Familiales – Année 2010

Les fascicules (annuels) - disponibles sur le site caf.fr

- Les Bénéficiaires de Prestations légales – Aides au logement - Revenu minimum d'Insertion au 31 décembre 2011
- La ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale – Année 2011

Le cahier des données sociales (annuel) – Année 2011

Les dossiers d'études (mensuels) - 12 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site caf.fr
Les thèmes des dossiers d'études pour 2012 ne sont pas arrêtés à ce jour.

La Revue "Informations Sociales" (annuelle) - 6 numéros à paraître dans l'année – sommaires et résumés disponibles sur caf.fr

Attention, les thèmes proposés ci-dessous ne seront pas forcément diffusés dans cet ordre

- Médiations
- Associations et solidarités
- Quelles répercussions de l'Europe sur notre système de protection sociale ?
- Politiques familiales et sociales en Australie
- Les fratries
- Expérimentation et innovation sociales

La Revue "Politiques sociales et familiales" (trimestrielle) - 4 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site caf.fr

Les thèmes de la revue « Politiques sociales et familiales » ne sont pas arrêtés à ce jour.

L'e-ssentiel (mensuel) - 12 numéros à paraître dans l'année - disponibles sur le site caf.fr

Les thèmes des bulletins pour 2012 ne sont pas arrêtés à ce jour.

Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam-TS)
Direction de la Stratégie, des Études et des Statistiques (DSES)

Programme non disponible

**Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam-TS)
Direction des risques professionnels (DRP)**

Programme non disponible

Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav)

1. Exposé de synthèse

Les projets statistiques de la CNAV rentrent dans le cadre des Conventions d'Objectifs et de Gestion (COG) passées entre l'Etat et la CNAV.

L'Assurance retraite est confrontée à d'importants enjeux, et ce dans un contexte économique difficile, tels que le nécessaire maintien de la solidarité intergénérationnelle et le souci des assurés de pouvoir bénéficier au moment de la retraite d'un niveau de vie suffisant, alors que se pose la question récurrente des voies et moyens pour assurer l'équilibre financier du régime.

La Convention d'Objectifs et de Gestion, cadre de référence pour l'activité de la branche retraite pour les cinq prochaines années, s'intègre naturellement dans le processus permanent de réflexion et d'action dans le domaine de la retraite. Une rubrique spécifique détaille les aspects statistiques dont l'objectif est d'« éclairer et favoriser la prise de décision du Conseil d'administration de la CNAV et de la puissance publique grâce aux outils de suivi, aux modèles statistiques et actuariels mis à disposition par l'Assurance retraite et grâce aux études et recherches ». Dans cet axe s'inscrit l'amélioration de la capacité d'expertise de la CNAV afin d'assurer le suivi et l'impact des réformes et de préparer les rendez-vous désormais réguliers sur le sujet des retraites.

Lors de la période 2009-2013 les points suivants feront l'objet de développements particuliers suivants.

Dans le domaine de la production d'information statistique, le système d'information sera enrichi pour prendre en compte les évolutions de la réglementation. Le système de prévisions, de simulations et de projection continuera d'être développé.

En matière d'études les principaux sujets traités viseront à :

- analyser le comportement de départ en retraite des assurés au regard des dispositifs d'incitation à la prolongation d'activité existants (surcote, cumul emploi-retraite, retraite progressive) et études sur l'emploi des seniors,
- étudier l'évolution du régime général et des systèmes de retraite,
- étudier l'articulation des logiques de contributivité et de solidarité au sein du régime général,
- analyser l'évolution projetée des taux de remplacement, et des minima de pensions (minimum contributif, minimum vieillesse) au régime général au regard du risque de pauvreté,
- ...

Depuis 2003, des développements statistiques importants ont été opérés. En effet la préparation puis le suivi des différentes réformes sur les retraites, les réflexions menées par le Conseil d'Orientation des Retraites et l'arrivée à la retraite des générations d'après guerre ont suscité une forte demande qui s'est concrétisée principalement par :

- la mise en place d'un suivi statistique plus fréquent et plus complet : de nouvelles remontées statistiques mensuelles ou trimestrielles complètent le dispositif existant, permettant le suivi de la montée en charge de certaines mesures, tant sur le plan de la population concernée et des dépenses que sur le plan de la gestion. Le rythme de centralisation du SNSP¹ est passé en 2006 du semestre au trimestre. Ainsi, un système de données conjoncturelles est progressivement mis en place,
- un échantillon au 1/20^{ème} des assurés et retraités des référentiels nationaux SNGI, SNGD, SNGC² et SNSP est tiré tous les deux ans (2004, 2006, 2008, 2010), servant de base aux outils d'évaluation et de simulations sur la retraite de changements de législation et des études de modélisation et de projection des charges du Régime Général,

¹ SNSP « Système National Statistique Prestataires ».

² Systèmes Nationaux de Gestion : « Identification », « Dossiers », « Carrières ».

- la réalisation et l'amélioration de « PRISME »³, le modèle de projection et de simulations de la Cnav,
- un accès aux données statistiques facilité : constitutions de bases d'infocentres sur les retraités, échantillon couvrant l'ensemble des assurés du régime général contenant les données sur les carrières (et sur les retraites),
- des évaluations des droits familiaux, le minimum contributif, des paramètres de calcul de la retraite (indexations, salaire annuel moyen, etc.),
- le développement des études d'évaluation des effets des réformes sur les retraites et sur l'équilibre du régime,
- l'Infocentre sur le SNSP déployé sur un Univers « Stock » et un Univers « Flux » permet des requêtes au niveau national et régional, avec une programmation de requêtes d'entreprises

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.2 Mise en place du suivi des nouvelles mesures

Dans le cadre du suivi des nouvelles mesures (2003 et 2008) à partir des fichiers flux et stock du SNSP (décote, surcote, minimum contributif, réversion, rachats d'années d'études, ...), d'autres tableaux ont été élaborés après les premières analyses tirées des tableaux à fréquence trimestrielle, (« stock », entrants, sortants). La réforme sur les retraites de 2010 génèrera des besoins nouveaux en suivis et en évaluations : le système d'information statistique sera adapté à cet effet (recul des bornes d'âges, pénibilité, etc.).

2.3 Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés pour 2012

1. Amélioration des outils de simulations et du modèle de projection « Prisme »

PRISME est utilisé depuis 2005 dans le cadre des projections de long terme pour les travaux du COR. Il est également mobilisé pour les projections de court terme et les simulations en projection, en particulier pour la préparation de la réforme 2010.

Si des travaux ont déjà été menés : actualisation et enrichissement des données de la base de la projection, l'amélioration de certains modules (module de départs à la retraite, module de transitions au cours de la carrière), en revanche, la modélisation de certains dispositifs non pris en compte jusqu'à présent tels que le minimum vieillesse, le cumul emploi-retraite, etc.) sera réalisée.

2. Réalisation d'un programme d'études et d'évaluations

La CNAV développera des études afin d'améliorer la compréhension des évolutions concernant le système de retraite. Dans cette optique, une attention forte sera accordée aux thématiques en lien avec le taux d'activité des seniors, le comportement de départ en retraite, sur l'évolution du système de retraite.

Pour mieux comprendre les besoins des nouvelles générations de retraités constituées des générations nombreuses du baby-boom, la CNAV conduira des recherches sur les fins de carrière et le passage à la retraite, les conditions de vie des retraités, ainsi que sur les questions spécifiques concernant les publics fragilisés.

Le déroulement du programme d'études est également fonction des mesures qui ont été prises dans le cadre des rendez-vous 2010 sur les retraites. Le programme est encore provisoire et sera susceptible d'être adapté en fonction des premiers éléments sur les effets de cette réforme. Les principaux points suivants devraient être traités sont les suivants.

- Le comportement de départ en retraite :

Après l'analyse détaillée de l'enquête sur les choix de départ réalisée en 2010 en collaboration avec le Conseil d'Orientation des Retraites, la DREES et la Direction de la sécurité sociale, ce thème continuera de faire l'objet d'études et d'évaluation. Les dispositifs de cumul emploi-retraite et de surcote continueront de faire l'objet d'évaluations des effets générés par les modifications apportées ces dernières années (libéralisation du cumul emploi-retraite, hausse du taux de majoration pour la surcote, etc.).

³ PRISME : Modèle de « Projections sur les Retraites : Simulations, modélisation, Evaluation ».

- Les trajectoires professionnelles des assurés, avec en particulier :

- l'analyse des trajectoires de fin de carrière des assurés du régime général, en lien avec le thème de l'emploi des seniors et le recul des bornes d'âge légales,
- l'étude des transitions au cours de la carrière,
- l'impact des aléas de carrière sur les droits à retraite.

- L'évaluation des effets des réformes (1993, 2003, 2008) :

- sur l'évolution des pensions versées par le régime général,
- sur les départs en retraite, compte tenu des évolutions réglementaires.

Les thèmes, tels que le niveau des pensions et son évolution, les éléments de solidarité (minimum contributif, droits familiaux, etc.) continueront d'être traités dans le cadre des évaluations continues que réalise la CNAV.

3. Amélioration du système d'information statistique

Des investissements ont déjà engagés sur le système d'information statistique, les méthodes, l'organisation, etc. Un entrepôt de données sera progressivement constitué pour répondre aux besoins de suivi, d'analyse, de prévision, de projections et de simulations propres à l'activité statistique, mais aussi aux nécessités du développement de la maîtrise des risques par la branche vieillesse du régime général.

3. Opérations répétitives

3.2 Exploitation des fichiers administratifs

Exploitation exhaustive des fichiers du plan statistique :

- assurés cotisants à partir des référentiels nationaux : SNGI, SNGD, SNGC⁴ (validité 2009)
- prestataires SNSP :
 - « Stock » et « Flux » chaque trimestre
 - « Flux » et fichiers « carrières » 2011

Le SNSP sera enrichi au fur et à mesure de nouvelles données liées à la réforme 2010.

- L'Infocentre SNSP sur le stock et le flux a pris le relais sur un ensemble de requêtes pré-établies. Cet infocentre sera trimestriel.

Exploitation sur échantillon

- Assurés cotisants au 1/20^{ème} des référentiels nationaux SNGI, SNGD, SNGC et SNSP tiré en mai 2004, en mars 2006, mars 2008 et juin 2010.

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.1 Aspects régionaux et locaux

La base documentaire Lotus regroupe les principales statistiques nationales et régionales. Cette base devrait être accessible par internet sur le site de la Cnav.

La mise à disposition des fichiers SNSP sur les retraités en stock et résidents par région permet aux statisticiens des CARSAT de tirer les informations détaillées à des niveaux géographiques fins.

La création d'un Infocentre sur le SNSP en stock et en flux permet de répondre aux différentes demandes par des "requêtes d'entreprises" partagées par l'ensemble des organismes (CNAV, CARSAT). Le programme de constitution de ces requêtes sera approfondi en 2011.

Les études par régions de Sécurité Sociale seront alimentées à partir de l'Echantillon Inter-régimes de Retraités 2008, l'Echantillon Inter-régimes de Cotisants 2007.

5.3 Aspects européens

Les statistiques annuelles des paiements émis à l'étranger dans le cadre de l'union européenne et des conventions internationales sont établies en lien avec le CLEISS.

Les données sur les effectifs de retraités résidant à l'étranger au 31 décembre 2010 et sur les nés à l'étranger seront établies.

⁴ SNGI, SNGD, SNGC : respectivement **S**ystème **N**ational de **G**estion d'**I**dentification, des **D**ossiers, des **C**arrières.

6. Diffusion des travaux

Les grandes orientations du service en matière de diffusion des travaux sont les suivantes :

- La publication «Cadr'@ge» diffusée uniquement sur support électronique a été lancée en décembre 2007. De rythme trimestriel, elle a pour objectif de valoriser les travaux d'études, de recherche et de statistiques réalisés à la CNAV. Ces travaux portent sur la situation de la population vieillissante mais aussi sur les questions de trajectoires professionnelles, des droits accumulés à l'assurance vieillesse,
- un recueil statistique annuel allégé, avec un CD ROM complet,
- des parutions des résultats statistiques plus rapides et par thèmes :
 - sorties rapides après chaque exploitation trimestrielle du SNSP,
 - résultats statistiques de l'année 2010 dans le 1^{er} trimestre 2011 (bénéficiaires, nouveaux retraités, montants, ...),
 - résultats sur des points particuliers des réformes 2003 et 2008 chaque semestre ou annuels,
- une base Lotus statistique mise à la disposition d'un plus grand public,
- une publication d'études et de recherches dans "Retraite & Société",
- une diffusion par voie électronique des études et recherches avec les « Les Cahiers de la Cnav »,
- un séminaire de présentations des travaux d'études et de recherche favorisant la promotion et la valorisation des travaux d'analyse et d'études réalisés au sein de la CNAV à la fois en interne et en externe.

ANNEXE

Liste des publications 2010-2011

- Le recueil statistique 2009 est paru en décembre 2010 avec un CD ROM permettant l'accès direct aux données.
- L'abrégé statistique 2009 est paru en août 2010.

Circulaires de résultats pour 2010, parues en 2010

Numéro	Date circulaire	Objet
2010-61	20/07	Résultats statistiques – Assurance vieillesse FLUX DES DÉPARTS AVANT 60 ANS - Premiers résultats Attributions des retraites anticipées "longue carrière" et "assurés handicapés" au cours du 2 ^{ème} trimestre 2010 et bilan depuis l'origine de la mesure
2010-62	20/07	Résultats statistiques – Assurance vieillesse - FLUX Attributions des premières demandes au cours du 2 ^{ème} trimestre 2010 – Premiers résultats
2010-63	20/07	Résultats statistiques – Assurance vieillesse - STOCK Retraités au 30 juin 2010 par région débitrice et par nature du droit et compléments de retraites – Premiers résultats
2010-67	11/08	Résultats statistiques – Assurance vieillesse – Régime Général Retraités au 30 juin 2010 selon la catégorie de prestation et le montant mensuel
2010-75	14/10	Résultats statistiques – Assurance vieillesse - STOCK - Premiers résultats Retraités au 30 septembre 2010 par région débitrice et par nature du droit et compléments de retraites
2010-76	14/10	Résultats statistiques - Assurance vieillesse FLUX DES DÉPARTS AVANT 60 ANS - Premiers résultats Attributions des retraites anticipées « longue carrière » et « assurés handicapés » au cours du 3 ^{ème} trimestre 2010 et bilan depuis l'origine de la mesure
2010-77	14/10	Résultats statistiques – Assurance vieillesse – FLUX Attributions des premières demandes au cours du 3 ^{ème} trimestre 2010 Premiers résultats
2010-78	19/10	Résultats statistiques – Cotisants à l'Assurance Vieillesse du Régime Général Année 2008 – Métropole et Départements d'Outre-Mer Dénombrements par région, genre, âge et niveau de salaire

Circulaires de résultats pour 2010, parues en 2011

Numéro	Date circulaire	Objet
2011-6	20/01	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - FLUX - Attributions des premières demandes au cours de l'année 2010 . Premiers résultats
2011-7	20/01	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - STOCK - Premiers résultats - Retraités au 31 décembre 2010 par région débitrice et par nature du droit et compléments de retraites
2011-8	20/01	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - FLUX DES DEPARTS AVANT 60 ANS - Premiers résultats -Attributions des retraites anticipées (longue carrière) et (assurés handicapés) au cours de l'année 2010 et bilan depuis l'origine de la mesure
2011-12	01/02	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - Retraités au 31 décembre 2010 - Pyramide des âges - France entière
2011-15	07/02	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - FLUX DES DEPARTS AVANT 60 ANS : EFFECTIFS, MONTANTS et ELEMENTS DE CALCUL - Attributions des retraites anticipées (longue carrière) et (assurés handicapés) au cours de l'année 2010, quelle que soit leur date d'effet
2011-23	15/03	Résultats statistiques - Assurance vieillesse - France entière. Les attributions effectuées en 2010 et les décès enregistrés au cours de la même année

- **Les bilans parus en 2010/2011**

- Bilans de l'assurance veuvage : 2009, 2010
- Tableau récapitulatif des attributions de 1963 à 2010
- Bilans sur la retraite progressive : 2009, 2010
- Bilans sur la MFE (majoration forfaitaire pour enfant) : 2009, 2010
- Les différents minima des pensions et le minimum vieillesse, France entière au 31/12/2009
- Les différents minima des pensions et le minimum vieillesse, France entière au 31/12/2010
- Bilans ARA (Aide au Retour à l'Emploi – DOM) : 2009, 2010
- Pyramide des âges de l'ensemble des retraités en paiement et décomposition du montant global mensuel servi – Total France (30/12/2009)
- Pyramide des âges de l'ensemble des retraités en paiement et décomposition du montant global mensuel servi – Total France (31/03/2010)
- Pyramide des âges de l'ensemble des retraités en paiement et décomposition du montant global mensuel servi – Total France (30/06/2010)
- Pyramide des âges de l'ensemble des retraités en paiement et décomposition du montant global mensuel servi – Total France (30/09/2010)
- Pyramide des âges de l'ensemble des retraités en paiement et décomposition du montant global mensuel servi – Total France (30/12/2010)
- Bénéficiaires de la surcote : 2009, 2010
- Bilan sur les VPLR (Versements Pour la Retraite) : 2009, 2010
- Attributions des droits dérivés au cours de l'année 2009 – premiers et deuxièmes droits – Total France
- Attributions des droits dérivés au 1^{er} trimestre 2010 – premiers et deuxièmes droits – Total France
- Attributions des droits dérivés au 1^{er} semestre 2010 – premiers et deuxièmes droits – Total France
- Attributions des droits dérivés au cours des 3 premiers trimestres de l'année 2010 – premiers et deuxièmes droits – Total France
- Attributions des droits dérivés au cours de l'année 2010 – premiers et deuxièmes droits – Total France

- **Etudes parues en 2010/2011**

- ***Parue dans Retraite et Société n°59***

- Minimum contributif et pension de reversion : vers des conditions d'attribution tous régimes (Regards sur le droit)
(Isabelle Bridenne, Julie Couhin, Sylvie Chaslot-Robinet)

- ***Parues dans Retraite et Société n°60***

- La surcote : premiers éléments de bilan d'une mesure emblématique de la réforme des retraites de 2003 - Samia Benallah
- Simulation d'un passage du régime général en comptes notionnels à l'aide du modèle de projection Prisme - Christophe Albert, Jean-Baptiste Oliveau
- Les prélèvements sociaux au régime général (*Faits & Chiffres*) - Corinne Mette

- ***Réunions plénières du COR – 2010/2011***

9 juillet 2010

- « Age moyen de départ en retraite : tendances récentes et évolutions attendues » (Samia Benallah et Corinne Mette)
- « 2004 à 2006, trois ans de retraite anticipée au régime général » (Christophe Albert)
- « Le cumul emploi-retraite, premiers résultats et questionnements » (Isabelle Bridenne et Corinne Mette)
- « Actif au RSI et retraité au régime général » (Catherine Bac et C. Gaudemer (RSI))

- « Les « décotants » du régime général en 2005 : qui sont-ils ? » (Samia Benallah et François Legendre (CEE))
- « Les versements pour la retraite : un dispositif séduisant pour une minorité d'assurés » (Manon Mazingue)
- « La surcote modifie-t-elle les comportements de départ en retraite ? » (Samia Benallah)
- « Premiers résultats de l'enquête sur les motivations de départ à la retraite des nouveaux retraités au régime général » (Samia Benallah + DREES + DSS)

26 janvier 2011

- « Les motivations de départ à la retraite » - CNAV, DREES, DSS - Etudes et Résultats N°745
Samia BENALLAH - Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV)
Patrick AUBERT, Nadine BARTHELEMY- Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) - Marianne CORNU-PAUCHET et Julien SAMAK - Direction de la sécurité sociale (DSS)

- Participation à l'élaboration du 7^{ème} rapport du COR

27 janvier 2010

"Retraites : annuités, points ou comptes notionnels ? Options et modalités techniques" (Nathanaël GRAVE, Christophe ALBERT, Jean-Baptiste OLIVEAU)

- Participation à l'élaboration du 8^{ème} rapport du COR

14 avril 2010

"Retraites : Perspectives actualisées à moyen et long terme en vue du rendez-vous de 2010" (Nathanaël GRAVE, Julie COUHIN, Paul BEURNIER)

- En complément du 8^{ème} rapport du COR

11 mai 2010

"Variantes de durée d'assurance et d'âges de la retraite" (Nathanaël GRAVE, Julie COUHIN, Paul BEURNIER)

- **Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 10 (paru en mars 2010)**

- « Regards croisés sur les régimes de retraite des indépendants et des salariés »
(Isabelle Bridenne, Alessandra Di Porto, Mélanie Glénat)

- **Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 11 (paru en juin 2010)**

- « Vieillir chez soi : quels enjeux pour l'avenir ? »
(Jim Ogg, Sylvie Renault)

- **Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 12 (paru en septembre 2010)**

- « Le cumul emploi-retraite : les retraités du régime général « actifs » »
(Isabelle Bridenne, Corinne Mette)

- **Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 13 (paru en décembre 2010)**

- « Des intentions aux décisions de départ à la retraite - Les enseignements de l'enquête « Intentions de départ » »
(A. Barrallon (Drees), Samia Benallah (Cnav) et Benoît Rapoport (Drees))

- **Publication trimestrielle cadr'@ge – Numéro 14 (paru en mars 2011)**

- « Les écarts d'activité et de rémunération entre hommes et femmes - Illustration avec la génération 1944 »
(Julie Vanriet-Margueron)

- **RSI : zoom sur – Numéro 41 (paru en février 2010)**

- « Actif au RSI et retraité au régime général »
(Catherine Bac, C. Gaudemer)

Séminaire scientifique CDC à Bordeaux – 29 mars 2010

« Simulation d'un passage du régime général en comptes notionnels à l'aide du modèle de projection PRISME » Christophe ALBERT, Jean-Baptiste OLIVEAU

« La surcote modifie-t-elle les comportements de départ en retraite ? » Samia BENALLAH

**8th international Workshop on Pension, Insurance and Saving –
Université Paris Dauphine – 20-21 mai 2010**

« How does the Delayed Retirement Bonus affect the labor supply of French older workers ? »

Samia BENALLAH

« Pensions under NDC scheme for french wage earners » Christophe ALBERT, Jean-Baptiste OLIVEAU

XXXèmes Journées AES – Charleroi - 8 & 9 septembre 2010

« Sens et pertinence des droits dérivés au régime général » Isabelle Bridenne

« L'évolution du dispositif de cumul emploi-retraite : résultats et questionnements » Isabelle Bridenne et Corinne Mette

Séminaire INSEE – Paris – 10 décembre 2010

« Inégalités de carrière entre hommes et femmes et écarts de pensions de retraite » Christophe Albert et Catherine Bac

Institut national des hautes études de sécurité et de la justice Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales - ONDRP

1. Exposé de synthèse

Les missions de l'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) sont définies dans l'article 8 du décret du 28 octobre 2009 relatif à l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ) dont il est un département. L'INHESJ est un établissement public sous tutelle du Premier Ministre. Les 11 points de cet article du décret sont les suivants :

1. Recueillir les données statistiques relatives à la délinquance et à la criminalité auprès de tous les départements ministériels et organismes publics ou privés ayant à connaître directement ou indirectement de faits ou de situations d'atteinte aux personnes, aux biens ou à l'ordre public ;
2. Centraliser les données relatives au prononcé, à la mise à exécution et à l'application des mesures et sanctions pénales : données juridiques, données statistiques et analyses des questions soulevées dans le cadre des différentes disciplines concernées (données produites en France, mais aussi dans les autres Etats membres de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe et dans les pays d'autres continents) ;
3. Exploiter les données recueillies mentionnées au 1. et au 2. pour réaliser des études et analyses globales ou spécifiques sur les phénomènes criminels constatés par les services de police et les unités de gendarmerie, sur les infractions révélées par les enquêtes de victimation, sur l'activité des services de sécurité et sur les réponses pénales apportées par les autorités judiciaires ou administratives ;
4. Assurer la mise en cohérence des indicateurs, de la collecte et de l'analyse des données afin de disposer d'analyses sur le fonctionnement de l'ensemble de la chaîne pénale ;
5. Contribuer au développement d'outils pédagogiques permettant de synthétiser les informations les plus importantes et mettre sa production à la disposition des responsables de formation initiale et continue dans les établissements d'enseignement supérieur et les conseiller quant à leur exploitation ;
6. Assurer une fonction de veille sur les phénomènes criminels actuels ou émergents, sur leur perception par les citoyens, ainsi que sur l'ensemble des politiques publiques, françaises ou étrangères, visant à mieux connaître la délinquance et la criminalité et les réponses qui y sont apportées en vue de les prévenir ou de les réprimer ;
7. Coopérer avec l'ensemble des producteurs de données, publics ou privés, en vue de l'élaboration d'instruments statistiques innovants ayant vocation à fournir des statistiques régulières ;
8. Faciliter les échanges avec d'autres organismes d'observation ou de recherche ainsi que la coopération avec l'ensemble de nos partenaires européens ou extra-européens afin de favoriser une meilleure connaissance des phénomènes criminels, des systèmes juridiques, des pratiques et des résultats du traitement des infractions pénales par le développement de méthodes de comparaison adaptées ;
9. Organiser la communication à l'ensemble des citoyens de ces données à travers des publications régulières et leur mise en ligne sur un site internet, dans le cadre des protocoles passés entre l'institut et les ministères concernés ;
10. Communiquer les conclusions qu'inspirent ces analyses aux autorités concernées et aux partenaires de l'observatoire à travers la publication annuelle d'un rapport rendu public ;
11. Formuler toutes propositions utiles au développement de la connaissance scientifique des phénomènes criminels, de l'activité des services de sécurité ou des réponses pénales, et à l'amélioration des performances des politiques publiques en matière de prévention, de réinsertion et de lutte contre la récidive.

En comparaison des missions de l'observatoire national de la délinquance (OND), auquel l'ONDRP a succédé en 2010, celles qui sont citées ci-dessus sont la traduction d'un élargissement à la réponse pénale du champ statistique auquel s'intéresse l'Observatoire.

Depuis 2003, les travaux qui ont été menés par l'OND ont concerné les étapes du déroulement et du suivi des infractions en amont de la réponse pénale. Il s'agit notamment de la phase de commission des infractions, puis éventuellement de celle de leur constatation par la police et la gendarmerie.

La mesure statistique relative à l'étape de commission des infractions peut s'effectuer à travers des enquêtes directes auprès des protagonistes, victime et (ou) auteur (pour certaines infractions à une réglementation, comme l'usage de stupéfiant, la commission d'une infraction ne s'effectue pas au détriment d'une victime comme c'est le cas pour les vols ou les violences).

Les enquêtes en population générale dont le principe est d'interroger les personnes sur les atteintes dont elles ont pu avoir été les victimes sont appelées « enquête de victimation ». Dès 2004, l'INSEE et l'OND se sont associés pour développer un dispositif d'enquête nationale de victimation. Il a vu le jour en 2007 lors de la collecte de la première enquête annuelle « Cadre de vie et sécurité ». Le dispositif ayant obtenu l'avis d'opportunité du CNIS de 2007 à 2011, ainsi que le label d'intérêt général et l'obligation du comité du label pour la même période, il sera à nouveau présenté devant ces instances en 2011 pour les enquêtes à venir.

Les atteintes dont les victimes font un signalement à la police ou la gendarmerie sous la forme de plaintes ou de déclarations de type « main courante » et les infractions qui sont constatées sur l'initiative des services forment un ensemble qu'on peut appeler la « délinquance enregistrée par la police et la gendarmerie ». L'ONDRP reçoit du ministère de l'Intérieur des données statistiques détaillées sur la délinquance enregistrée, dont celles extraites de l'outil d'enregistrement des crimes et délits non routiers commun à la police et la gendarmerie, l'« état 4001 ».

Par définition, un fait constaté qui est enregistré dans l'état 4001 est une procédure qui a été transmise au parquet. La réception des procédures par le Parquet ouvre la séquence de la réponse pénale. La première étape est l'orientation des procédures vers les poursuites ou les mesures alternatives aux poursuites, si une personne au moins a été mise en cause. En l'absence de mise en cause, le Parquet peut décider de poursuivre l'enquête ou de la classer sans suite.

Avant le passage d'OND à ONDRP, cette première étape de la réponse pénale apparaissait déjà comme un sujet d'intérêt pour l'Observatoire comme on peut le voir dans son programme de moyen terme 2009-2013 : parmi les thèmes d'études envisagés, on trouve en effet, celui relatif au « devenir des plaintes dans les statistiques judiciaires ». On pouvait ainsi lire que « L'OND en partenariat avec le ministère de la justice cherchera à construire des indicateurs sur les procédures traitées par les parquets. »

Depuis janvier 2010, et l'entrée en vigueur du décret du 29 octobre 2009, l'Observatoire a vu s'adjoindre à ses sujets d'études antérieurs, tous ceux relatifs à la réponse pénale, de l'orientation des procédures reçues par les parquets jusqu'« au prononcé, à la mise à exécution et à l'application des mesures et sanctions pénales ».

Cet élargissement du champ d'étude de l'Observatoire ne s'est pas à ce jour (soit mars 2011) traduit par l'arrivée de personnel pouvant être affecté au recueil et à l'analyse de statistiques sur la réponse pénale. Le programme d'études de 2011 qui est en cours d'exécution est donc toujours fortement centré sur les statistiques de la délinquance enregistrée et l'exploitation des résultats des enquêtes de victimation.

Lorsque l'ONDRP disposera de chargés d'études en charge d'analyser la réponse pénale, son conseil d'orientation sera sollicité afin de déterminer les projets à traiter prioritairement et qui potentiellement pourront en 2012 s'ajouter au programme statistique qui peut déjà être envisagé sur la délinquance enregistrée et les enquêtes de victimation.

A la suite d'une préconisation du conseil d'orientation datant de novembre 2009 et intitulée « Statistiques judiciaires et pénitentiaires : pour une prise en compte progressive de ces données dans le cadre de la mise en place de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales », un groupe de travail comprenant la sous direction de la statistique et des études du ministère de la Justice, la direction des affaires criminelles et des grâces et la direction de l'administration pénitentiaire s'est réuni de façon régulière.

Il y est souvent question de « Cassiopée », la « Chaîne Applicative Supportant le Système d'Information Opérationnel pour le Pénal et pour les Enfants ». Le déploiement de cette application informatique dans

les tribunaux de Grande Instance est en cours. Or les difficultés rencontrées par « Cassiopée » dans son développement et sa mise en service, tout comme celles qui concernent les bases de données opérationnelles de la police et la gendarmerie, signifient qu'en 2012, l'ONDRP ne disposera vraisemblablement pas de données plus détaillées sur la délinquance enregistrée que celles qui existent actuellement.

De ce fait, des thèmes d'études sur la délinquance enregistrée prévus dans le programme de moyen terme, comme ceux ayant pour objectif de « Mieux connaître les lieux de commission des faits constatés » ou de « Mieux connaître le profil des victimes et des mis en cause » (pour la partie « mis en cause »), ne pourront toujours pas être traités à partir de données extraites des nouvelles bases de données dont on avait espéré qu'elles contribueraient à dépasser les fortes limites des bases existantes.

Connaître pour chaque mis en cause, le sexe, l'âge et la nationalité serait un progrès majeur par rapport à des données de l'état 4001 qui fournissent des compteurs sur les hommes mineurs, les hommes majeurs, les femmes mineures, les femmes majeures, les français et les étrangers mis en cause sans possibilité de croisements des différents critères (sexe ou âge avec nationalité) et sans fournir de détail sur l'âge ou la nationalité.

Comme cela a été évoqué le 8 mars 2011 lors de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, l'ONDRP pourrait être sollicité sur le thème de violences faites aux femmes. L'Observatoire dispose avec les enquêtes « Cadre de vie et sécurité », et en particulier son questionnaire auto administré sur les violences sensibles, de données annuelles à ce sujet. On rappelle que ce thème n'est pas traité spécifiquement mais dans le cadre d'études sur les victimes de violences, hommes et femmes (voir pour la publication la plus récente à ce sujet, le « repères » 14 de novembre 2010).

Une saisine de l'ONDRP sur les violences faites aux femmes pourrait conduire à exploiter encore plus finement les données accessibles, celles sur la victimation ou sur les violences enregistrées. En l'état actuel des bases de données de la police et de la gendarmerie, leur exploitation sur le profil des victimes de violences nécessiterait un investissement de temps assez conséquent avant de pouvoir en obtenir des informations exploitables. Comme pour la réponse pénale, une mobilisation de l'Observatoire encore plus soutenue sur l'étude des victimes de violences physique selon le sexe ne pourrait être envisagée qu'avec des moyens humains pouvant être affectés aux tâches supplémentaires.

Des sollicitations de l'ONDRP sur des analyses relatives à l'âge des victimes ou des mis en cause, avec un intérêt particulier sur les personnes les plus âgées ou les plus jeunes, ont aussi été relevées dans le cadre de différents travaux parlementaires. Elles montrent que l'existence et le rôle de l'ONDRP est désormais connu de nombreux acteurs. Elles ne peuvent cependant être prises en compte qu'avec l'allocation de moyens. Sur le thème de la violence subie par les personnes âgées, par exemple, une étude de faisabilité pourrait aboutir à un projet d'enquête dont le coût pourrait être conséquent.

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1 Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

L'enquête annuelle « Cadre de vie et sécurité » INSEE-ONDRP a obtenu en 2006 l'avis d'opportunité du CNIS pour 5 ans. Cette procédure doit être renouvelée en 2011 pour les enquêtes 2012 et suivantes, tout comme la demande de label d'intérêt général et d'obligation auprès du comité du label. En coordination avec l'ONDRP, c'est la division « Conditions de vie des ménages » de l'INSEE qui transmet au CNIS la fiche de présentation de l'enquête.

Le questionnaire de l'enquête pourrait évoluer en anticipation du futur règlement sur l'enquête européenne de victimation prévue pour 2013. L'objectif de l'ONDRP est en premier lieu de maintenir la continuité des indicateurs existants et donc modifier aussi faiblement que possible les questions existantes. Les questions nouvelles pourraient être regroupées dans un questionnaire additionnel.

Il est également envisagé que l'enquête soit étendue à la Guadeloupe et à la Martinique comme cela a été le cas en 2011 pour la Réunion.

La collecte de la première enquête de victimation à l'école, auprès d'un échantillon visé de 18 000 collégiens répartis dans 300 collèges tirés aléatoirement, est menée actuellement par le ministère de l'éducation nationale. Dès 2011 et plus encore en 2012, l'ONDRP dont le conseil d'orientation a joué un

rôle majeur dans l'initiation et l'aboutissement de ce projet, souhaite pouvoir en extraire des indicateurs statistiques sur les atteintes subies par les collégiens dans le cadre scolaire.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2012

L'éventuelle transmission à l'ONDRP de données statistiques extraites des nouvelles bases de données opérationnelles de la police et de la gendarmerie pourrait lui permettre de proposer de nouveaux agrégats afin de décrire les phénomènes de délinquance enregistrée. Ces exploitations ne seront menées qu'à la condition, pour l'instant assez peu probable, que ces bases entrent en fonctionnement dans les mois qui viennent.

A partir de l'état 4001, l'outil d'enregistrement des crimes et délits non routiers constatés, l'ONDRP souhaite développer des outils d'analyse des statistiques départementales sur les faits constatés, les faits élucidés et les personnes mises en cause. Plusieurs méthodes différentes sont envisagées comme l'introduction de nouveaux ratios, l'élaboration d'une typologie départementale ou l'usage de comparaison de taux mesurés avec des taux attendus selon la structure locale de la délinquance constatée.

L'analyse multi sources de l'évolution des phénomènes de délinquance s'appuie jusqu'à présent sur les 2 sources dont dispose l'ONDRP : les enquêtes « Cadre de vie et sécurité » et l'état 4001. Sous réserve de transmission des données existantes, la prise en compte des contraventions de 4e et 5e classe et des déclarations de type « main courante », pourrait permettre de prendre en compte de façon plus complète la délinquance enregistrée.

L'ONDRP manque dans certains domaines d'informations des contextes nécessaires à l'interprétation de statistiques collectées par les services de police, les unités de gendarmeries ou d'autres services publics ayant des missions de constatation (douanes, impôt, inspection du travail) ou intervenant à la suite d'actes de délinquance (pompiers).

Dans des domaines comme la sécurité routière, les violences dites « urbaines » et en particulier les phénomènes des incendies volontaires de véhicules, la saisie de produits illicites ou contrefaits, des données de contexte comme le nombre de contrôles ou le motif de l'infraction, dont l'ONDRP est demandeur, pourraient permettre de mieux comprendre les variations dans le temps de certains indicateurs de délinquance enregistrée.

En matière de statistiques judiciaires et pénitentiaires, la capacité à investir ce nouveau champ de compétence de l'ONDRP dépendra de ses moyens humains et de sa capacité à établir des relations durables avec les services producteurs de données du ministère de la Justice. Les premiers thèmes pour lesquels l'Observatoire aimerait disposer d'informations sur la réponse pénale sont ceux sur lesquels il travaille actuellement à partir de données de victimation ou de délinquance enregistrée : homicides volontaires et tentatives, violences de la part d'un conjoint ou d'un ex-conjoint, violences sexuelles, vols à main armée.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

L'ONDRP est en relation avec de nombreux organismes qui s'intéressent aux atteintes visant les personnes (personnels, usagers, clients) ou les biens placés sous leur responsabilité (bâtiments, véhicules) ou sous la responsabilité de leurs adhérents. Il reçoit des données collectées selon une méthodologie mise en oeuvre par l'organisme, sachant que s'il est sollicité en ce sens il apporte sa contribution à la phase de conception de l'outil d'information. L'ONDRP traite notamment ces données dans le cadre des fiches thématiques de son rapport annuel (voir sommaire en fin de document). Dernièrement, l'Observatoire est entré en contact avec un responsable de la sécurité des bijoutiers-horlogers dont les statistiques seront peut-être exploitées à l'avenir.

3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Observations
Enquêtes	
« Cadre de vie et sécurité »	Pierre angulaire du dispositif de mesure de l'évolution des phénomènes de délinquance – Premiers résultats de l'enquête de l'année publiés en novembre dans le rapport annuel dont la date de publication a été modifiée à cet effet
Exploitation de fichiers administratifs	
Etat 4001	Statistiques sur les faits constatés, les faits élucidés et les personnes mises en cause publiées de façon régulière dans le bilan annuel, les bulletins mensuels, les « Repères » et les fiches thématiques du rapport annuel. Les études introduisant des indicateurs nouveaux font l'objet d'une publication de type « Grand angle »
Autres données sur la délinquance enregistrée par la police ou la gendarmerie (main courante informatisée, contraventions enregistrées par la gendarmerie nationale, infractions à la sécurité routière)	Statistiques publiées de façon régulière dans le bilan annuel, les bulletins mensuels et les fiches thématiques du rapport annuel
Autres travaux répétitifs	
Les statistiques sur les atteintes subies par certaines professions ou les infractions collectées par certains organismes	Statistiques publiées dans le rapport annuel (voir sommaire en annexe). Exemples : les douanes, les impôts, les sapeurs pompiers, les entreprises de transports (RATP, SNCF, UTP), la violence en milieu hospitalier ou les faits d'insécurité dans l'habitat social

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

L'ONDRP ne sollicite pas les entreprises de façon aléatoire à travers des enquêtes, même si un projet d'enquête de victimation auprès des personnes morales aurait toute son utilité dans son dispositif statistique. Les entreprises ou les groupements d'entreprises avec lesquelles il est en relation participent de façon non contrainte à ses publications statistiques. Elles disposent en général de responsable de sécurité dont l'une des missions est précisément de collecter de l'information statistique à ce sujet.

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.1. « Territoires »

L'ONDRP cherche, en matière de délinquance enregistrée, à déterminer les départements qui seraient les plus proches les uns des autres selon un profil dont la méthodologie est en cours d'élaboration. Il s'agit de proposer aux acteurs locaux un ensemble de départements auxquels il apparaîtrait le plus pertinent de se comparer.

L'ONDRP s'intéresse tout particulièrement aux Zones Urbaines Sensibles (ZUS), comme cela lui a été préconisé par son conseil d'orientation en novembre 2010 en citant explicitement l'enquête « Cadre de vie et sécurité » comme source à mobiliser. On rappelle qu'elle comprend un échantillon complémentaire qui est financé par l'Observatoire national des ZUS.

5.2. « Environnement et développement durable »

Les infractions à l'environnement font l'objet d'une fiche du rapport annuel de l'ONDRP. Elle est réalisée à partir des données collectées par les militaires de la Gendarmerie nationale, les agents de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) ainsi que par les agents de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA).

5.3. « Evaluation des politiques publiques »

Dans ses études sur les victimations déclarées dans les enquêtes « Cadre de vie et sécurité », l'ONDRP exploite les questions posées aux victimes qui ont déclaré l'atteinte subie à la police et la gendarmerie, sur la qualité d'accueil reçu et sur l'issue de leurs démarches. Ce type de résultats pourrait contribuer utilement à faire un état des lieux en matière d'accueil et de suivi des victimes. A l'instar de ce qui se fait dans les pays Anglo-Saxons, on pourrait définir des indicateurs sur la perception de l'action de la police et de la gendarmerie extraits des enquêtes. La faisabilité et la pertinence d'un tel projet seront examinées par l'ONDRP.

5.4. Aspects « européens »

Le règlement de l'enquête de victimation européenne appelée « safety survey » (SASU) prévue pour 2013 est en cours de finalisation. L'INSEE et l'ONDRP ont participé aux nombreuses réunions organisées par Eurostat sur cette enquête.

Des aménagements qui paraissaient indispensables ont été demandés et obtenus. Ils concernent la dispense de transmission de données sur les violences sexuelles ou intra familiales. En effet le protocole des enquêtes « Cadre de vie et sécurité » aurait sans doute rendu impossible une comparaison avec des résultats collectés avec un protocole classique (face à face ou téléphone), celui-ci n'assurant pas le même degré de confidentialité que le questionnaire auto administré de l'enquête française.

Plus généralement, on peut penser que l'hétérogénéité des modes de passation des questionnaires entre les différents états membres rendra les comparaisons difficiles voire impossibles.

Quoi qu'il en soit, la décision validée par les instances statistiques européennes de conduire une enquête à règlement sur la victimation conforte le choix fait en France d'une enquête annuelle sur ce sujet. Lors des échanges avec nos partenaires européens, l'expérience acquise avec les enquêtes « Cadre de vie et sécurité » a permis de contribuer aux décisions de pilotage de l'enquête européenne.

6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Calendrier	Observations	Suivi
Collecter et diffuser les statistiques sur toutes les infractions enregistrées par la police et la gendarmerie	Depuis 2009	Les publications régulières à ce sujet sont le bilan annuel de la délinquance enregistrée, le bulletin mensuel et désormais les « Crimes et délits constatés par département ».	Pas de progrès quant à la mise à disposition de données sur les contraventions enregistrées par la police nationale
Mieux connaître les lieux de commission des faits constatés	2011	L'ONDRP attend l'entrée en service des bases de données modernisées de la police et de la gendarmerie pour disposer de données nationales. Au niveau local, une étude a été publiée en 2011 sur Paris.	Au regard de la situation actuelle, seule des études locales sont envisageables pour 2012.
Mieux connaître le profil des victimes et des mis en cause	Depuis 2009	Les différentes publications sur les victimes sont extraites des enquêtes « Cadre de vie et sécurité » et celles sur les mis en cause exploitent les données de l'état 4001	Pas de progrès sur l'étude des mis en cause par âge détaillé car la modernisation des bases de données n'est pas encore effective
Analyser des échantillons de procédures pour répondre aux demandes qualitatives des phénomènes complexes ou émergents	Depuis 2009	Thèmes d'études reposant sur des informations collectées auprès de sources obtenus par extraction spécifique des procédures : homicides et tentatives, violences sexuelles, vols à main armée, incendies volontaires	Les extractions à l'aide de grilles de saisie développées par l'ONDRP sont très « chronophages » mais elles s'avèrent bien plus riches que les données pouvant être extraites des bases de données opérationnelles existantes (STIC ou JUDEX) qui n'ont pas été conçues à des fins statistiques et qui s'y prêtent difficilement

Coordonner la collecte et l'analyse des statistiques sur les atteintes subies par les personnels et les biens	Depuis 2009	De nombreuses fiches du rapport annuel sont l'aboutissement de ce travail de coordination	
Déterminer le devenir des plaintes dans les statistiques judiciaires	Au plus tôt en 2011	L'ONDRP attend l'entrée en service des bases de données modernisées de la police et de la gendarmerie et le lien avec les bases judiciaires	Chaque année, on évoque l'année suivante comme étant celle du lancement. Aucune certitude, y compris pour 2012.
Etablir les évolutions des atteintes touchant les ménages et les personnes de 14 ans et plus à partir de l'enquête annuelle de victimation INSEE-ONDRP	Depuis 2009	Résultats de l'enquête dont la collecte se déroule de janvier à avril à partir du mois de novembre de la même année dans le rapport annuel de l'ONDRP	
Etablir des indicateurs structurels sur les faits subis et les victimes par regroupement d'enquêtes successives	Depuis 2009	A l'automne 2010, 2 articles de la collection « Grand Angle » ont été publiés dans ce cadre (par cumul des 4 enquêtes « Cadre de vie et sécurité » 2007 à 2010). L'un d'entre eux portait sur les ménages se déclarant victimes de cambriolages de la résidence principale et tentatives.	
Etendre l'enquête de victimation aux DOM et développer les extensions locales	2011	Grâce à la participation de la Réunion, l'enquête sera étendue sur l'île en 2011	La participation de la Guadeloupe et de la Martinique, un temps évoqué pour 2011, n'est pas non plus acté pour 2012
Contribuer au développement des enquêtes de victimation au sein des organismes confrontés aux phénomènes de violence	2011	L'enquête de victimation en milieu scolaire est conduite par l'éducation nationale	Actuellement, elle se déroule au collège. Le lycée, voire l'école élémentaire sont aussi des lieux où ce type d'enquête peut être conduit.
Etablir un bilan annuel multi sources	Depuis 2009	Dans le rapport 2010, on trouve un bilan multi sources sur les vols, les destructions, dégradations et les violences physiques ou sexuelles.	Les possibilités de comparer les sources sont parfois entravées par l'absence de disponibilité de certaines données, dont celle sur les contraventions de la police nationale.
Diffusion des statistiques	Depuis 2009	L'ONDRP a de nombreux projets d'articles en cours qui s'ajoutent à ses publications régulières, cela illustre sa politique de diffusion qui consiste à rendre public toutes ses études	

7. Diffusion des travaux

L'ensemble des publications de l'ONDRP, hormis le rapport annuel de l'année est en libre accès sur le site de l'INHESJ. En novembre, le rapport est mis en vente par les éditions CNRS puis après plusieurs mois, il est mis en ligne. L'annonce des publications est faite par l'envoi d'un message à l'ensemble de nos fichiers « destinataires » dont celui comprenant tous les journalistes ayant fourni leur coordonnées à l'Observatoire (Plus de 300 entrées à ce jour).

Les études publiées en 2010

L'ONDRP a publié en 2010 huit nouvelles études qui s'appuient sur les crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie nationales ou les résultats issus de l'enquête de victimation 2010 :

- **Repères n°11** « Les mineurs et les majeurs mis en cause en 2009 », *Mars 2010*
- **Grand Angle n°21** « Phénomènes de délinquance enregistrés à l'aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle en 2008 », *Juin 2010*
- **Focus n°4** « La garde à vue en France », *Juillet 2010*
- **Repères n°12** « Nombre de personnes mises en cause et de mesures de garde à vue pour crimes et délits non routiers au premier semestre 2010 », *Septembre 2010*
- **Repères n°13** « Les mineurs mises en cause pour crimes et délits non routiers en 2009 », *Septembre 2010*
- **Grand Angle n°22** « Les caractéristiques des cambriolages de la résidence principale décrites par les ménages victimes », *Octobre 2010*
- **Grand Angle n°23** « Les phénomènes de consommation et de trafic de drogue dans le cadre de vie des personnes de 14 ans et plus », *Novembre 2010*
- **Repères n°14** « Les auteurs d'actes de violences physiques ou sexuelles déclarés par les personnes de 18 à 75 ans en 2008 et 2009 d'après les résultats des enquêtes « Cadre de vie et sécurité », *Novembre 2010*

Sommaire du rapport annuel de novembre 2010

DOSSIER I – LA VICTIMATION

Victimation et sentiment d'insécurité mesurés lors des enquêtes « Cadre de vie et sécurité » de 2007 à 2010

Présentation méthodologique des résultats des enquêtes « Cadre de vie et sécurité » de 2007 à 2010

Les atteintes aux biens des ménages et les vols et tentatives de vol personnels contre les 14 ans et plus de 2006 à 2009 mesurés à travers l'enquête « Cadre de vie et sécurité »

Les atteintes subies par les personnes de 14 ans et plus de 2006 à 2009, hors vol et hors ménage à travers les enquêtes « Cadre de vie et sécurité »

Le sentiment d'insécurité dans le quartier ou au domicile exprimé par les personnes de 14 ans et plus de 2007 à 2010

Les actes de violences physiques ou sexuelles déclarés par les personnes de 18 à 75 ans de 2007 à 2009 à travers les enquêtes « Cadre de vie et sécurité » de 2008 à 2010

La violence dans les établissements du second degré en France : une enquête quantitative auprès des personnels de direction des lycées et des collèges 175

Le projet d'enquête de victimation européenne

Les indicateurs de la criminalité et de la sécurité en milieu scolaire aux États-Unis

DOSSIER II – CRIMES ET DÉLITS CONSTATÉS

Criminalité organisée et délinquance spécialisée : les tendances observées au cours de l'année 2009 par les offices centraux de la DCPJ

L'activité des offices centraux de police judiciaire de la Gendarmerie nationale

Les crimes et délits enregistrés à Paris en 2009

Éléments de mesure de la violence enregistrée entre conjoints

Éléments de connaissance de la fraude aux documents et à l'identité en 2009

La garde à vue en France – Aspects statistiques : les gardes à vue pour crimes et délits non routiers de 2004 à 2009

Qu'est-ce qu'une « bonne » garde à vue ? Éléments d'auto-analyse recueillis auprès des OPJ de la police et de la gendarmerie

RÉPONSES PÉNALES

Le Procureur de la République et les statistiques

Esquisse de description de la filière statistique pénale

L'activité judiciaire pénale

Les personnes prises en charge par l'administration pénitentiaire

Le placement sous surveillance électronique : est-ce que ça marche ?

Sanctions pénales prononcées en 2008 : quelles sont les infractions sanctionnées ?

À quoi condamne-t-on ? Quelles évolutions dans la façon de sanctionner ?

Démographie du placement sous écrou : population sous écrou, population détenue, inflation carcérale, déflation carcérale, surpopulation, densité, places inoccupées, détenus en surnombre

Vers une base de données criminologiques sous l'égide de l'ONDRP

FICHES THÉMATIQUES

1. Les atteintes aux biens constatées par les services de police et les unités de gendarmerie en 2009
2. Les atteintes volontaires à l'intégrité physique constatées par les services de police et les unités de gendarmerie en 2009
3. Les escroqueries et infractions économiques et financières constatées par les services de police et les unités de gendarmerie en 2009
4. Les infractions révélées par l'action des services de police et les unités de gendarmerie en 2009
5. Les « autres crimes et délits » constatés par les services de police et les unités de gendarmerie en 2009
6. Les personnes mises en cause pour crimes et délits non routiers en 2009
7. Les mineurs et les majeurs mis en cause par les services de police et les unités de gendarmerie en 2009
8. Les hommes et les femmes mis en cause par les services de police et les unités de gendarmerie en 2009
9. Français et étrangers mis en cause pour crimes et délits non routiers en 2009
10. Les mis en cause pour atteintes aux biens en 2009
11. Les mis en cause pour atteintes volontaires à l'intégrité physique en 2009
12. Les mis en cause pour des escroqueries et infractions économiques et financières en 2009
13. Les mis en cause pour infractions révélées par l'action des services de police et les unités de gendarmerie en 2009
14. Les faits élucidés et le rapport « élucidés/constatés » de 2004 à 2009
15. Les phénomènes criminels traités par la douane en 2009
16. Les infractions au code de la consommation et au droit de la concurrence en 2009
17. Les infractions fiscales en 2009
18. Les vols de métaux en 2009 portés à la connaissance de l'Office central de lutte contre la délinquance itinérante
19. Les vols dans les coffres bancaires et les distributeurs automatiques de billets de banque recensés par l'office central de lutte contre la délinquance itinérante en 2009
20. Les vols de fret recensés par l'office central de lutte contre la délinquance itinérante en 2009
21. Les infractions au droit de l'environnement constatées en 2009 par la Gendarmerie nationale, l'Office national de la chasse et de la faune sauvage et l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques
22. Les signalements des usagers dans la main courante informatisée en 2009
23. Les signalements enregistrés dans la main courante informatisée de la Préfecture de police en 2009
24. Insécurité et délinquance routières en 2009
25. Les contraventions dressées pour violences par les unités de la Gendarmerie nationale en 2009
26. Les violences et les incivilités recensées dans le football amateur lors de la saison 2009-2010
27. Etude des atteintes contre le Groupe La Poste, ses collaborateurs, ses clients

et ses activités

28. Les signaux d'alarmes tirés abusivement à bord des trains SNCF

29. Les actes de violences recensés dans les établissements publics des premier et second degrés en 2009/2010

30. Les appels pour différends conjugaux enregistrés par le « 17 » à Paris en 2008 et 2009

LES ATTEINTES DECLARÉES PAR CERTAINES PROFESSIONS

1. Les atteintes aux personnels et aux biens de la Police nationale en 2009

2. Les atteintes aux personnels et aux biens de la Direction générale de la Gendarmerie nationale en 2009

3. Les condamnations prononcées pour infractions dont sont victimes les magistrats

4. Les agressions déclarées par les sapeurs-pompiers volontaires et professionnels en 2009

5. Les atteintes aux biens et aux personnels de la Direction générale des douanes et des droits indirects en 2009

6. Les infractions à la législation du travail et les atteintes aux agents de contrôle en 2009

7. Les atteintes contre les personnels et les biens de la ville de Paris telles qu'elles ont été recensées par l'Observatoire parisien de la tranquillité publique en 2009

8. Les atteintes physiques et verbales subies par les personnels des entreprises de transport sur les réseaux Ile-de-France / hors Ile-de-France

9. Les atteintes physiques et verbales subies par les personnels des entreprises de transport sur les réseaux bus / tram et métro / RER / train

10. Les atteintes subies par les personnels de la RATP et de la SNCF : distinction atteintes physiques/atteintes verbales

11. Les incidents déclarés par les médecins en 2009

12. Les actes de violence en milieu hospitalier en 2009

13. Les atteintes déclarées par le corps arbitral de football en 2009-2010

14. Les faits d'insécurité dans l'habitat social en 2009

LES STUPÉFIANTS

1. Les faits constatés, les faits élucidés et les personnes mises en cause pour infraction à la législation sur les stupéfiants de 2004 à 2009

2. Évolution du trafic de stupéfiants depuis 2005

3. L'activité de la sécurité publique en matière de lutte contre les stupéfiants

4. Le plan de lutte anti-stupéfiants de la préfecture de Police

5. L'action de la Gendarmerie nationale en matière de lutte contre les stupéfiants

6. Les stupéfiants vus du côté des douanes

7. La mesure statistique du blanchiment de capitaux à l'échelle continentale : les premiers pas d'une ambition européenne

8. Les condamnations pour trafic de stupéfiants

9. Usage et trafic de produits stupéfiants des personnes prises en charge par l'Administration pénitentiaire

10. Etat des lieux sur les consommations de drogues en France

11. L'offre et la demande de drogues illicites en Europe

12. Le profil socio-économique des trafiquants interpellés

13. La culture du cannabis en France : une transformation importante du marché

14. L'implication des GIR dans la lutte contre les trafics de stupéfiants

15. Au coeur du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

16. Les stupéfiants dans le monde d'après le rapport 2010 de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime

GÉOGRAPHIE CRIMINELLE DE LA FRANCE

Géographie départementale des crimes et délits enregistrés en 2009 dans les départements métropolitains et d'outre-mer

REGARDS SUR L'ÉTRANGER

L'homicide en France dans une perspective internationale

La criminalité enregistrée aux Etats-Unis en 2009

La victimation au Canada en 2009

La criminalité enregistrée en Angleterre et Pays de Galles en 2009

La victimation en 2009/2010 en Angleterre et Pays de Galles selon la British Crime Survey

La criminalité enregistrée en Allemagne en 2009

La modernisation suisse en matière de statistiques criminelles

La mondialisation du crime : évaluation de la menace de la criminalité organisée transnationale

PRÉCONISATIONS

Les préconisations 2010 du Conseil d'orientation de l'ONDRP

Les suites des préconisations émises par le Conseil d'orientation de l'ONDRP

ANNEXES

Les indicateurs de l'ONDRP

Rapport d'activités 2009 du département ONDRP

Notices sur les personnels ONDRP

Les rédacteurs des articles

REMERCIEMENTS

Institut de prévention et d'éducation pour la santé - Inpes

1. Exposé de synthèse

L'INPES a pour principales missions de promouvoir et mettre en œuvre les programmes de prévention et de formation à l'éducation à la santé, ainsi que d'exercer une fonction d'expertise de conseil sur ces mêmes domaines. La vocation de la Direction des Affaires scientifiques de l'INPES est d'enrichir la connaissance sur les comportements de santé et de fournir le substrat scientifique aux différentes équipes travaillant aux programmes thématiques de l'Institut. La production de données cherche donc se situer à la fois dans la continuité de la réflexion menée au sein des équipes programmes et en complémentarité de la connaissance fournie par l'ensemble des autres acteurs de santé producteurs d'information. L'INPES gère depuis 1992 un dispositif d'enquêtes nommées « Baromètre santé » qui sont une des sources importantes d'informations utiles non seulement à l'INPES mais à l'ensemble des acteurs et décideurs de santé publique. Les Baromètres santé s'inscrivent dans l'ensemble du dispositif des enquêtes santé (enquête décennale INSEE, enquête santé protection sociale (ESPS) de l'IRDES, enquête Événement de vie et santé de la Drees, autres enquêtes de la Drees, de l'InVS, de l'Inserm...) avec certaines spécificités (suivi des évolutions, centrage autour des attitudes et comportements de santé, liens comportements / représentations, surveillance comportementale, interrogation des moins de 18 ans...).

Au sein de la Direction des Affaires scientifiques Le département « Enquêtes et analyses statistiques » (EAS) est chargé de la conception, de l'analyse et de l'édition d'enquêtes sur les connaissances, attitudes et comportements de santé des Français. Il s'agit principalement d'enquêtes téléphoniques généralistes ou thématiques portant sur de gros échantillons. Les dernières enquêtes thématiques ont porté sur la santé-environnement, le cancer, les maladies infectieuses, la santé mentale, la pratique des médecins généralistes ou encore la nutrition. Les enquêtes sont pour la plupart menées en population générale. L'équipe réalise par ailleurs des analyses secondaires d'autres enquêtes.

Les missions sont assurées par neuf chargés d'études (dont cinq seniors) et une assistante. Les chargés d'études sont pour moitié docteurs en démographie, sociologie ou psychologie et pour moitié ingénieurs statisticiens. Ces missions impliquent des collaborations et partenariats avec d'autres organismes d'études et de recherche françaises ou étrangères. L'équipe est fréquemment amenée à participer, à la demande du cabinet du Ministre de la santé ou de la Direction Générale de la Santé (DGS), à la gestion de situations urgentes ayant parfois des conséquences sanitaires collectives, notamment en fournissant de manière très réactive des points épidémiologiques sur les nombreux thèmes relevant de son champ de compétence.

Par ailleurs, la conception et l'évaluation des programmes de l'INPES sont accompagnées de nombreuses études qu'elles soient exploratoires, de prétest ou de posttest, ou de suivi spécifique lié à l'actualité comme le suivi de la cohorte de fumeurs et de non fumeurs ou le suivi du respect des lieux nouvellement non-fumeurs. L'INPES contribue aussi à des recherches et à des colloques scientifiques par voie de subvention, à hauteur de 1 500 000 € en 2011.

Trois ouvrages présentant les résultats des enquêtes et études portées INPES ont été rendus publics en 2010 :

- Janvier 2010. Parution de l'ouvrage Baromètre santé nutrition 2008 (troisième vague après 1996 et 2002) : Un échantillon représentatif de 4 191 personnes a été interrogé de février à avril 2008, de même qu'un suréchantillon de 523 jeunes de 12 à 18 ans favorisant les analyses sur ces tranches d'âge.
- Avril 2010. Publication d'une étude quantitative menée entre avril et juin 2009 afin d'explorer les connaissances, les représentations et les comportements par rapport aux risques liés à la téléphonie mobile. Dans la phase quantitative, un échantillon de 1505 personnes de 15 à 75 ans a été interrogé par téléphone (méthode des quotas).
- Juin 2010. Parution de l'ouvrage présentant les résultats de l'étude sur les minorités sexuelles et le risque suicidaire, réalisée en collaboration avec l'EHESS, le CNRS (Centre Maurice Halbwachs) et l'Inserm.

Quatre terrains d'enquêtes ont été réalisés ou sont en cours en 2010 / 2011 :

• Baromètre santé 2010

Les objectifs du Baromètre santé 2010 peuvent être décomposés en 4 grandes rubriques, eux-mêmes déclinés en sous-objectifs :

Baromètre

Suivre l'évolution dans le temps de certains indicateurs fondamentaux sur les comportements et les attitudes en matière de santé sur l'ensemble de la population

Suivre les évolutions de manière fine par tranche d'âge, sexe, sous-populations... grâce à la taille importante d'échantillon

Étude et recherche

Nourrir les différents programmes de l'INPES d'information sur les comportements, l'opinion et les attitudes en matière de santé ainsi que sur les déterminants (facteurs associés) de ces opinions, attitudes et comportements

Étudier, grâce à la taille importante d'échantillon, les spécificités de sous-populations (jeunes, personnes âgées, étudiants, chômeurs...) et les comportements rares

Étudier les liens entre les représentations et les comportements en matière de santé

Ce qui distingue les Baromètres des autres enquêtes santé, c'est qu'elles sont des enquêtes sur les pratiques de prévention et les modes de vie en ce qu'ils ont un lien avec la santé. On ne cherche pas à mesurer précisément l'état de santé. Une part importante du questionnaire concerne des sujets sensibles comme les addictions, la santé mentale, les comportements sexuels...

Cohérence au sein du système statistique public

Être complémentaire avec les autres grandes enquêtes de santé (éviter la redondance, rechercher la cohérence), dans un souci collaboratif

Participer, grâce à la taille importante d'échantillon, à la production de données régionales, en lien avec les ORS

Participation à l'évaluation

Dans la dimension étude / observation il y a aussi l'idée de servir de point d'appui à l'évaluation des politiques publiques

Participer à l'évaluation des politiques publiques : indicateurs de suivi de la loi de Santé Publique, évaluation des plans gouvernementaux (ex : plans addictions)

Rappel de la chronologie des enquêtes « Baromètre santé »

Cette série d'enquêtes est composée de 12 enquêtes en population générale adulte, 1 enquête en population générale jeune, 5 enquêtes auprès des médecins généralistes et de plus en plus d'enquêtes régionales montées en parallèle :

1992 Population générale	2 099
1993 Population générale	1 950
1994 Médecins généralistes	1 013
1995 Population générale	1 993
1996 Population générale	1 984 (nutrition)
1997 12-19 ans	4 115
1998 Médecins généralistes	2 073 (+ 1 001 pharmaciens)
2000 Population générale	13 685 (+ 5 échantillons régionaux)
2002 Population générale	3 153 (nutrition)
2003 Médecins généralistes	2 073 (+ 1001 pharmaciens)
2005 Population générale	30 514 (+ 7 échantillons régionaux)
2005 Population générale	4 046 (cancer)
2005 Population générale	6 498 (dépression)
2006 Population générale+ MG	4 112 + 2 027 MG
2007 Population générale	6 007 (santé environnement) (+ 7 échantillons régionaux)
2008 Population générale	4 714 (nutrition) (+ 8 échantillons régionaux)
2008 Médecins généralistes	2 073 (+ 185 répondants « online »)

Principaux thèmes abordés :

- Perception de santé
- Qualité de vie
- Vaccination
- Troubles des conduites alimentaires
- Tabac
- Alcool

- Suicide
- Santé mentale
- Violence
- Sexualité, contraception et IST
- Drogues illicites
- Consommation de soins et de médicaments
- Dépistage des cancers
- Jeu pathologique
- Accidents
- Maladies chroniques et infectieuses
- Douleur
- Virus respiratoires
- Maladie d'Alzheimer
- Internet et santé
- Inégalités sociales de santé

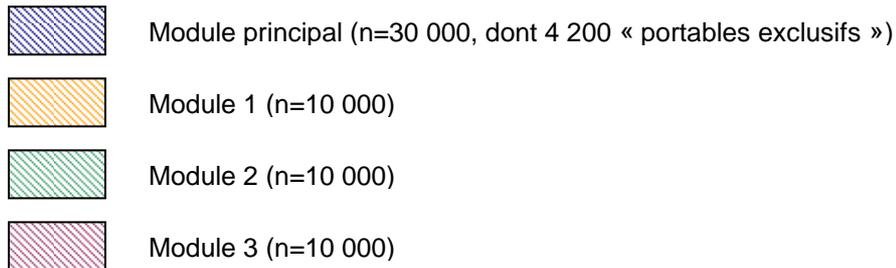
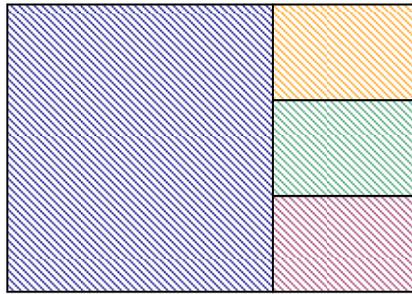
L'échantillon du Baromètre santé 2010 comprendra une part d'appels sur téléphones filaires (83% répartis en listes rouge, orange et blanche), une part sur des « exclusifs mobiles » (17%) comprenant les « exclusifs mobiles » (13%) une part sur numéros de téléphone « dégroupés » (3 à 4%) selon une méthodologie similaire à celle du Baromètre santé nutrition 2008.

Pour les lignes fixes, la méthode consistera à passer par la société *Survey Sampling International* (SSI) qui réalise des tirages aléatoires de numéros de téléphone (tirage parmi les 10 000 numéros de téléphones de chaque racine de 6 chiffres issue des zones déjà attribuées par l'ARCEP). Cette méthode remplace la méthode habituelle d'incrémentation à partir de l'annuaire France Télécom pour laquelle se pose la question de la représentativité des opérateurs téléphoniques.

Afin de sélectionner l'individu au sein de son foyer, c'est la méthode Kish qui a été retenue, car plus rigoureuse que la méthode anniversaire et bien appréciée des enquêteurs.

Structuration de l'échantillon du Baromètre santé 2010

Lors du Baromètre santé 2005, l'échantillon avait été décomposé en deux grandes parties : un questionnaire court – 20 minutes – posé à tout l'échantillon et un questionnaire long – 45 minutes – posé aux individus possesseurs d'une ligne téléphonique fixe mais pas aux individus joignables uniquement par portable. Concernant le Baromètre santé 2010, contrairement à ce qui avait été fait en 2005, il a été décidé de poser un module principal composé de variables utiles à l'ensemble des thèmes (variables sociodémographiques + variables transversales, pour une durée de 20 à 25 minutes) aux 28 000 enquêtés et de tirer aléatoirement 3 sous-échantillons de 9 400 pour leur poser à chacun un module contenant plusieurs thématiques (pour une durée de 10 à 15 minutes). Certaines questions ne sont posées qu'à 5 000 personnes, par exemple, la plupart des questions d'opinions ou des questions sous-exploitées en 2005 et qui ont pour principal intérêt le suivi barométrique, ainsi que toutes les questions qui n'ont pas vocation être transversales et ne nécessitent pas une grande taille d'échantillon.



L'inconvénient est, bien sûr, que les variables présentes dans un des trois modules ne peuvent être croisées qu'avec celles de leur module et celles du module principal, mais pas avec celles présentes dans les deux autres modules.

• Baromètre cancer 2010

Réalisation en avril-juillet 2010, dans le cadre de l'évaluation du Plan cancer, d'un Baromètre cancer, en partenariat avec l'Inca. Un échantillon aléatoire de 4000 personnes de 15 à 85 ans est interrogé par téléphone, sur une méthodologie similaire à celle du baromètre santé 2010. Son objectif est de sonder les opinions et les perceptions du public face aux cancers, de mesurer les attitudes à l'égard de différents facteurs de risque et, par son caractère récurrent, d'en suivre les évolutions par rapport à 2005, date de la précédente enquête. Cette seconde édition contribuera aussi à l'évaluation du nouveau plan cancer en constituant un point de situation entre les 2 plans. Le plan cancer comporte une action où le baromètre cancer est évoqué : « Réaliser des enquêtes régulières sur les connaissances, les attitudes, le comportement et la perception des cancers et des facteurs de risques, notamment un baromètre cancers ».

• **L'enquête KABP sida** (connaissances, attitudes, croyances et comportements face au VIH sida, aux hépatites virales et aux IST dans la population générale adulte en France métropolitaine) a eu lieu début 2010, en partenariat avec l'ORS IDF, porteur historique de ce projet, et l'InVS. En 2009, ont eu lieu la finalisation du questionnaire, sélection de l'institut de sondage, réalisation de l'enquête pilote, analyse de l'enquête pilote, choix finaux sur la méthodologie. Il s'agit d'une enquête nationale auprès d'un échantillon aléatoire représentatif de femmes et d'hommes, âgés de 18 et plus vivant en France métropolitaine. Les personnes sont tirées au sort au moyen de numéros de téléphone générés au hasard et invitées à répondre à un questionnaire téléphonique. Les enquêtes sont répétées depuis 1992, environ tous les trois ans. La dernière a été réalisée en 2004. Elles fournissent aux pouvoirs publics des informations leur permettant d'orienter les politiques de santé. Plus particulièrement, cette recherche permettra d'étudier :

- Les connaissances sur certaines maladies
- Les attitudes face aux personnes malades
- Les opinions sur certains thèmes de débat autour de la santé
- Les comportements de prévention.

La déclinaison de cette enquête sur les Départements français d'Amérique (DFA) est prévue au second semestre 2011.

• Enquête Primiject 2011

Première enquête nationale de ce type, l'enquête primo-injection de l'INPES vise, dans le contexte de l'épidémie du VHC, à décrire les populations qui s'engagent dans l'injection par voie intraveineuse aujourd'hui en France et à comprendre les contextes et les pratiques des premières injections parmi les

jeunes de 16-25 ans. Il s'agit d'une enquête *on line* qui a été accompagnée fin 2010 d'une campagne de communication vise à créer du flux sur le site dédié pour maximiser les opportunités de réponse au questionnaire. La promotion de l'enquête en ligne s'est faite *via* :

- une campagne de bannières web et/ou de communiqués sur les sites institutionnels mais surtout sur les sites associatifs et communautaires ;
- la diffusion de cart'com et d'affiches par les associations et/ou structures de prise en charge et les pharmacies impliquées dans l'échange de seringues en direction des publics potentiellement concernés par l'étude ;
- une communication sous forme d'articles ou de brèves dans la presse communautaire et associative ;
- la diffusion d'une lettre en version électronique présentant l'étude et contenant un lien vers celle-ci à partir d'une mailing liste constituée au fur et à mesure de l'avancée de l'étude.

L'enquête vise en priorité les jeunes de 16 à 25 ans (expérimentateurs de l'injection et nouveaux injecteurs). Elle s'adresse aux différents publics concernés par l'injection quelles que soient les substances injectées et les sous-cultures de consommation associées. Il s'agit d'atteindre à la fois, des jeunes consommateurs précarisés, marginalisés (sans emploi, décrocheurs scolaires, etc.) ; mais aussi des jeunes plus « intégrés » (lycéens, étudiants, jeunes salariés, etc.), consommant et injectant plus ou moins occasionnellement des drogues dans un cadre festif ou autres.

• **Baromètre santé auprès des sourds et malentendants 2011** : Afin de prendre en compte une des limites du Baromètre santé : l'impossibilité pour les populations sourdes et malentendantes de participer, un projet d'extension de cette enquête a été lancé en 2009. Une enquête *on line* s'appuyant sur l'ensemble des réseaux en lien avec les populations sourdes et malentendantes est prévue au second semestre 2011.

Huit enquêtes sont en cours d'analyse en 2011 :

• En plus des enquêtes présentées ci-dessus réalisées en 2010, à savoir, le **Baromètre santé 2010**, le **Baromètre cancer 2010**, l'**enquête KABP sida** et l'**enquête Priminject**, quatre enquêtes de l'INPES sont en cours d'analyse :

Enquête santé et addictions en CHRS (OFDT et INPES). Dans la continuité des enquêtes initiées par l'INED et l'INSEE sur les sans domicile, l'enquête sur les personnes hébergées en centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) explore leurs éventuelles spécificités en termes de pratiques addictives et de comportements de santé. En effet, une telle population échappe en grande partie aux dispositifs d'enquêtes quantitatives classiques. De plus, les premières études françaises sur l'alcoolisation des sans domicile ont montré combien une telle pratique peut prendre des formes multiples au sein des populations souffrant de précarité, certaines situations telles que le salariat étant de nature à éloigner de l'usage. Il s'agit ainsi de décrire les comportements de santé des hébergés en regard de ceux de la population générale. L'enquête s'est déroulée au printemps 2009.

• **Baromètre santé médecins 2008-2009** : Deux mille médecins ont été interviewés par téléphone au cours du dernier trimestre. Le protocole a évolué pour tenir compte de la difficulté croissante à interroger des médecins surchargés de travail. Une indemnisation a été mise en place ainsi que la possibilité pour les médecins qui le souhaitent de réaliser l'interview par Internet, à un horaire qui leur convenait, en dehors des plages horaires de consultations et de visites.

• **Enquête auprès des médecins du travail 2009** : 750 médecins ont été interviewés par téléphone en mai-juin 2009. L'implication des médecins du travail dans le champ de la santé publique est encore peu documentée. Cette enquête poursuit les objectifs suivants :

- Identifier l'importance, pour les médecins du travail, des différentes thématiques de santé au travail et de santé publique
- Évaluer les opinions et les sollicitations reçues par les médecins du travail de la part de DRH sur des problèmes liés aux conduites addictives
- Identifier les pratiques des médecins du travail en matière de démarche de prévention collective en entreprise
- Relations générales avec les médecins généralistes : perceptions du rôle des médecins généralistes dans la prise en charge des problèmes de santé au travail, contacts pris par les médecins généralistes avec les médecins du travail, perception des différents rôles.

• **Enquête sur les addictions des jeunes Polynésiens 2009** : la Direction de la santé polynésienne et l'Inpes ont élaboré, dans le cadre d'une convention de partenariat, l'Enquête sur les Conduites Addictives des Adolescents Polynésiens (ECAAP). Il s'agit d'une enquête en milieu scolaire qui permettrait de dresser un bilan épidémiologique et sociologique de la situation. Un certain nombre de questions sur leur santé et leurs conditions de vie, ainsi que des questions sur leurs préoccupations de tous les jours, leur niveau de bien-être et leurs centres d'intérêt, permettant ainsi de dresser un profil de l'adolescent polynésien. Les principaux objectifs de l'enquête ECAAP sont de connaître la prévalence de consommation régulière ou occasionnelle des différentes substances psychoactives (licites et illicites), les âges de début de consommation de ces différentes substances et d'avoir une indication sur l'évolution de ces indicateurs depuis 1999 (voire 1988) et sur la comparaison avec la situation de France métropolitaine.

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Baromètre santé DOM 2012

Dans la mesure où le Baromètre santé se limite depuis son origine à la France métropolitaine, et face à la demande légitime et pressante des acteurs locaux de ces départements de disposer d'indicateurs de surveillance épidémiologique fiables, un projet d'extension de cette enquête aux DOM a été lancé en 2009. Il a abouti à une recension des différentes enquêtes portant sur la santé menées dans les DOM et les TOM, publiée dans la collection *Evolutions* de l'INPES. Une étude méthodologique est prévue au second semestre 2011, afin notamment de déterminer le mode de collecte le plus approprié. Le terrain de l'enquête est prévu au second semestre 2012.

2.2. Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2011

Sans objet

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés prévus pour 2011

Sans objet

3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
Exploitation de fichiers administratifs		
Autres travaux répétitifs		

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Le Baromètre santé 2010 est un système d'observation nationale qui peut efficacement se décliner au niveau régional, à la fois en termes d'harmonisation des indicateurs (ils sont de fait strictement identiques d'une région à l'autre) et de rationalisation de la dépense publique (au lieu de monter des enquêtes régionales *ad hoc*, la déclinaison régionale d'un outil national, tel que décrite ci-dessous, permet une réelle économie d'échelle). Le Baromètre santé 2010 pourrait en effet devenir l'un des

éléments du système d'information dont auront besoin les ARS pour leur pilotage régional et également la tutelle en termes de pilotage national.

Le Baromètre santé 2010 porte sur un échantillon de 28 000 individus. Contrairement à ce qui a été fait lors des exercices précédents, les suréchantillons régionaux ont pu être construits en complément des individus de l'enquête nationale, les deux échantillons étant agrégés (individus de la région issus de l'enquête nationale + individus issus d'un échantillon régional spécifique à la charge de l'ORS) en une base régionale. Cela offre la perspective d'échantillons régionaux beaucoup plus importants en taille que s'ils étaient constitués sur la seule base de financements régionaux. Au-delà de la diminution du coût global de leur enquête, un des gros avantages pour les ORS est de pouvoir avoir dans leurs échantillons les individus ou foyers avec « portables exclusifs » ce qui n'est possible dans le cadre d'une enquête régionale seule. Des extensions ont été opérées dans huit régions, parfois sur la population « jeune adulte ». Elles étaient à la charge des ORS et dépendantes de financements locaux.

En 2012, il est également prévu que le Baromètre santé soit décliné dans les DOM. Une étude méthodologique de faisabilité d'une extension du Baromètre santé dans les DOM-COM (notamment autour des problèmes de langue et de couverture téléphonique) est en cours, en lien étroit avec les équipes ayant déjà réalisé des enquêtes en population générale sur ces territoires, c'est-à-dire les instituts statistiques de ces territoires, les ORS des DOM et l'ORS IDF (qui a piloté un KABP sida dans les DFA il y a quelques années) pour bénéficier de leur expérience. Les extensions de l'enquête nationale sur les violences envers les femmes (ENVEFF) à Mayotte, à la Réunion et en Polynésie française seront également mobilisées pour la compréhension des spécificités rencontrées sur ces terrains et des possibilités de s'y adapter.

6. Diffusion des travaux

L'INPES édite des ouvrages de présentation des résultats des enquêtes, ainsi que des « 4 pages » (collection « *Evolutions* ») les synthétisant. Une revue de vulgarisation à destination de l'ensemble des acteurs de santé et du grand public, « *La santé de l'Homme* » publie aussi de nombreux articles à partir de ces enquêtes, qui servent aussi de point d'appui à de nombreuses brochures de prévention ou d'information. Depuis quelques années, le rythme des publications produites au sein du département EAS s'est considérablement accéléré, qu'il s'agisse des ouvrages produits par l'Inpes ou des travaux publiés dans des revues scientifiques (Voir liste des publications diffusées en 2010-2011 jointe en annexe).

Annexe : liste des publications diffusées en 2010-2011

Articles publiés dans des revues scientifiques à comité de lecture

- Beck F., Obradovic I., Jauffret-Roustide M., Legleye S., 2010, Regards sur les addictions des jeunes en France, *Sociologie*, n°4, Vol. 1, 517-536.
- Beck F., Guignard R., Léger D., 2010, Evénements de vie et troubles du sommeil : l'impact fort de la précarité et des violences subies, *Médecine du sommeil*, 7, 146-155.
- Beck F., Legleye S., Maillochon F., de Peretti G., 2010, Femmes influentes sous influence ? Genre, milieu social et usages de substances psychoactives *Médecine/science*, 26(1), 95-97.
- Jestin C., Gautier A. Perception de la vaccination par les médecins généralistes. *ADSP*, n°71, juin 2010 : p31-34.
- Beck F., Legleye S., Spilka S., 2010, Alcool, tabac, cannabis : les drogues à 17 ans, *Agora débats/jeunesse*, n°54, 125-130.
- Léger D., Ohayon M., Beck F., Vecchierini M.-F., 2010, Prévalence de l'insomnie : actualité épidémiologique, *Médecine du sommeil*, 7, 139-145.
- Legleye S., Obradovic I., Spilka S., Le Nézet O., Janssen E., Beck F., « Influence of cannabis use trajectories, grade repetition and family background on the school-dropout rate at the age of 17 years in France », *European Journal of Public Health*, Vol.20, n°2, 2010, pp. 157-163.
- Escalon H., Beck F. Perceptions, 2010 connaissances et comportements en matière d'alimentation : les spécificités des seniors, *Gérontologie et société*, n° 134, 13-29.
- Richard J.-B., Beck F., Lydié N., Halfen S., Synthèse des méthodes d'enquêtes quantitatives sur la santé dans les départements et collectivités d'outre-mer, *Evolutions*, septembre 2010, n°23 : p. 1-4.
- Pin S., Bodard J., Richard J.-B., Regards croisés sur la maladie d'Alzheimer : perceptions, opinions et attitudes du grand public, des aidants proches et des aidants professionnels ». N°21 - Septembre 2010.
- Pin S., Bodard J., L'accompagnement de la maladie d'Alzheimer au domicile : perceptions et pratiques des professionnels du soin et de l'aide ». N°22 - Septembre 2010.
- Escalon H., Beck F. Connaissances et comportements de la population française en matière d'alimentation et d'activité physique. *Evolutions*, mars 2010, n°20 : p. 1-6.
- Baudier F., Bourgueil Y., Evrard I., Gautier A., Le Fur P., Mousquès J. La dynamique de regroupement des médecins généralistes libéraux de 1998 à 2009. Question d'économie de la santé, n°157, septembre 2010 : 6p.
- Legleye S., Beck F., Peretti-Watel P., Chau N., Firdion J.-M. Suicidal ideation among young French adults: association with occupation, family, sexual activity, personal background and drug use, *Journal of Affective Disorders*, 2010, 123, 108-115.
- Hill C., Jouglu E., Beck F., Le point sur l'épidémie de cancers du poumon dus au tabagisme, *BEH*, n°21-22, numéro spécial journée mondiale sans tabac , 31 mai 2010, 210-213.
- Léger D., du Roscoat E., Bayon V., Guignard R., Pâquereau J., Beck F., 2011, Short sleep in young adults: is it insomnia or sleep debt? Prevalence and clinical description of short sleep in a representative sample of 1004 young adults from France, *Sleep Medicine*, to be published.
- Nagelhout G.E., Mons U., Allwright S., Guignard R., Beck F., Fong G.T., de Vries H., Willemsen M.C., Prevalence and predictors of smoking in "smoke-free" bars. Findings from the International Tobacco Control (ITC) Europe Surveys. *Social Science and Medicine*, to be published.
- Ménard C., Durand E., Demortière G., Bled J.-J., Beck F., Addictions et santé au travail : pratiques des médecins du travail, *Alcoologie et Addictologie*, 34 (1), to be published.
- Roussel I., Gailhard-Rocher I., Lelièvre F., Lefranc A., Tallec A., Ménard C., Beck F., 2011, Diversité des perceptions de la pollution de l'air extérieur Disparités sociales et territoriales. Comment construire une politique égalitaire? *Air pur*, à paraître.
- Castetbon K., Lafay L., Volatier J.-L., Escalon H., Delamaire C., Chauliac M., et al. Le programme national nutrition santé (PNNS) : bilan des études et résultats observés. *Cahiers de nutrition et de diététique*, à paraître.

- Beck F., 2011, Le tabagisme des adolescents : regards croisés de l'épidémiologie et de la sociologie, *Médecine/science*, à paraître.
- Eisinger F., Beck F., Viguier J., Blay, J., Coscas Y., Roussel C., Morere J., Pivot X., 2011, Increasing coverage rates for mammographic screening in France in older women - 16 years of follow-up, *The Breast Journal* [E-pub ahead of print].

Ouvrages

- Gautier A., *Baromètre santé médecins généralistes 2009*, Saint-Denis, Inpes, coll. Baromètre santé, 2011.
- Beck, F., Firdion, J.-M., Legleye, S. et Schiltz, M.-A., *Les minorités sexuelles face au risque suicidaire : acquis des sciences sociales et perspectives*, Saint-denis, INPES, 2010.
- Beck F., Cavalin C., Maillochon F. (dir.), 2010, *Violences et santé en France. Etat des lieux*, La documentation française, Paris, 274 p.
- Escalon H., Bossard C., Beck F. (dir.), *Baromètre santé nutrition 2008*. Saint-Denis, coll. Baromètre santé, 2010 : 424 p.

Chapitres d'ouvrage

- Beck F., Legleye S, Guignard R., 2010, Les usages des enfants et adolescents : état des lieux épidémiologique, in Krebs M.-O. Comportements addictifs de l'enfant et de l'adolescent. Collection Neuropsychologie, Solal, en cours.
- Beck F., Obradovic I., Jauffret-Roustide M., Legleye S., 2010, L'apport de la sociologie à la compréhension des addictions à l'adolescence, in Krebs M.-O. Comportements addictifs de l'enfant et de l'adolescent. Collection Neuropsychologie, Solal, en cours.
- Sitbon A., "La relation aux malades en fin de vie, mise en perspective des regards des familles et des professionnels » in : M. Castra, G. Cresson, M. Loriol, M. Mebtoul (dir), "Familles et santé : regards des sciences sociales", Actes du colloque international AISLF- Clerse - Gras, Oran Algérie, (à paraître).
- Sitbon A., « Construction et devenir d'une controverse autour de la notion de risque dans la communication publique sur le sida », in : D. Carricaburu , M. Castra, P. Cohen Risques et pratiques médicales, Presses de l'ENSP, (sous presse).
- Beck F., Cavalin C., Maillochon F., 2010, Violences et santé en France : Introduction, in Beck F., Cavalin C., Maillochon F., *Violences et santé en France : Etat des lieux*, La Documentation française, Paris, 11-13.
- Beck F., Guignard R., March L., 2010, Les pratiques addictives des jeunes adultes : l'impact des caractéristiques sociodémographiques et des événements de vie, in Beck F., Cavalin C., Maillochon F., *Violences et santé en France : Etat des lieux*, La Documentation française, Paris, 201-217.
- Beck F., March L., Guignard R., Léger D., 2010, Troubles du sommeil : la place des événements de vie parmi les facteurs associés, in Beck F., Cavalin C., Maillochon F., *Violences et santé en France : Etat des lieux*, La Documentation française, Paris, 183- 199.
- Beck F., Guignard R., Legleye S., 2010, L'influence du mode de collecte sur la mesure des prévalences de consommation de substances psychoactives : une comparaison entre EVS et le Baromètre santé 2005, in Beck F., Cavalin C., Maillochon F., *Violences et santé en France : Etat des lieux*, La Documentation française, Paris, 259-272.
- Beck F., 2011, Perception des risques et surveillance des comportements de santé : l'apport des Baromètres santé, in Astagneau P. et Ancelle T., *Surveillance Epidémiologique*, Lavoisier, Paris, 296-302.

Vulgarisation et autres publications

- Guichard A., Fournier V., Michels D., Guignard R., *Réduire le risque d'infection VHC chez les usagers de drogues : la piste de la prévention du passage à l'injection*. La Santé de l'Homme, INPES, n°409, 7-9.
- Firdion J.-M., Beck F, Legleye S. et Schiltz M.-A., Les risques suicidaires plus élevés parmi les minorités sexuelles, *La Santé de l'homme*, INPES, n°409, 4-6.
- Escalon H., Lambert J.-L., Beck F. Comportements alimentaires : des hédonistes aux mangeurs « pratiques ». *La Santé de l'homme*, juillet-août 2010, n°408, 45-47.
- Beck F, March L, Guignard R, Cavalin C, Maillochon F, Léger D, Les facteurs associés aux troubles du sommeil : l'apport de l'enquête EVS, *La Santé de l'homme*, INPES, n°407, 8-11.
- Escalon H., Beck F. Connaissances et comportements en matière d'alimentation et d'activité physique. *La Santé de l'homme*, mars-avril 2010, n°406, 7-10.
- Gautier A., Fagot-Campagna A., Paumier A., Weill A., Poutignat N., Fournier C. Le diabète en France : résultats d'une enquête menée auprès des personnes diabétiques et de leurs médecins. La santé de l'Homme, n°405, janvier 2010.

Communications avec actes dans un congrès international ou national

- Gautier A., Beck F, Blineau V., Evrard I., Mousques J., *Recours à une enquête web pour augmenter la participation à une enquête téléphonique : exemple du Baromètre santé médecins généralistes 2009*, Colloque francophone des sondages de Tanger, 23-25 mars 2010.
- Beck F, Guignard R., Cavalin C., Maillochon F., Legleye S., *AUDIO-CASI vs CATI : L'influence du mode de collecte sur la mesure des pratiques addictives en population générale*, Colloque francophone des sondages de Tanger, 23-25 mars 2010.
- Beck F, Gautier A., Guignard R., Escalon H., Richard J.-B., *Une méthode de prise en compte du dégroupage total dans le plan de sondage des enquêtes téléphoniques auprès des ménages*, Colloque francophone des sondages de Tanger, 23-25 mars 2010.
- Legleye S, Spilka S, Laporte A., Beck F, *Les usages de produits psychoactifs parmi les populations sans domicile en France métropolitaine*, Colloque francophone des sondages de Tanger, 23-25 mars 2010.
- Spilka S, Beck F, Legleye S, Le Nézet O, *Les usages de drogues des adolescents à Paris : une étude infracommunale*, Colloque francophone des sondages de Tanger, 23-25 mars 2010.
- Beltzer, N., Bigot R., Beck F., Toulemon L., David C., Grémy I., Warszawski J., *Vers une nouvelle méthodologie des enquêtes en santé réalisées à partir d'abonnés au téléphone*, Colloque francophone des sondages de Tanger, 23-25 mars 2010.
- Beck F., Firdion, J.-M., Legleye, S. et Schiltz, M.-A., 2011, « Les risques suicidaires des minorités sexuelles : état des connaissances », 13èmes journées nationales pour la prévention du suicide, Paris, UNPS, le 5 février 2011.
- Beck F., « Jeunes & santé : entre actions publiques et comportements individuels, conférence-débat sur les jeunes et la santé » le 25 janvier 2011 à l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique de Rennes.
- Beck F., Guignard R., Léger D., 2010, Evénements de vie et troubles du sommeil : l'impact fort de la précarité et des violences subies, Congrès de Tours.
- Escalon H., Beck F., « Les Baromètres santé : une opportunité d'articulation entre l'INPES et les producteurs de statistiques en région », 12^{ème} Congrès annuel des ORS, 9 novembre 2010, Lyon.
- Beck F, Participation à la table ronde « Les indicateurs en santé mentale » Congrès international d'épidémiologie Adelf-Epiter, Marseille, 16 septembre 2010.
- Beck F, Participation à la table ronde « Où en sommes nous du phénomène de consommation des drogues en milieu professionnel ? » Assises nationales « Drogues illicites et risques professionnels » palais des congrès de Paris, 25 juin 2010.

- Beck F, Participation à la table ronde « Nosologie, outils, épidémiologie psychiatrique et santé publique de la dépression », Colloque Epidémiologie psychiatrique et dépression, Université Paris V, Paris, 15 juin 2010.
- Beck F, *Alcool : peut-on faire dire aux chiffres ?* 36^{ème} matinée de l'Institut de Recherches Scientifiques sur les Boissons (IREB), Paris, 9 juin 2010.
- Beck F, *Tabagisme des adolescentes : épidémiologie et aspects sociologiques*, Conférence Femmes et Tabac du RESPADD, Paris, 25 mai 2010.
- Beck F, *Addictions au féminin : à travers les ans, les âges, les produits*, 9^{èmes} Journées de l'addictologie de terrain, Nîmes, 5-7 mai 2010.

Communications orales sans acte

- R. Guignard, J.-L. Wilquin, Elements for an evaluation of smoke-free policies. Findings from the ITC Europe surveys. Colloque Society for Research on Nicotine and Tobacco, Bath, Royaume-Uni, septembre 2010.
- Beck F., Tensions épistémologiques autour de la quantification de la santé mentale, Séminaire de recherche de l'INED « La santé mentale en France », Paris, 14 décembre 2010.
- Escalon H., Bocquier A., Lydié N., Beck F., Darmon N., « Alimentation et insécurité alimentaire en France », Poster aux 8^{èmes} Journées Francophones de Nutrition, Lille, 8 décembre 2010.
- Escalon H., Beck F., Les Baromètres santé : une opportunité d'articulation entre l'INPES et les producteurs de statistiques en région, Congrès des Observatoire Régionaux de Santé (ORS), Lyon, 8 novembre 2010.
- Beck, F., « Le tabagisme des jeunes : où en sommes nous ? », Conférence de presse 'Manga interactif', Paris, 10 novembre 2010.
- Jestin C., Proux E., Gautier A. Perception et pratiques de vaccination des médecins généralistes contre la rougeole en 2009. Communication affichée, 4^{ème} congrès de médecine générale, Nice, juin 2010.
- Fournier C., Attali C., Charpentier G., Lecomte P., Fagot-Campagna A., Gautier A. Education du patient diabétique en France : rôles, pratiques et attentes des médecins généralistes ayant participé à l'étude ENTRED 2007. Communication, 4^{ème} congrès de médecine générale, Nice, juin 2010.
- Beck, F., Firdion, J.-M., Legleye, S. et Schiltz, M.-A., Risques suicidaires et minorités sexuelles : état des connaissances, Colloque international sur l'homophobie, Besançon, 14 juin 2010.
- Gautier A. Vaccination contre l'hépatite B : perceptions de la population et des professionnels de santé. Communication, Journée des hépatites virales, Paris, mai 2010.
- Fosse S., Detournay B., Gautier A., Eschwege E., Paumier A., Fagot-Campagna A.. Impact du niveau socio-économique et du pays de naissance sur l'état de santé et le recours aux soins des personnes diabétiques de type 2, Entred 2007. Communication affichée, Congrès Alfediam, Lille, mars 2010.
- Mosnier-Pudar H., Gautier A., Fagot-Campagna A., Traynard P.-Y., Varoud-Vial M., Chabert A., Fournier C. Les personnes diabétiques de type 2 et leur médecin : regards croisés sur le niveau d'information et sur la relation soignant-soigné. Communication, Congrès DELF, février 2010.
- Sansone GC, Fong GT, Hall PA, Yan M., Yong H-H, Jiang Y., Omar M, Guignard R, Beck F, Pötschke-Langer M, Mons U., Examining the role of time perspective in quitting smoking: Findings from the ITC China, Malaysia, Scotland, France, and Germany Surveys, 6 - 9 October 2010, Asian Pacific Conference on Tobacco or Health (APACT 2010), Sydney, Australia.

Institut de recherche et de documentation en économie de la santé - Irdes

1. Exposé de synthèse

Au cours de l'année 2012, l'IRDES poursuivra ses travaux selon les axes développés les années précédentes et en fonction de l'état d'avancement du programme 2011. Le programme statistique comprendra :

- la production, la gestion et la maintenance des sources statistiques ;
- la réalisation d'études et de recherches selon les pôles suivants :
 - Pôle 1 Organisation et financement des soins ambulatoires, régulation des professions de santé, pratiques professionnelles
 - Les travaux d'analyse et d'évaluation
 - Les travaux prospectifs dans le cadre des politiques publiques
 - Pôle 2 Performance des soins hospitaliers et de long terme
 - Organisation, financement, qualité des soins hospitaliers et alternatifs à l'hospitalisation
 - Soins de long terme
 - Soins psychiatriques
 - Pôle 3 État de santé, recours aux soins et déterminants
 - Les inégalités de santé et de recours aux soins
 - La mesure de l'état de santé et des inégalités de santé
 - Les relations entre la santé et caractéristiques individuelles et sociales (situation de travail, migration, capital social);
 - Consommation et prescription de médicaments
 - Pôle 4 Systèmes de santé, financement, assurance et régulation
 - Assurance maladie obligatoire et complémentaire : financement et dépenses
 - Assurance maladie et marché du travail
 - Impacts des réformes de l'assurance maladie, régulation du médicament
 - Études macro-économiques, comparaison des systèmes de santé
 - Observatoire franco-québécois de la santé

En outre, l'IRDES sera impliqué dans la réalisation et l'exploitation de deux enquêtes périodiques :

- L'enquête Santé Protection Sociale (ESPS) 2012. A partir de 2010 l'échantillonnage est réalisé dans l'Echantillon Permanent de bénéficiaires de l'Assurance Maladie (EPIB). En plus de l'appariement déjà existant des données ESPS avec les données de remboursement de l'assurance maladie, en partenariat avec l'IDS, les données d'ESPS seront appariées avec les remboursements des régimes complémentaires (projet MONACO).
- L'enquête européenne biennale sur la santé, le vieillissement et la retraite SHARE (Survey on Health Ageing and Retirement in Europe) lancée en 2004, devrait être reconduite en 2012-2013. Deux phases de test seront conduites en 2012 (phase pilote, et pré-test) alors que la collecte principale sera menée en 2013.

Les travaux de l'IRDES s'appuieront, comme les années passées, sur plusieurs sources administratives :

- L'échantillon permanent d'assurés sociaux (EPAS) qui existe depuis 1988 est interrompu en 2010. Le système national d'information inter-régimes de l'assurance maladie, SNIIRAM pourra être utilisé, notamment dans l'évaluation des réformes, ainsi que l'EGB (échantillon généraliste de bénéficiaires), échantillon qui en est issu et permet de mener des analyses sur données individuelles.
- Les données du Programme de Médicalisation des Systèmes d'Information (PMSI) des ENCC (enquêtes nationales de coûts communes aux secteurs public et privé) correspondantes existantes pourront être utilisées dans le cadre de travaux portant sur l'hôpital, qu'il s'agisse du

court séjour (MCO : médecine, chirurgie, obstétrique), de l'hospitalisation à domicile (HAD), des soins de suite [et réadaptation] (SS[R] ou de la psychiatrie.

- o La base couplant les données administratives et individuelles, issues des données de l'assurance maladie et de la CNAV, sur les Indemnités journalières et accidents du travail, les caractéristiques des salariés, de leur établissement et de leur consommation de soins sera actualisée.

2. Travaux nouveaux pour 2012

Les travaux nouveaux devront faire l'objet d'une présentation la plus précise possible. Sont concernés :

2.1 Enquêtes de périodicité supérieure à un an

2.1.1 Appariement des données de l'enquête ESPS 2010 avec les données d'organismes de couverture complémentaire ; projet MONACO (Méthodes, Outils, Normes pour la mise en commun de données de l'Assurance Complémentaire et Obligatoire)

Contexte et dessein général :

En 2011 et 2012 les données de l'enquête ESPS 2010 seront appariées avec les données d'organismes complémentaires volontaires. Ceci devra permettre de chainer dépense de soins, remboursement obligatoire (via l'appariement avec les données de l'assurance maladie) et remboursements complémentaires pour obtenir au final des restes à charge après complémentaire, c'est-à-dire la dépense de soins réelle supportée par les ménages.

La dépense remboursée par la complémentaire santé représentait en 2004 13% de la dépense courante de santé. La connaissance de cette dépense et, en creux, du coût réellement supporté par les ménages, c'est à dire du reste à charge après complémentaire, reste très incomplète. Les dépenses d'assurance complémentaire sont absentes des systèmes d'information publics existants en France. Or la complémentaire santé ne profite pas à tous : environ 8 % des français n'ont de complémentaire d'aucune sorte – qu'il s'agisse d'une complémentaire privée ou de la CMUC- et toutes les études montrent qu'elle est un puissant levier de l'accès aux soins, le deuxième après l'état de santé lui-même. Ainsi toutes les réflexions sur les dispositifs de remboursement ou d'accès aux soins se heurtent à une limite : on ne sait pas qui, au final, paie réellement quoi.

Le projet MONACO, en partenariat avec l'IDS, dans lequel interviennent les grands régimes de sécurité sociale, les représentants de l'état (DREES, DSS) des organismes de couverture complémentaire vise à réaliser un appariement de données de remboursement et de reste à charge d'organismes complémentaires avec d'une part les bases de données de l'Enquête Santé Protection Sociale de l'IRDES et d'autre part les bases de l'Assurance maladie (EGB/SNIIRAM).

Ce travail aboutirait à la mise en place d'un échantillon représentatif France entière, parmi lesquels les ressortissants de la CMUC (6 à 7 % de la population) les personnes sans CMUC ni assurance complémentaire (5 à 6 %) et les bénéficiaires d'assurance santé complémentaire (88 % environ). L'ensemble serait apparié aux données d'assurance maladie⁵ et en plus aux données d'assurance complémentaire pour les derniers. Les trois sous échantillons seraient eux-mêmes représentatifs des sous populations.

Compte tenu de l'hétérogénéité du paysage (systèmes d'information dispersés des organismes de complémentaires, etc.) une phase de test mobilisant quelques organismes complémentaires est une première étape indispensable.

Cette phase de tests réalisée de 2010 à 2012 permettra de préciser le périmètre envisageable pour le projet à plus long terme : quel degré de finesse des données les organismes complémentaires peuvent-ils remonter, quelle est leur capacité à distinguer leurs ouvrants droits des ayants droit, et.

2.1.2 Enquête SHARE 2012 - 2013

L'enquête européenne SHARE (Survey of Health, Ageing, and Retirement in Europe) devrait être reconduite en 2012-2013. Deux phases de test seront conduites en 2012 (phase pilote, et pré-test) alors que la collecte principale sera menée en 2013.

Elle constituera la cinquième vague de l'enquête SHARE (Survey of Health, Ageing and Retirement in

⁵ Rappelons que cet appariement est réalisé depuis 1988.

Europe). SHARE est une enquête européenne biennale menée auprès d'Européens de 50 ans et plus dont le but est de constituer une base d'information sur la santé, la retraite et le vieillissement. Démarrée avec 11 pays pour la première vague d'enquête en 2004, SHARE devrait compter 20 pays pour cette quatrième vague. L'objectif est de permettre une meilleure analyse des problèmes économiques et sociaux liés au vieillissement ainsi que des comparaisons internationales à partir des données collectées. Les thèmes abordés dans le cadre de cette enquête intéressent plus particulièrement les disciplines suivantes : la santé, la psychologie, l'économie et la sociologie. La dimension longitudinale permet, en outre, de mieux comprendre le caractère évolutif du processus de vieillissement.

2.1.3. Base de données Observatoire de la médecine générale – Assurance maladie

Une nouvelle base appariant les informations recueillies par les médecins du panel de la Société Française de Médecine Générale (SFMG), l'Observatoire de la Médecine Générale (OMG), auprès de leurs patients à l'ensemble des données de prestations versées par l'Assurance maladie, destinée aux travaux de recherches de l'équipe PROSPERE, équipe pluridisciplinaire de recherche sur les services de santé, en particulier les soins de premiers recours

(<http://www.irdes.fr/EspaceRecherche/Partenariats/Prospere/index.htm>) et principalement : l'analyse des parcours de soins et les dépenses des patients selon les diagnostics et morbidités associées, la constitution d'échantillon témoin pour comparer les différentes formes d'organisation à caractéristiques cliniques équivalentes. Le projet a obtenu un accord de la CNIL en date du 16 février 2010 (n°1402953) pour une durée de 2 ans.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2012

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

2.3.1. Enquête ESPS 2012

L'Enquête Santé Protection Sociale (ESPS) de l'IRDES, est un dispositif d'enquête répétée et panélisé en population générale réalisé depuis 1988. Le champ de l'enquête est constitué des ménages ordinaires de France métropolitaine dont l'un des membres au moins est ressortissant d'un des trois principaux régimes d'assurance maladie (RSI, CNAMts, MSA) dont les fichiers de bénéficiaires sont utilisés comme base de sondage. Au total ce sont environ 8 000 ménages qui sont enquêtés, soit 22 000 individus. Un sur-échantillon de CMUistes, identifiés comme tels dans les données des régimes d'assurance maladie, a été ajouté en 2006 et 2008.

ESPS est réalisée les années paires, le dispositif de tirage dans les fichiers des caisses permettant de suivre les individus tirés au cours du temps, avec une ré-interrogation tous les quatre ans.

Une partie de l'échantillon tiré est appariée aux données de l'assurance maladie (Echantillon Permanent d'Assurés sociaux : EPAS), ce qui permet de connaître l'exhaustivité de leurs consommations de soins présentées au remboursement au cours de l'année. A partir de 2006 EPAS contient des informations sur le parcours de soins coordonné, les franchises, la CCAM. 2008 et 2009 seront consacrés à la validation de ces données.

ESPS recueille dans une perspective d'analyse multidimensionnelle et longitudinale des informations sur la santé, le recours aux soins, la couverture santé, le statut social et incorpore des questionnements plus ponctuels, sur le diabète, l'asthme, les soins préventifs, les troubles du sommeil

Elle participe à l'évaluation des politiques publiques via des questionnements spécifiques (CMUC, Médecin Traitant, Déremboursements, Franchises, ...) et grâce aux analyses longitudinales, notamment du recours aux soins à partir des données de remboursement associées aux données de l'enquête.

A partir de 2010 l'échantillonnage est réalisé dans l'Echantillon Permanent de bénéficiaires de l'Assurance Maladie (EPIB). Elle conservera la taille de son échantillon, ses caractéristiques de Panel et son lien avec les données d'assurance maladie. En plus de l'appariement déjà existant des données d'enquête avec les données de remboursement de l'assurance maladie, un premier appariement test sera réalisé avec les données de remboursement d'organismes complémentaires. Ceci permettra de mener des analyses du reste à charge réel c'est à dire le plus souvent après complémentaire et donc des taux d'effort réels des ménages relatifs aux recours aux soins.

3. Opérations répétitives

3.1. Base de données sur les arrêts de travail

L'IRDES a été chargé par la DREES (Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques du Ministère de la santé et de la protection sociale) de la réalisation d'une étude portant sur l'analyse des mécanismes d'arrêts de travail des salariés du privé, en lien avec la nature et les spécificités des établissements. Dans le cadre de cette mission, l'IRDES a construit une base de données *ad hoc* qui permette de recouper au niveau individuel des informations sur les caractéristiques des salariés, de leur établissement et de leur consommation de soins (accord CNIL n°2006-238 du 9 novembre 2006).

Les mécanismes individuels et contextuels des arrêts de travail et le versement des indemnités journalières conséquentes seront principalement analysés à travers deux grands axes de recherche (autour desquels pourront se greffer de multiples questions incidentes) : (1) les déterminants micro- et macroéconomiques des arrêts de travail courts et longs ; (2) outre l'étude des liens entre prises d'arrêt de travail et caractéristiques individuelles des salariés ; la question particulière des indemnités journalières chez les salariés âgés de 50 ans et plus, et notamment le lien avec le parcours professionnel du salarié et les éventuels effets de substitution entre différentes modalités de cessation d'activité.

A partir de 2008, cette opération est devenue un panel annuel.

3.2. Logiciel Eco-santé

L'IRDES produit et diffuse cinq bases de données sur www.ecosante.fr :

- Eco-Santé France depuis 1986
- Eco-Santé Régions & Départements depuis 1992
- Eco-Santé OCDE depuis 1991
- Eco-Santé Québec depuis 2002
- Eco-Santé Assurance Maladie depuis 2009

Avec les bases de données Eco-Santé, l'IRDES met à disposition gratuitement (sauf OCDE) plus de 60 000 séries de données (soit plus de 6 millions de chiffres), permettant l'analyse des systèmes de santé.

Ces données portent sur de grands thèmes tels que :

- * l'état de santé de la population,
- * les dépenses de santé,
- * les professions de santé,
- * l'hôpital,
- * la protection sociale,
- * l'aide sociale

et des indicateurs plus globaux tels que

- * la démographie
- * l'économie.

Les données proviennent des principaux organismes officiels du domaine sanitaire et social, dont l'ensemble des sources statistiques officielles dans le domaine de la santé : CNAMTS, IRDES, Direction Générale de la Santé, HCSP, INED, INSEE, INSERM, Ministère de l'Éducation Nationale, Ministère des Transports, MSA, OCDE, Ordre des Pharmaciens, Sécurité Routière, DREES, SNIP.

Depuis janvier 2007 la mise en ligne gratuite des bases France et Régions & Départements sur www.ecosante.fr en accord avec nos partenaires (DREES, Assurance Maladie, Mutualité RSI et MSA) nous permet d'effectuer des mises à jour mensuelles pour garantir à nos utilisateurs les données les plus récentes possibles.

Contact : ecosante@irdes.fr

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
ESPS	IRDES	
SHARE	IRDES	
Exploitation de fichiers administratifs		
EPIB	CNAMTS	
SNIIRAM	CNAMTS	
Base arrêts de travail	IRDES	
PMSI	ATIH	
ENCC	ATIH	
Autres travaux répétitifs		
Eco santé	IRDES	

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

5. Aspects particuliers du programme 2011

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Sans objet

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

Sans objet

5.3. Aspects « évaluation des politiques publiques » :

L'enquête ESPS a vocation à participer à l'évaluation des politiques publiques en santé, au travers de questionnements spécifiques ou grâce à sa dimension de panel.

5.4. Aspects « européens »

L'enquête SHARE décrite ci-dessus est la partie française d'un dispositif européen.

6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
SHARE	IRDES	2012-13		
ESPS	IRDES	2012		

7. Diffusion des travaux

L'Irdes diffuse ses résultats d'enquête et de recherche en matière d'économie de la santé à travers différents types de supports :

- des supports édités par l'Irdes lui-même, dont Questions d'économie de la santé, 4, 6 ou 8 pages de synthèse, qui s'adresse à un public large ; les séries Documents de travail et Rapports de recherche, plus ciblées sur un public scientifique
- des revues françaises et internationales ainsi que des ouvrages collectifs publiés par des éditeurs commerciaux ou institutionnels et auxquels participent les chercheurs de l'institut.

Annexe : liste des publications des chercheurs de l'Irdes 2010

1 - Questions d'économie de la santé de l'Irdes

- N° 159. [Apports du modèle de microsimulation Arammis : une analyse des effets redistributifs du plafonnement des restes à charge en ambulatoire](#)
Debrand T., Sorasith C., 2010/11.
- N° 158. [Les franchises ont-elles modifié les comportements d'achats de médicaments ?](#)
Kambia-Chopin B., Perronnin M., 2010/10.
- N° 157. [La dynamique de regroupement des médecins généralistes libéraux de 1998 à 2009](#)
Baudier F., Bourgueil Y., Evrard I., Gautier A., Le Fur P., Mousquès J., 2010/09.
- N° 156. [Les enjeux du traitement médicamenteux des patients atteints de polyopathologies. Résultats de l'étude expérimentale Polychrome](#)
Clerc P., Le Breton J., Mousquès J., Hebbrecht G., de Pourville G., 2010/07-08.
- N° 155. [La protection sociale complémentaire collective : des situations diverses selon les entreprises](#)
Guillaume S., Rochereau T., 2010/06.
- N° 154. [Les modes de vie : un canal de transmission des inégalités de santé ?](#)
Bricard D., Jusot F., Tubeuf S., 2010/05.
- N° 153. [Quelle subvention optimale pour l'achat d'une complémentaire santé ?](#)
Grignon M., Kambia-Chopin B., 2010/04.
- N° 152. [Les dépenses médicales de ville des asthmatiques en 2006](#)
Com-Ruelle L., Da Poian M-T., Le Guen N., 2010/03.
- N° 151. [Comment expliquer l'écart de prix entre médicaments d'une même classe thérapeutique ?](#)
Berga L., Sermet C., Sorasith C., Célant N., 2010/02 (en révision).
- N° 150. [Qui a souscrit une surcomplémentaire ? Une analyse dynamique de l'auto-sélection](#)
Franc C., Perronnin M., Pierre A., en collaboration avec Cases C., 2010/01.

2 - Documents de travail de l'Irdes

- N° 37 [Disparities in Regular Health Care Utilisation in Europe?](#)
Sirven N., Or Z., 2010/12.
- N° 36 [Le recours à l'Aide complémentaire santé : les enseignements d'une expérimentation sociale à Lille](#)
Guthmuller S., Jusot F., Wittwer J., Desprès C., 2010/12.
- N° 35 [Subscribing to Supplemental Health Insurance in France: A dynamic Analysis of Adverse Selection](#)
Franc C., Perronnin M., Pierre A., 2010/12.
- N° 34 [Out-of-Pocket Maximum Rules under a Compulsory Health Care Insurance Scheme: A Choice between Equality and Equity](#)
Debrand T., Sorasith C., 2010/11.
- N° 33 [Effort or Circumstances: Does the Correlation Matter for Inequality of Opportunity in Health?](#)
Jusot F., Tubeuf S., Trannoy A., 2010/07.
- N° 32 [Bouclier sanitaire : choisir entre égalité et équité ? Une analyse à partir du modèle ARAMMIS](#)
Debrand T., Sorasith C., 2010/06.
- N° 31 [Déterminants de l'écart de prix entre médicaments référents et similaires](#)
Berga L., avec la collaboration de Sermet C., Sorasith C., Célant N., 2010/04 (en révision).
- N° 30 [Monitoring Health Inequalities in France: A Short Tool for Routine Health Survey to Account for Lifelong Adverse Experiences](#)
Cambois E., Jusot F., 2010/03.
- N° 29 [Effect of a French Experiment of Team Work between General Practitioners and Nurses on Efficacy and Cost of Type 2 Diabetes Patients Care](#)
Mousquès J., Bourgueil Y., Le Fur P., Yilmaz E., 2010/01.

3 - Rapports de l'Irdes

- 1812 Dotation des secteurs psychiatriques en perspective avec le recours à la médecine générale et à la psychiatrie libérales d'Île de France, Coldefy M., Le Fur P., Lucas-Gabrielli V. et Mousquès J. Avec la collaboration de Perronnin M., Chevalier J. et Leroux I. Rapport Irdes n° 1812, 2010/11, 182 pages.
- 1800 Enquête sur la santé et la protection sociale 2008, Allonier C., Dourgnon P., et Rochereau T. Rapport Irdes n° 1800, 2010/06, 154 pages.
- 1800bis* Étudier l'accès aux soins des assurés CMU-C, une approche par le renoncement aux soins, *Bénédicte Boisguérin, Caroline Desprès, Paul Dourgnon, Romain Fantin, Renaud Legal*, In *Santé, soins et protection sociale en 2008*. Paris : Irdes, 2010/06, 31-40
- 1800ter* Score Epices: comparaison des résultats dans les échantillons ESPS et Cetaf, Anissa Afrite, Yann Bourgueil, Nicolas Célant, Julien Mousquès, Thierry Rochereau, In *Santé, soins et protection sociale en 2008*. Paris : Irdes, 2010/06, 43-65

4 - Articles publiés dans des revues scientifiques, institutionnelles et professionnelles

⇒ Revues scientifiques à comité de lecture

- 1819* Building bridges between health economics research and public policy evaluation, 2010 IRDES Workshop on Applied Health Economics and Policy Evaluation. [Debrand T.](#), [Dourgnon P.](#) Expert Review of Pharmacoeconomics & Outcomes Research, vol 10, n° 6, 2010/12, 637-640
<http://www.expert-reviews.com/doi/pdf/10.1586/erp.10.79>
- 1816* Systèmes de soins primaires : contenus et enjeux. [Bourgueil Y.](#), In Politiques et organisation des soins primaires en Europe et aux États-Unis. Quels enseignements pour la France ? Revue française des affaires sociales, n° 3, 2010/07-09, 13-20
- 1815* Comparing policies to enhance prescribing efficiency in Europe through increasing generic utilization : changes seen and global implications, Brian Godman, William Shrank, Morten Andersen, Christian Berg, Iain Bishop, Thomas Burkhardt, Kristina Garuoliene, Harald Herholz, Roberta Joppi, Marija Kalaba, Ott Laius, Diane McGinn, Vita Samaluk, Catherine Sermet, Ulrich Schwabe, Ines Teixeira, Lesley Tilson, F. Cankat Tulunay, Vera Vlahović-Palčevski, Kamila Wendykowska, Bjorn Wettermark, Corinne Zara, Lars L. Gustafsson, *Expert Review of Pharmacoeconomics & Outcomes Research*, vol 10, n°6, 2010/12, 707-722
<http://www.expert-reviews.com/toc/erp/10/6>
- 1814* L'état de santé des migrants de première et de seconde génération en France. Une analyse selon le genre et l'origine, Berchet Caroline, Jusot Florence, *Revue Economique*, n°6, vol 61, 2010/11, 1075-1098
<http://www.pressesdesciencespo.fr/fr/livre/?GCOI=27246100687490&fa=sommaire>
- 1813* Effect of a French experiment of team work between general practitioners and nurses on efficacy and cost of type 2 diabetes patients care, Julien Mousquès, Yann Bourgueil, Philippe Le Fur, Engin Yilmaz, *Health Policy*, vol 98, n°2-3, 2010/12, 131-143
[http://www.healthpolicyjrn.com/article/S0168-8510\(10\)00159-4/abstract](http://www.healthpolicyjrn.com/article/S0168-8510(10)00159-4/abstract)
- 1811* Impact du volume d'activité sur les résultats de soins à l'hôpital en France : Zeynep Or, Thomas Renaud, *Revue d'économie publique*, sous la direction de Thomas Barnay et Sophie Béjean, n°24-25 (2009/1-2), 2010/11, 187-219
<http://economiepublique.revues.org/8488>
- 1810* Inégalités de santé liées à l'immigration et capital social : une analyse en décomposition, Caroline Berchet, Florence Jusot, *Revue d'économie publique*, sous la direction de Thomas Barnay et Sophie Béjean, n°24-25 (2009/1-2), 2010/11, 73-100
<http://economiepublique.revues.org/8484>
- 1809* The geography of institutional psychiatric care in France 1800-2000 : Historical analysis of the spatial diffusion of specialised facilities for institutional care of mental illness, Magali Coldefy, Sarah E. Curtis, *Social Science & Medicine*, vol 71, n°12, 2010/12, 2117-2129

- 1808* The European primary care monitor : structure, process and outcome indicators, Dione S. Kringos, Wienke GW Boerma, Yann Bourgueil, Thomas Cartier, Toralf Hasvold, Allen Hutchinson, Margus Lember, Marek Oleszczyk, Danica Rotar Pavlic, Igor Svab, Paolo Tedeschi, Andrew Wilson, Adam Windak, Toni Dedeu, Stefan Wilm, *BMC Family Practice*, vol.11, 2010/10,1-8
<http://www.biomedcentral.com/1471-2296/11/81>
- 1806* La santé des travailleurs âgés en Europe, Nicolas Sirven, Catherine Sermet, *Retraite et Société* (Cnav), 2010/08, n°59, 15-37
http://www.cnav.fr/documentation/publications_institutionnelles/
- 1805* Use of Generics—A Critical Cost Containment Measure for All Healthcare Professionals in Europe ?, Brian Godman, William Shrank, Bjorn Wettermark, Morten Andersen, Iain Bishop, Thomas Burkhardt, Kristina Garuolienė, Marija Kalaba, Ott Laius, Roberta Joppi, Catherine Sermet, Ulrich Schwabe, Inês Teixeira, F. Cankat Tulunay, Kamila Wendykowska, Corinne Zara, Lars L Gustafsson' *Pharmaceuticals*, vol 3, n°2, 2010, 2470-2494
<http://www.mdpi.com/1424-8247/3/8/2470/pdf>
- 1798* Risk sharing arrangements for pharmaceuticals: potential considerations and recommendations for European payers, Jakub Adamski, Brian Godman, Gabriella Ofierska-Sujkowska, Boguslawa Osinska, Harald Herholz, Kamila Wendykowska, Ott Laius, Saira Jan, Catherine Sermet, Corrine Zara, Marija Kalaba, Roland Gustafsson, Kristina Garuoliene, Alan Haycox, Silvio Garattini, Lars L Gustafsson, *BMC Health Services Research*, vol 10, n°153, 1-29, 2010/06
<http://www.biomedcentral.com/content/pdf/1472-6963-10-153.pdf>
- 1797* Health expenditure models : A comparison using panel data, Valérie Albouy, Laurent Davezies, Thierry Debrand, *Economic Modelling*, vol°27, n°4 2010/07, 791-803
<http://www.mesothelioma-treatment.cz.cc/>
- 1792* Are health problems systemic? Politics of access and choice under Beveridge and Bismarck systems, Zeynep Or, Chantal Cases, Melanie Lisac, Karsten Vrangbæk, Ulrika Winblad and Gwyn Bevan *Health Economics, Policy and Law*, 1-25, En ligne le 13/05/2010 sur Cambridge University Press
<http://journals.cambridge.org/action/displayIssue?iid=3666372>
- 1791* Information sur la sécurité des soins : le cas des infections nosocomiales, Michel Naïditch, Marie-Pascale Pomey. In : La place des usagers dans le système de santé, *Santé, Société et Solidarité (OFQSS)*, n° 2/2009, 99-108, 2010/03
- 1790* L'émergence de la démocratie sanitaire en France, Alain Letourmy, Michel Naïditch. In : La place des usagers dans le système de santé, *Santé, Société et Solidarité (OFQSS)*, n° 2/2009, 15-22, 2010/03
- 1789* Insuffisance cardiaque en France : quels coûts, pour qui ?, Yann Bourgueil, *Le Concours médical*, tome 132, n°6, 2010/03/22-26, 232-233
- 1788* Is the "practice style" hypothesis relevant for general practitioners? An analysis of antibiotics prescription for acute rhinopharyngitis, Julien Mousquès, Thomas Renaud, Olivier Scemama, *Social Science & Medicine*, vol. 70, n°8, 2010/04, 1176-1184
<http://journals.elsevier.com/02779536/social-science-and-medicine/>
- 1787* Les territoires de santé : des approches régionales variées de ce nouvel espace de planification, Magali Coldefy, Véronique Lucas-Gabrielli, *Pratiques et Organisation des soins*, vol. 41, n°1, 2010/01-03, 73-80
http://www.ameli.fr/fileadmin/user_upload/documents/POS101_Approches_regionales_des_territoires_de_sante.pdf
- 1786* La Couverture maladie universelle, une légitimité contestée : analyse des attitudes de médecins et dentistes à l'égard de ses bénéficiaires, Caroline Desprès, *Pratiques et Organisation des soins*, vol. 41, n°1, 2010/01-03, 33-43
http://www.ameli.fr/fileadmin/user_upload/documents/POS101_Attitude_des_professionnels_a_legard_de_la_CMU.pdf

- 1781bis* Tel père, tel fils : l'influence de l'origine sociale et familiale sur la santé des descendants en Europe, Florence Jusot, Sandy Tubeuf, Alain Trannoy. In *Famille et vieillissement en Europe - Enquête Share*. Coordonné par [Claudine Attias-Donfut](#) (Cnav), Nicolas Sirven (Irdes), *Retraite et Société* (Cnav), 2009/11, n° 58, 63-85
- 1781ter* Vieillesse et retraites : le temps des réformes en Europe, Claire Barangé. In *Famille et vieillissement en Europe - Enquête Share*. Coordonné par [Claudine Attias-Donfut](#) (Cnav), Nicolas Sirven (Irdes), *Retraite et Société* (Cnav), 2009/11, n° 58, 192-206
- 1780* Ongoing pharmaceutical reforms in France : Implications for Key Stakeholder Groups,, Sermet C., Andrieu V., Godman B., Van Ganse E., Haycox A., Reynier J.P., *Applied Health Economics and Health Policy*, vol 8, n°1, 2010, 7-24

⇒ **Revue scientifiques à comité de rédaction**

- 1804* Représentants des usagers et présence associative dans les établissements de santé. Quelle participation ? Aude Caria, Jean Wils Véronique Ghadi, Stéphane Gobel, Michel Naiditch, *Revue Hospitalière de France*, n°534, 2010/06-05, 66-70
- 1802* Sectorisation et soins au long cours, Magali Coldefy, Philippe Le Fur, Véronique Lucas-Gabrielli, Julien Mousquès, *Santé Mentale*, n°149, 2010/06, 34-39
- 1799* La médecine générale dans tous ses états : un entretien avec Yann Bourgueil, propos recueillis par Rémy Fromentin, Dossier spécial médecine de proximité, *Réseaux, Santé & Territoires*, n°32 2010/05-06, 13-16
- 1796* Coopérations entre professionnels : les grandes lignes d'une réforme, Yann Bourgueil, *ADSP (Actualité et Dossier en Santé Publique)*, n°70, 2010/03, 14-15
<http://www.hcsp.fr/docspdf/adsp/adsp-70/ad701415.pdf>
- 1795* Les apports des expériences internationales : entre substitution et diversification, Yann Bourgueil, *ADSP (Actualité et Dossier en Santé Publique)*, n°70, 2010/03, 30-32
<http://www.hcsp.fr/explore.cgi/adsp?ae=adsp&clef=110&menu=111282>
- 1794* Le processus d'expérimentation et ses conclusions – La reconnaissance des pratiques informelles pour une nouvelle régulation des professions de santé ? Yann Bourgueil, *ADSP (Actualité et Dossier en Santé Publique)*, n°70, 2010/03, 36-39
<http://www.hcsp.fr/explore.cgi/adsp?ae=adsp&clef=110&menu=111282>

⇒ **Revue institutionnelles :**

- 1801* Territorialisation et soins de premiers recours : un cadre à remplir, une dynamique professionnelle à prendre en compte, Yann Bourgueil, *La Lettre du Collège des économistes de la santé*, n°4, 2009/12, 3-5
- 1782* Activity based payment in France, Zeynep Or, *Euro Observer*, Newsletter of The European Observatory on Health Care, 2009 winter, vol.11, n° 4, 5-6
http://www.euro.who.int/data/assets/pdf_file/0016/80332/EuroObserver_Winter2009.pdf

5 - Rapports ou chapitres de rapports publiés par d'autres éditeurs

Un certain nombre de collaborations ont donné lieu à la publication de rapports ou chapitres par d'autres éditeurs.

- 1822* Les interventions de réduction des inégalités sociales de santé en Europe.
[Jusot F.](#), In « Réduire les inégalités sociales en santé », Potvin L., Moquet M.-J., Jones C.-M. (sous la dir.), Saint-Denis : INPES, coll. Santé en action, 2010, 73-88
<http://www.inpes.sante.fr/CFESBases/catalogue/pdf/1333.pdf>
- 1821* Inequality of Opportunities in Health in Europe: Why So Much Difference Across Countries?
[Jusot F.](#), Tubeuf S., Trannoy A.. Health, Econometrics and Data Group (HEDG) Working Papers, n° 10/26, HEDG, c/o Department of Economics, University of York, 2010/10, 20 pages

- http://www.york.ac.uk/res/herc/documents/wp/10_26.pdf
- 1807* *Social Capital, Human Capital and Health: What is the Evidence?* Richard M. Scheffler, Nicholas C. Petris, Francesca Borgonovi, Timothy T. Brown, Franco Sassi, Paul Dourgnon, Nicolas Sirven. Paris : OCDE : Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) ; IRDES, 2010/07, 45p
<http://www.oecd.org/dataoecd/40/24/45760738.pdf>
- 1793* Les femmes enceintes face aux incertitudes de la grossesse, Caroline Desprès, In : *Risque et pratiques médicales*. sous la dir. de Danièle Carricaburu, Michel Castra, Patrice Cohen. Rennes : Presse de l'Ehesp, 139-154, 2010/03
- 1785* Health Expenditure Models: a Comparison of Five Specifications Using Panel Data, Valérie Albouy, Laurent Davezies, Thierry Debrand, Série des documents de travail (INSEE) n° G2010/02, 2010/02, 31p
http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/docs_doc_travail/G2010-02.pdf
- 1784* Les patients en service de soins infirmiers à domicile (SSIAD), Le coût de leur prise en charge et ses déterminants, Sous la Dir. de Karine Chevreul, avec la participation de Stéphane Bahrami, Sandy Lucier, Jean-François Lelouarne, Serge Canape, Pierre Gabach, Yannick Eon, Laure Com-Ruelle. Paris : Ministère du Travail, des relations sociales, de la famille, de la Solidarité et de la Ville, URC-ECO IdF, DGAS, CNAMTS, IRDES, 2009/12, 86p
<http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr/IMG/pdf/SSIAD.pdf>
http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr/IMG/pdf/AnnexesDecembre_2008.pdf
- 1781* Famille et vieillissement en Europe - Enquête Share. Coordonné par Claudine Attias-Donfut (Cnav), Nicolas Sirven (Irdes), *Retraite et Société* (Cnav), 2009/11, n° 58, 243p
http://www.cnav.fr/pdf/rs58_presentation.pdf

Institut national de la santé et de la recherche médicale - Inserm Projet Constance

1. Exposé de synthèse

1.1. Rappel des objectifs généraux

L'objectif du projet *CONSTANCES* (Consultants des CES), qui a obtenu l'avis de conformité le 10 octobre 2008, est de mettre en œuvre une importante cohorte épidémiologique destinée à fournir des informations à visée de santé publique et de contribuer au développement de la recherche épidémiologique. Réalisé dans le cadre d'un partenariat avec la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), le projet concerne la population adulte affiliée au Régime général de Sécurité sociale (RGSS, qui couvre plus de 80 % de la population française), âgée de 18 à 69 ans à l'inclusion ; la structure de la cohorte sera proportionnelle à la population cible pour le sexe, l'âge et la catégorie sociale. Les inclusions seront faites dans 19 Centres d'examens de santé (CES) implantés dans des départements différents.

Cette cohorte a vocation à constituer un « laboratoire épidémiologique » largement accessible à la communauté de la santé publique et de la recherche épidémiologique. Les objectifs scientifiques *CONSTANCES* sont largement centrés sur l'épidémiologie des déterminants professionnels et sociaux de la santé. La cohorte doit également permettre la réalisation de projets concernant des thèmes épidémiologiques variés, grâce à un accès largement ouvert à la communauté des chercheurs en santé publique ; un partenariat avec le Département Santé Travail de l'Institut de veille sanitaire concernant la surveillance épidémiologique des risques professionnels (DST-InVS) dans le cadre du projet « COSET » permettra de disposer de données pour des sujets affiliés au RSI et à la MSA. *CONSTANCES* a également été largement conçue comme un outil venant en appui des objectifs de santé publique de la CNAMTS et de l'État, et de l'évaluation de leur atteinte, par le caractère particulièrement complet du dispositif de suivi et de recueil d'informations très diversifiées, grâce à des méthodes diverses et complémentaires faisant appel à plusieurs sources de données, auprès d'un large échantillon représentatif de la population adulte couverte par le Régime général de Sécurité sociale, incluant les principales Sections locales mutualistes (SLM).

La durée du projet *CONSTANCES* n'est pas définie : la cohorte qui sera constituée a vocation à faire l'objet d'un suivi longitudinal sans limite de temps.

1.2. Méthodes : éléments essentiels du protocole

L'inclusion de la cohorte se fera sur 5 ans, à raison d'environ 40 000 sujets par an, selon les modalités suivantes :

Sélection des sujets éligibles : les sujets éligibles seront tirés au sort par sondage stratifié avec probabilités inégales, en sur-représentant les individus ayant une probabilité de non volontariat plus forte en fonction des variables usuelles : âge, sexe, PCS. Le tirage au sort sera fait par la Cnav dans le Répertoire national inter-régimes des bénéficiaires de l'assurance maladie (RNIAM), apparié au Système National de Gestion des Carrières (SNGC).

Invitation à participer : elle s'effectuera par voie postale, conjointement à l'invitation à venir passer un examen de santé dans un CES.

Inclusion dans sujets volontaires dans la cohorte : les personnes ayant donné leur accord seront convoquées dans leur CES par un courrier incluant un auto questionnaire à compléter à domicile.

Recueil des données à l'inclusion : données de santé (examen clinique, analyse de sang, mesure de la tension artérielle, du poids, de la taille et du rapport taille/hanches, électrocardiogramme et spirométrie, examen de la vue et de l'audition), questionnaires complémentaires (questionnaire expositions professionnelles vie entière, autoquestionnaire spécifique pour les femmes).

Suivi de la cohorte

Suivi actif : un autoquestionnaire postal sera envoyé chaque année au domicile des sujets ; une invitation à venir au CES tous les 5 ans est prévue.

Suivi passif d'événements socioprofessionnels et de données de santé : les principaux événements socioprofessionnels seront régulièrement extraits des bases de données de la Cnav (Déclarations Annuelles des Données Sociales, Données Nominatives Trimestrielles, chômage, absences pour maladie, RMI, maternité). Les données de santé concerneront le statut vital et les causes de décès par l'accès au RNIPP et à la base de données du CépiDc-Inserm ; les principaux événements de santé seront extraits du Système national d'information inter régimes de l'assurance maladie (SNIIR-AM) : données de remboursement, Affections de longue durée (ALD), diagnostic principal et diagnostics associés, actes diagnostiques et thérapeutiques pour chacun des séjours hospitaliers.

Représentativité et effets de sélection

La structure de la population de l'ensemble des départements où sont situés les CES *CONSTANCES* est pratiquement identique à celle de la France métropolitaine pour les principales caractéristiques démographiques et socioprofessionnelles. La méthodologie de redressement pour non participation et attrition au cours du suivi est basée sur un échantillon de non participants pour lesquels on dispose de caractéristiques sociodémographiques, grâce aux fichiers de la Cnav, ainsi que de nombreuses informations de santé et de recours aux soins grâce aux données du SNIIR-AM. Une post enquête auprès d'un échantillon de non répondants est également prévue.

2. État d'avancement et perspectives à moyen terme

Une phase pilote a eu lieu en 2010 dans sept CES (Lille, Bordeaux, Saint Briec, Tours, Pau, Toulouse et Rennes). Elle a inclus environ 3 500 sujets, dont le tiers environ âgés de plus de 55 ans. Globalement, la phase pilote a montré d'une part qu'il est possible d'inclure des sujets qui présentent les caractéristiques attendues pour les principales variables d'intérêt, et que les procédures de mesure de ces variables (questionnaires ou examens) sont faisables et d'une qualité satisfaisante dans l'ensemble, malgré certains problèmes ont fait l'objet de diverses adaptations du protocole initial. Par ailleurs, une post enquête auprès des non participants a été réalisée, ainsi qu'une enquête de satisfaction auprès d'un échantillon de participants. Une « Lettre » de la cohorte a été réalisée, et a été envoyée aux participants du pilote fin 2010. Les CES n'ayant pas participé au pilote ont commencé en 2010 des inclusions selon les procédures de *CONSTANCES*, grâce à l'invitation de participants de la cohorte Gazel, également gérée par notre équipe ; cette campagne est pratiquement terminée actuellement, plus de 3 000 sujets ayant été inclus. Une étude technique de la constitution d'une biobanque associée à la cohorte a été réalisée. L'analyse des données recueillies pendant le pilote a permis de modifier légèrement les instruments de recueil de données (questionnaires) ; les flux d'extraction de données du SNIIR-AM ont également été modifiés pour tenir compte d'évolutions intervenues dans la gestion de ce système. Le suivi passif dans les bases de données nationales a été testé avec succès à partir de l'échantillon des participants au pilote, les données issues du SNIIR-AM et de la Cnav ayant été transmises et intégrées à la base de données *CONSTANCES* du pilote fin 2010.

Un nouveau dossier a été déposé auprès de la Cnil à la fin du mois d'octobre 2010 préalablement à l'envoi des premières invitations, afin de tenir compte des modifications qui ont été introduites pour différentes procédures (questionnaires, flux de données). L'autorisation de la Cnil a été reçue le 3 mars 2011.

Une première réunion du Comité d'orientation stratégique, qui réunit des représentants de l'Inserm, de la CNAMTS, de la DGS et de l'Université de Versailles Saint Quentin a eu lieu le 28 janvier 2011 ; il a notamment désigné les membres du Conseil scientifique qui sera mis en place d'ici l'été 2011.

2.1. Travaux prévus en 2012

La mise en place effective de la cohorte *CONSTANCES* commencera au printemps 2011 ; les invitations étant étalées sur l'ensemble de l'année. L'année 2011 sera essentiellement consacrée à l'inclusion dans les 19 CES participants et à la mise en œuvre du suivi passif.

Dès fin 2011, un appel à projets de recherche nichés dans la cohorte sera lancé, à la suite d'un premier appel à déclaration d'intentions qui a permis de recevoir une quarantaine de propositions. Les proposant se verront demandé un dossier scientifique complet qui sera examiné par le Conseil scientifique.

L'année 2012 sera donc essentiellement consacrée à la montée en charge du recrutement et au démarrage des premiers projets de recherche. L'étude opérationnelle de la mise en place de la biobanque sera également une des activités importantes de l'année 2012.

Ministère de l'agriculture de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire
Direction générale de l'enseignement et de la recherche - DGER

1. Exposé de synthèse

La mission de la stratégie et des systèmes d'information (MISSI) au ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche. La MISSI assure les missions suivantes : collecte, exploitation et valorisation des données statistiques de la DGER, coordination et pilotage d'enquêtes et d'études, développement du système d'information décisionnel sur l'enseignement agricole.

Les efforts en matière de diffusion des statistiques seront poursuivis. La diffusion de données statistiques relatives à l'enseignement agricole prendra plusieurs formes :

- le recentrage de la programmation thématique des StatEA (bulletins d'information statistique de l'enseignement agricole) sur internet (www.chlorofil.fr),
- poursuite de la réflexion sur l'amélioration de la mise à disposition des statistiques sur les sites internet du ministère (meilleur affichage, plus de données téléchargeables..)
- la publication régulière du panorama de l'enseignement agricole : publié pour la première fois fin 2009 et disponible sur internet. Il sera actualisé tous les ans (tirage papier une année sur deux, livre dynamique en ligne sur site Internet l'autre année). Le panorama de l'enseignement agricole a vocation à devenir le document de référence sur l'enseignement agricole.
- la poursuite de la dématérialisation des enquêtes statistiques via la mise à disposition d'un outil d'enquête en ligne permettant la saisie et la restitution des résultats.
- la fiabilisation des résultats et l'allègement de la sollicitation des enquêtés par l'utilisation des méthodes d'échantillonnage.
- La parution d'une note de service sur le programme d'enquête

Le calcul d'indicateurs, en particulier en lien avec la LOLF et le SPNF (Schéma Prévisionnel National des Formations), évolue avec la mise en place du DéciEA (le suivi de cohorte, dans le DéciEA, permettra le calcul du taux d'efficacité scolaire) et la mise en œuvre de nouvelles enquêtes (le suivi de l'insertion à court terme des élèves et des étudiants dans l'enseignement technique et dans l'enseignement supérieur) ou la rénovation d'enquêtes existantes (le cheminement des élèves à 45 mois qui change de pas de temps). Dans le cadre du 5ème SPNF, un tableau de bord annuel est élaboré permettant de faire un bilan et d'enrichir l'évaluation du schéma.

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Enquêtes nouvelles :

Pas de nouvelles enquêtes.

Enquêtes rénovées :

L'enquête de cheminement scolaire et professionnel des anciens diplômés, 7 mois après l'obtention de leur diplôme et après leur sortie de la formation initiale agricole par voie scolaire doit renouveler le label (la dernière labellisation remonte à 2009).

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2012

Une analyse des données issues des fichiers administratifs va être menée en 2011 en lien avec les établissements et les Directions Régionales de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) afin d'améliorer la coordination de l'exploitation des résultats. Cela pourrait aboutir à quelques évolutions des exploitations en 2012.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
Enquête annuelle sur le cheminement scolaire et professionnel des anciens élèves et apprentis de l'enseignement agricole	MAAP-DGER	Chaque niveau est enquêté tous les 3 ans. Enquête en cours de rénovation, basée sur un échantillon, avec une analyse à 33 mois
Suivi des élèves sortant des établissements d'enseignement technique agricole	MAAP-DGER	A partir d'un échantillon de sortants diplômés et d'un échantillon de sortants de 4 ^e et 3 ^e
Enquête relative aux élèves porteurs de maladies invalidantes ou de handicaps scolarisés dans le second degré de l'enseignement public et privé sous contrat des établissements agricoles	MAAP-DGER	Enquête identique à celle de l'EN
Exploitation de fichiers administratifs		
Remontée des effectifs élèves et étudiants du supérieur court	MAAP-DGER	
Remontée des effectifs du supérieur long	MAAP-DGER	Identique à celle de l'EN
Remontée des effectifs d'apprentis	MAAP-EN	Enquête faite avec l'EN
Remontée des effectifs d'adultes en formation continue	MAAP-DGER	
Publication des StatEA	MAAP-DGER	
Publication du PANORAMA	MAAP-DGER	Publication biennale sur papier
Autres travaux répétitifs		
Remontées de données sur la primo insertion dans le supérieur long	MAAP-DGER	

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Les nouvelles enquêtes mises en œuvre par la DGER sont proposées au choix de l'utilisateur sous une version papier ou une version dématérialisée (suivi des élèves sortants, enquête sur le cheminement scolaire et professionnel à 33 mois). Les résultats bruts sont restitués aux niveaux national, régional et local via ce même outil dématérialisé.

La DGER met également à disposition un outil décisionnel qui allège la diffusion papier de statistiques.

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

5.3. Aspects « évaluation des politiques publiques » :

5.4. Aspects « européens »

6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Suivi de cohorte dans le DéciEA	MAAP-DGER	A partir de 2011		Annuel
Publication d'analyses de filières de formation	MAAP-DGER	A partir de 2013		Mises à jour annuelle(en partie)
Publication du panorama de l'enseignement agricole	MAAP-DGER	A partir de 2009 ANNUEL	Publication sur internet et tirage papier	Publication biennale sur papier, réactualisée chaque année sur internet
Réalisation d'un tableau de bord annuel dans le cadre du 5ème SPNF	MAAP-DGER	A partir de 2010		Production annuelle
Suivi des élèves sortant des établissements de l'enseignement agricole	MAAP-DGER	A partir de 2010	Production de nouvelles analyses et indicateurs,	Fréquence annuelle

7. Diffusion des travaux

La mise à disposition des résultats d'enquête, des analyses et des synthèses sur le site Internet de l'enseignement agricole doit se poursuivre en 2012 selon un calendrier identique à 2011. Cf. annexe

Annexe : liste des publications diffusées effectivement en 2010

Sortie	Numéro	Titre des statEA
Janvier 2010	10-01	Le devenir des sortants des formations initiales scolaires professionnelles et technologiques de l'enseignement agricole
Janvier 2010	10-02	La rentrée scolaire 2009
Janvier 2010	10-03	Les résultats des examens et les diplômes délivrés dans l'enseignement agricole – session 2009
Février 2010	09-04	Les effectifs 2009 des formations générales, technologiques ou professionnelles
Février 2010	10-05	La population scolaire en 2009
Septembre 2010	10-06	Le devenir en 2009 des diplômés du CAPA sortis en 2005 (EDUTER)
Septembre 2010	10-07	Le devenir en 2009 des diplômés du Bac Professionnel et du BTA sortis en 2005 (EDUTER)

Ministère de la défense et des anciens combattants
Direction des affaires financières
Observatoire économique de la Défense

1. Exposé de synthèse

L'Observatoire économique de la Défense (OED), qui est le service statistique du ministère de la défense, est rattaché à la sous-direction des affaires économiques, fiscales et internationales de la Direction des affaires financières.

Au titre de sa mission de service statistique, l'OED rassemble et synthétise l'ensemble des informations, notamment à caractère statistique, économique et financier, qui concernent l'activité de défense. Dans ce cadre, l'OED construit et met à jour des bases de données : le Recensement des agents de la Défense, destiné au Recensement des agents de l'Etat, et la base SANDIE (répertoire des entreprises liées à la défense). Il réalise un compte satellite de la Défense et publie un annuaire statistique.

L'OED est aussi engagé dans des travaux non strictement statistiques : supervision d'études externes sur l'économie de la défense), réponses aux besoins du ministère en matière de questions économiques.

2. Travaux nouveaux pour 2012

L'année 2012 sera surtout l'occasion d'un redéploiement de travaux déjà engagés.

3. Opérations répétitives

L'annuaire statistique de la Défense

L'*Annuaire statistique de la Défense* regroupe les principales données relatives aux aspects économiques, budgétaires, industriels et sociaux du domaine de la défense. Il est diffusé par la Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense (DICOD), sur le site Internet du Ministère et sur l'intranet portail finances.

Entretien de la base de données SANDIE « Statistiques ANnuelles sur la Défense, son Industrie et ses Entreprises »

La base Sandie est une base de répertoire d'entreprises « liées à la défense », entreprises repérées par leur numéro Siren. Elle est alimentée par différents fichiers, le dernier en date étant celui extrait du logiciel interne chorus.

Cette base a vocation à rassembler l'information économique sur les entreprises liées à la défense, à partir de diverses sources d'informations. Elle sera utilisée en premier lieu pour caractériser les PMI fournisseuses du ministère.

Le compte satellite de la Défense

Les travaux sur le compte satellite s'effectuent actuellement en base 2000. Il est actualisé annuellement.

Le recensement des agents de la Défense

Dans le cadre du système d'information sur les agents des services publics coordonné par l'Insee, l'OED élabore annuellement un recensement exhaustif des agents militaires du ministère de la Défense à partir des fichiers de paye, et saisit ainsi certaines caractéristiques importantes de cette population (âge, sexe, statut familial, grade, rémunérations diverses, arme ou service, zone géographique, etc.). Ces données, collectées au niveau individuel, font l'objet d'exploitations et d'analyses systématiques (statistiques d'effectifs et de rémunérations, flux d'entrées-sorties, calculs de GVT) et d'une diffusion interne (pilotage de la masse salariale) et externe (rapport du Haut Conseil pour l'Evaluation de la

Condition Militaire). Les principaux résultats statistiques de ce recensement sont également largement repris dans l'*Annuaire statistique de la Défense*.

Etudes économiques

L'OED sous-traitera en 2012 des études à des laboratoires universitaires ou scientifiques sur des thèmes spécifiques.

Les principaux thèmes d'études qui sont développés par l'OED relèvent de l'économie industrielle et de l'économie publique et portent une attention particulière à la base industrielle et technologique de Défense. Ces études recouvrent des champs variés : R&D, innovation, relations interentreprises, cadre réglementaire et contractuel de relations Etat/entreprises, performance à l'exportation, restructurations industrielles, internationalisation et concentration des firmes, impact régional des dépenses de défense, et développement d'outils d'aide à la décision prenant en compte les implications de long terme des choix, dans les domaines de l'investissement et de la dynamique industrielle.

7. Publications et séminaires

Publications

- *Annuaire statistique de la défense*
- Divers articles économiques et statistiques dans les revues « ECODEF » (4 numéros / an)
- Rapports d'étude de l'OED
- *Le Compte satellite de la Défense*

**Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative
Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP**

1. Exposé de synthèse

A côté des travaux récurrents que mène la DEPP sur la constitution de bases de données d'origine administrative et sur le lancement et le suivi d'enquêtes, l'effort de construction d'outils permettant de suivre des parcours scolaires sera poursuivi.

Plusieurs dispositifs y participeront. Le premier est le Répertoire National des Identifiants Élèves et étudiants (RNIE) qui sera amené à remplacer la Base Nationale des Identifiants Elèves (BNIE) qui est aujourd'hui opérationnelle sur le premier degré uniquement. La « pure » fonction d'immatriculation du RNIE sera réaffirmée. Le répertoire ne contiendra que les variables nécessaires à la délivrance d'un identifiant unique à chaque élève, que celui-ci perdra dès qu'il sera considéré comme sortant définitivement de la formation initiale.

Le second dispositif, dénommé FAERE (Fichiers Anonymisés pour les Etudes et la Recherche), est destiné à apparier des fichiers pour construire des parcours d'élèves au sein du système éducatif. Ces fichiers seront exploités à seule fin d'études statistiques. Pour cette raison, l'identifiant de l'élève sera doublement crypté par le dispositif FAERE de manière à disposer de données strictement anonymes. Il y a une forte attente vis-à-vis de ces données, qui permettront l'analyse fine notamment des processus d'orientation.

Le troisième dispositif, plus traditionnel dans le paysage DEPP, est le renouvellement des panels de suivi d'élèves, qui combinent sources de données d'origine administrative et enquêtes particulières auprès des élèves et de leurs familles. Un panel d'entrants à l'école élémentaire sera lancé à l'occasion de la rentrée 2011. Le précédent de ce type remonte à 1997.

La préoccupation de disposer de données longitudinales oriente donc l'activité de la DEPP. Un autre sujet, d'intérêt commun au Service Statistique Public, est la géolocalisation. Il s'agit de coder très précisément les adresses aussi bien des élèves que des établissements de manière notamment à produire des indicateurs territoriaux.

Enfin, les relations étroites établies avec le Service Statistique du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche seront poursuivies

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

• Enquête victimation en milieu scolaire

Pour mieux appréhender les phénomènes de violence à l'école et prendre en compte le point de vue des victimes, la DEPP a préparé, en partenariat avec l'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), une enquête de victimation en milieu scolaire auprès d'élèves de collèges publics. Elle devrait se dérouler en mars 2011.

• Enquête auprès d'enseignants

La DEPP lancera une nouvelle enquête auprès d'un échantillon représentatif, au niveau national, d'enseignants du 1er degré public. Cette enquête vise à qualifier les conditions de travail, en particulier à l'entrée dans la profession, pour ces populations. Elle constitue un premier élément de capitalisation pour développer un suivi pluri-annuel de l'entrée des jeunes enseignants dans la carrière, depuis la mise en place de la mastérisation.

• Enquête internationale PISA 2012 (Programme International de Suivi des Acquis des élèves)

Enquête destinée à fournir des indicateurs des compétences des élèves de 15 ans en compréhension de l'écrit, en culture mathématiques et en culture scientifique.

- **Enquête européenne sur les compétences en langues étrangères**

Enquête destinée à fournir un indicateur des compétences en langues étrangères des jeunes européens en fin de scolarité obligatoire (expérimentation).

- **Enquête internationale PIRLS (Progress In Reading Literacy Survey)**

Enquête destinée à fournir un indicateur des compétences en compréhension de l'écrit des élèves en 4^{ème} année d'enseignement obligatoire (expérimentation).

- **Evaluation de l'expérimentation de l'enseignement intégré des sciences et de la technologie (EIST) au collège.**

L'évaluation de l'expérimentation de l'enseignement intégré des sciences et de la technologie (EIST) au collège a débuté en novembre 2008. Le but de cette enquête est de mesurer les effets de ce type d'enseignement sur les apprentissages des élèves, leur intérêt pour la science et leur orientation vers les filières de formation scientifiques. Les progrès de ces élèves seront comparés avec ceux d'un groupe témoin. L'évaluation s'effectuera sur un panel d'élèves au début et à la fin de chaque année scolaire pendant les quatre années de scolarité au collège, de 2008 à 2012.

- **Les évaluations-bilans CEDRE (Cycle d'Évaluations Disciplinaires Représentatives sur Echantillon)**

Ces évaluations-bilans en fin d'école et en fin de collège sont organisées depuis 2003 selon un cycle dans lequel se succèdent les domaines disciplinaires : en 2003, ont eu lieu des évaluations de la maîtrise de la langue et des langages en fin d'école et de maîtrise des compétences générales en fin de collège, les acquis en langues vivantes étrangères ont été évalués en 2004, le comportement des élèves à l'égard de la vie en société l'a été en 2005, l'histoire-géographie-éducation civique en 2006, les sciences expérimentales en 2007 et les mathématiques en 2008. Le cycle a repris en 2009.

Les évaluations CEDRE sont réalisées sur des échantillons nationaux d'élèves ; au-delà des épreuves proprement dites, des questionnaires de contexte sont soumis aux élèves, aux chefs d'établissements et éventuellement aux enseignants.

- **Les compétences de base des élèves en français et en mathématiques en relation avec le socle commun, en fin d'école et en fin de collège.**

Cette évaluation annuelle des compétences, commencée en 2007, concerne des échantillons nationaux d'élèves de façon à permettre l'établissement d'indicateurs qui figurent dans les programmes annuels de performance de la mission « enseignement scolaire » de la LOLF.

Les tests de français et de mathématiques, permettant le calcul de ces indicateurs, sont passés par des échantillons nationaux d'élèves en fin de CM2 et en fin de collège. Ces indicateurs sont établis sur des échantillons représentatifs d'élèves des réseaux « ambition-réussite », des réseaux Éducation Prioritaire hors « ambition-réussite » et du reste du secteur public, ainsi que du secteur privé. Il sera ainsi possible de suivre au niveau national l'évolution des proportions d'élèves maîtrisant les compétences de base essentielles, ainsi que l'évolution des écarts entre les différentes populations. Ces indicateurs n'ont pas de déclinaisons académiques.

- **Evaluation des compétences des élèves (compétences 1, 2, 3, 5, 6 et 7 du socle commun), en fin d'école et en fin de collège (expérimentation).**

Cette évaluation annuelle des compétences concerne des échantillons nationaux d'élèves de façon à permettre l'établissement d'indicateurs qui figurent dans les programmes annuels de performance de la mission « enseignement scolaire » de la LOLF.

Les tests, permettant le calcul de ces indicateurs, seront passés par des échantillons nationaux d'élèves en fin de collège. Ces indicateurs seront établis sur des échantillons représentatifs d'élèves des réseaux « ambition-réussite », des réseaux Éducation Prioritaire hors « ambition-réussite » et du reste du secteur public, ainsi que du secteur privé. Il sera ainsi possible de suivre au niveau national l'évolution des proportions d'élèves maîtrisant ces compétences du socle, ainsi que l'évolution des écarts entre les différentes populations. Ces indicateurs n'ont pas de déclinaisons académiques.

- **Panel de jeunes pour l'évaluation du livret expérimental de compétences**

Le but de ce nouveau panel d'élèves, mis en place début 2011 est de mesurer les effets de l'instauration du livret de compétences expérimental dans les collèges et les lycées des secteurs public et privé. Ce livret est un outil synthétique visant à prendre en compte les acquis extra scolaires. Dans cette perspective, l'enquête observera pendant deux ans un échantillon de 3000 collégiens recrutés en quatrième et de 3000 lycéens recrutés en seconde générale et technologique ou professionnelle dont l'établissement participe à l'expérimentation. Les échantillons témoins des élèves n'étant pas bénéficiaires de ce livret expérimental de compétences sont de taille plus réduite, de l'ordre de 1 500

élèves. Outre un suivi des parcours scolaires, le dispositif d'enquête comporte des interrogations par questionnaires des élèves pour mesurer leur niveau d'acquis cognitif et conatif ainsi que la manière dont ils ressentent l'instauration du livret expérimental de compétences. Ces questionnaires seront passés dans l'établissement. Les parents seront interrogés, par voie postale ou téléphonique, afin de recueillir les caractéristiques du milieu familial et leur perception de l'instauration du livret. Le déroulement des procédures d'orientation de fin de troisième et de fin de seconde feront l'objet d'une enquête postale auprès des établissements.

- **Panel d'élèves du premier degré recruté en 2011**

La DEPP met en place à la rentrée scolaire 2011 un nouveau panel d'écoliers recrutés au cours préparatoire et suivis tout au long de leur scolarité élémentaire. Outre une actualisation annuelle de la situation scolaire de l'élève, l'enquête mesurera les acquis cognitifs et conatifs des élèves à l'entrée au cours préparatoire et en fin de CM2. Ces mesures seront réalisées par questionnaires administrés dans l'école. Par ailleurs, tous les parents ayant un enfant dans l'échantillon feront l'objet, début 2012, d'une enquête postale et téléphonique afin de recueillir des informations sur le milieu familial, la scolarité maternelle de l'élève et de mesurer l'implication des parents dans sa scolarité et leurs attentes en matière d'éducation. La taille de l'échantillon envisagée serait de l'ordre de 10 000 élèves scolarisés dans une école publique ou privé.

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2012

- **Système d'information du premier degré**

Depuis 2005, le ministère de l'éducation nationale a mis en place un système d'information de gestion pour les directeurs d'écoles publiques et privées. Ce système permet la gestion individuelle des élèves et comporte des données sur la scolarité en cours de l'élève et sa scolarité de l'année antérieure. À la rentrée 2010, environ 94 % des écoles publiques adhèrent à ce système d'information et la généralisation de la couverture est prévue pour la rentrée 2011. Les données de ce système d'information seront remontées à la DEPP. Elles serviront en grande partie à élaborer le constat des effectifs d'élèves du secteur public à la rentrée 2011 et à constituer une base d'étude de données individuelles anonymes. Les premières exploitations des fichiers sur les rentrées 2009 et 2010 ont déjà permis d'affiner les analyses sur les élèves du 1^{er} degré (calcul de taux de maintien)

- **Application « base relais »**

Une étude de faisabilité de l'extension du champ de l'application « base relais » au premier degré est lancée en 2011. En fonction de ses conclusions, un projet pourra démarrer pour sa constitution.

2.3. Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

- **Mise en place d'un répertoire national des identifiants élèves, étudiants et apprentis (RNIE)**

Ce répertoire était jusqu'à présent connu sous la dénomination de BNIE (Base nationale des identifiants élèves et étudiants). Le changement d'appellation traduit la volonté d'affirmer le statut du dispositif, qui est avant tout un répertoire et non une base de données informative. L'objectif est en effet de pouvoir attribuer un numéro (INE = identifiant national élève) unique à tout élève scolarisé et de retrouver ce numéro tout au long de sa scolarité. Ce numéro doit servir à améliorer la gestion du système éducatif (élimination des doubles inscriptions, ...) et sera inclus, sous une forme cryptée, dans les fichiers à finalité statistique pour permettre l'étude de trajectoires d'élèves.

L'utilisation de l'INE est aujourd'hui opérationnelle pour le premier degré uniquement. L'objectif est de l'étendre au second degré, à l'enseignement supérieur, à l'apprentissage et à l'enseignement délivré dans des établissements sous tutelle d'autres ministères que celui de l'éducation nationale,

La mise en place du RNIE s'appuie sur une construction juridique comportant une déclaration auprès de la CNIL et un acte réglementaire. Dans un premier temps, un arrêté interministériel couvre le périmètre de l'éducation nationale, l'enseignement supérieur, l'apprentissage et l'agriculture.

Pour préparer l'extension, des études d'impact avaient été menées avec les acteurs concernés. Les différents scénarii avaient été confrontés aux contraintes techniques de réalisation au premier semestre 2008. Une actualisation de ces études d'impact est nécessaire.

- **Cryptage des identifiants d'élèves-étudiants (projet FAERE : Fichiers Anonymisés pour les Etudes et la REcherche)**

La configuration du système de cryptage des identifiants d'élèves, d'étudiants et d'apprentis a été terminée fin 2010. Une première application a été menée en janvier 2011. Ce système devrait permettre à terme de constituer des fichiers statistiques retraçant les parcours d'élèves dans le système éducatif, avec une totale garantie d'anonymisation des informations. Ces fichiers seraient utilisés à des

fins d'analyses et d'études.

• **Géolocalisation des établissements de formation**

Le besoin d'une information à des niveaux géographiques fins est de plus en plus pressant. La DEPP s'est donc engagée dans un projet de géolocalisation de tous les établissements de formation, de façon à disposer des coordonnées des établissements, assorties d'un indicateur de qualité de la géolocalisation effectuée. Cette géolocalisation se fait dans le cadre d'une convention avec l'Institut géographique national (IGN). Deux échanges sont prévus annuellement : la DEPP envoie les données des établissements, l'IGN les enrichit en retour des informations de géolocalisation.

• **Géolocalisation des fichiers d'élèves**

Les fichiers individuels d'élèves recueillis par la DEPP constituent une source d'information riche, notamment sur les formations suivies, et remarquablement fine : elle est théoriquement exhaustive et les académies disposent des localisations géographiques précises via les adresses des élèves et des établissements.

La DEPP et l'INSEE ont réalisé en 2009 un processus de géolocalisation des élèves de sixième afin de répondre aux besoins de calculs d'indicateurs par ZUS (retard scolaire à l'entrée en sixième) au lieu de résidence des élèves et non plus seulement au lieu de scolarisation. Des travaux sont actuellement en cours pour améliorer la qualité du codage, en particulier dans les zones rurales. La géolocalisation a été généralisée à l'ensemble des élèves du secondaire de l'année scolaire 2009-2010. Un fichier devrait être disponible à la fin du 1^{er} trimestre 2011.

• **Système d'information sur les moyens des établissements publics du second degré**

Par suite de la loi « Libertés et responsabilités locales » d'août 2004, les personnels d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général des lycées et collèges publics sont gérés par les collectivités territoriales. Ces dernières gèrent les affectations de ces personnels et peuvent remplacer la mise à disposition de personnels par des contrats de service. Pour continuer à rendre compte de la répartition des moyens selon le département, la région, la zone (ZEP, ZUS,...) ou le type d'établissement, le service statistique du MEN doit obtenir des collectivités territoriales une information sur les moyens qu'elles affectent au niveau de chaque établissement (cf. décret en Conseil d'État 2007-572 et arrêté du 18 avril 2007). La mise en place de ce système d'information partagé a fait l'objet de discussions avec les associations de collectivités territoriales. L'application EPI, rénovée en 2007, a vocation à devenir un système d'information partagé entre le MEN et les collectivités territoriales.

• **Enquête sur les technologies de l'information et de la communication (ETIC)**

Cette enquête annuelle s'adresse aux établissements publics des 1^{er} et 2nd degrés et porte sur les équipements et services en matière de TIC proposés par ces derniers. La rénovation du dispositif engagé en 2010, sera testé dans une académie en 2011 grâce à l'utilisation du portail d'enquête « Orquesta ». Son extension aux autres académies en 2012 dépendra des possibilités techniques offertes par ce nouveau portail. Le questionnaire devrait peu évoluer.

De façon plus novatrice, toujours en partenariat avec la DGESCO, une enquête spécifique auprès des enseignants du second degré des disciplines d'enseignement général (échantillon de 5 000 enseignants), quant à leurs pratiques dans le domaine des TICE, sera mise en place à partir de 2011

3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
Les effectifs dans les centres de formation d'apprentis (CFA) (enquête rapide).	DEPP A1	Sera remplacée par SIFA à terme
L'insertion professionnelle des jeunes sortis de l'enseignement scolaire ou de l'apprentissage	DEPP A1	
Les effectifs d'élèves des établissements privés de l'enseignement secondaire, les classes préparatoires aux grandes écoles et les sections de technicien supérieur.	DEPP B1	
Suivi de la scolarité des élèves entrés au cours préparatoire en 1997	DEPP B1	

Suivi de la scolarité des élèves entrés en sixième en 2007	DEPP B1	
Violence en milieu scolaire - SIVIS	DEPP B3	
Exploitation de fichiers administratifs ou de collectes sous statut administratif		
La validation des acquis de l'expérience dans l'enseignement professionnel et technologique	DEPP A1	
La validation des acquis de l'expérience dans l'enseignement supérieur	DEPP A1	
Bilan des actions de formation continue dans les GRETA et les CAFOC	DEPP A1	L'application PROGREG se déploie progressivement dans les GRETA. La remontée actuelle (2010, 2011) combine des tableaux Excel et des remontées de PROGREG.
Système d'information sur la formation des apprentis - SIFA	DEPP A1	Informations au niveau individuel
Le personnel rémunéré au titre du ministère de l'Éducation nationale	DEPP A2	Fichiers de paye
Bases statistiques sur les personnels	DEPP A2	Extractions des bases de gestion
Le service des enseignants du second degré public	DEPP A2	Application « Base relais »
Concours de recrutement des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation du second degré	DEPP A2	Application OCEAN
Bilan des concours déconcentrés des ATSS	DEPP A2	Application OCEAN
Parc immobilier et capacité d'accueil des établissements publics du second degré	DEPP A3	Application EPI
Les technologies de l'information et de la communication	DEPP A3	Application ETIC
Les comptes financiers des établissements publics du second degré	DEPP A3	Application COFI-Pilotages
Recensement des subventions reçues au titre de la taxe d'apprentissage par les établissements du second degré et les CFA	DEPP A3	Cette enquête se fera dorénavant tous les deux ans. L'enquête a lieu en 2011 mais pas en 2012.
Répertoire national des identifiants élèves – RNIE	DEPP A4	
Base centrale des établissements – RAMSESE	DEPP A4	
Les élèves non francophones nouvellement arrivés en France	DEPP B1	
La scolarisation des élèves handicapés dans le premier degré et le second degré	DEPP B1	Informations au niveau individuel
Les élèves dans les écoles publiques et privées du premier degré - SI 1er degré	DEPP B1	Informations au niveau individuel
Les élèves dans les établissements publics et privés du second degré -Scolarité	DEPP B1	Informations au niveau individuel
Les résultats aux examens du Diplôme National du Brevet	DEPP B1	Enquête rapide sur les résultats agrégés par département, puis résultats au niveau individuel extraits de l'application OCEAN
Les résultats aux examens de l'enseignement technologique et professionnel	DEPP B1	
Les résultats du baccalauréat général, technologique et professionnel	DEPP B1	Enquête rapide sur les résultats agrégés par académie, puis résultats au niveau individuel extraits de l'application OCEAN
Absentéisme des élèves	DEPP B3	Collecte sous statut administratif
Absences non remplacées des enseignants	DEPP B3	Collecte sous statut administratif

4. Allègement de la charge statistique

- Un des produits dérivés de l'enquête annuelle sur les subventions reçues au titre de la taxe d'apprentissage par les établissements du second degré et les CFA (enquête n°8) est la fourniture d'informations à la DGEFP lui permettant d'établir les clés annuelles de répartition régionale du Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage. Or, depuis quelques années, la DGEFP fait remonter des informations administratives à partir desquelles il est possible d'estimer ces clés de répartition. Cette deuxième source a été privilégiée en 2010, et l'enquête « taxe d'apprentissage » n'a pas eu lieu cette année-là. Elle est reprogrammée en 2011 pour fournir à la DGEFP un autre point pour affiner les estimations qu'elle mène à partir de ces données. A terme, les interrogations devraient être plus espacées. L'enquête reste toutefois nécessaire dans le cadre de l'élaboration du Compte de l'Education, pour disposer de clés de répartition internes au compte.

Dans le même esprit et dans la perspective de ne plus interroger les EPLE pour la taxe qu'ils collectent, l'utilisation du dispositif COFI-Pilotages sur les comptes financiers de ces établissements, sera testée en 2011-2012 à travers deux variables spécifiques disponibles dans ces comptes. En cas de concordance avec l'enquête n°8, cette dernière pourrait ne plus être destinée qu'aux CFA publics et privés ainsi qu'aux établissements du second degré privés (sous contrat et hors contrat).

- L'étude de faisabilité d'une collecte par internet des réponses à l'enquête Insertion dans la Vie Active (IVA) se poursuit au cours de 2011. L'objectif est d'utiliser ce mode de collecte pour l'enquête 2012 (sur le terrain en février 2013).

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

les travaux d'élaboration de nouveaux indicateurs synthétiques académiques de performance se poursuivent en 2011..

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

La DEPP participe à des groupes de travail sur la définition d'indicateurs de développement durable.

5.3. Aspects « évaluation des politiques sociales publiques » :

Plusieurs travaux en collaboration avec des organismes extérieurs ou sous-traités à des centres de recherche sont et seront lancés.

5.4. Aspects « européens » et internationaux

La DEPP a une participation très active dans des groupes de travail internationaux, sous l'égide d'Eurostat ou de l'OCDE (réseau dit INES).

6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Evolution IVAL	DEPP B3			Publication à partir d'avril 2009 des IVAL selon une nouvelle méthodologie
Enquête de victimation en milieu scolaire	DEPP B3			Lancement de l'enquête en mars 2011
Indicateurs de valeurs ajoutées des collèges	DEPP B3			Etude de faisabilité en 2011
Prolongation du panel étudiants-élèves pour constitution d'un panel démographique	INSEE		Reprise par l'INSEE de ce panel de la DEPP	Fait. Enquêtes réalisées en 2005, 2006, 2007 et 2008. Volet santé en 2007.

Evaluations bilans	DEPP B2			Nouveau cycle qui permettra d'observer les évolutions par rapport au Cycle 1 débuté en 2003
Evaluation de l'expérimentation de l'enseignement intégré des sciences et de la technologie (EIST) au collège	DEPP B2			A débuté en novembre 2008, s'effectue de 2008 à 2012
La maîtrise des compétences du socle commun	DEPP B2			Nouvel indicateur destiné à remplacer celui des compétences de base dans le PLF
Journée d'appel de préparation à la défense (JAPD)	DEPP B2		Mise en œuvre d'un test expérimental en numérotique	En coordination avec le ministère de la Défense.
FAERE (fichiers académiques d'élèves pour la recherche et les études)	DEPP	Constitution de fichiers avec identifiants cryptés pour les académies et la DEPP	Mise en place d'un groupe de travail DEPP-services statistiques académiques (SSA) en 2010	

7. Diffusion des travaux

Des travaux d'études de la rénovation du site Web statistique sont en cours, en collaboration avec la Délégation à la Communication rattachée aux deux ministères. Par ailleurs, la mise en ligne de tableaux associés aux publications statistiques est systématisée.

Annexe

Liste des publications diffusées en 2010

LES NOTES D'INFORMATION : 24 numéros en 2010

Coût de l'éducation en 2008 – Evaluation provisoire du compte	NI.10.01 Janvier
Le personnel du secteur scolaire du MEN	NI.10.02 Février
Les élèves du second degré à la rentrée 2009 dans les établissements publics ou privés	NI.10.03 Février
Les élèves du premier degré aux rentrées 2008 et 2009 dans les écoles publiques et privées,	NI.10.04 Mars
La formation continue universitaire offre des stages de plus en plus courts en 2007	NI.10.05 Mars
Résultats définitifs de la session 2009 du baccalauréat	NI.10.06 Avril
La demande de validation des acquis de l'expérience se stabilise en 2008	NI. 10.07 Avril
L'absentéisme des élèves dans le second degré en 2007-2008	NI.10.08 Avril
La validation des acquis dans l'enseignement supérieur en 2008	NI.10.09 Mai
Résultats provisoires du bac - Session 2010	NI.10.10 Juillet
Les évaluations en lecture dans le cadre de la journée d'appel de préparation à la défense - année 2009	NI.10.11 Août
La baisse des sorties sans qualification - Un enjeu pour l'employabilité des jeunes	NI.1012 Août
Les bacheliers du panel 1995 : évolution et analyse des parcours	NI.10.13 Septembre
Prévisions nationales d'effectifs d'élèves des premier et second degrés pour les rentrées 2010 et 2011	NI.10.14 Septembre
Les apprentis en 2009 : une insertion professionnelle plus difficile	NI.10.15 Octobre
Diplôme national du brevet - Session 2009	NI.10.16 Octobre
Les compétences en mathématiques des élèves en fin d'école primaire	NI.10.17 Octobre
Les compétences en mathématiques des élèves en fin de collège	NI.10.18 Octobre
Concours de recrutement de professeurs des écoles - Session 2009	NI.10.19 Novembre
Les actes de violence recensés dans les établissements publics des premier et second degrés en 2009-2010	NI.10.20 Novembre
Coût de l'éducation en 2009 - Évaluation provisoire du compte	NI.10.21 Décembre
L'évolution des compétences des élèves en fin de collège de 2003 à 2009	NI.10.22 Décembre
PISA - L'évolution des acquis des élèves de 15 ans en culture mathématique et en culture scientifique	NI.10.23 Décembre
PISA - L'évolution des acquis des élèves de 15 ans en compréhension de l'écrit	NI.10.24 Décembre

L'ÉTAT DE L'ÉCOLE – 20^e édition – Novembre 2010 (*français, anglais,*)

REPÈRES ET RÉFÉRENCES STATISTIQUES – 27^e édition – septembre 2010

FILLES ET GARÇONS À L'ÉCOLE SUR LE CHEMIN DE L'ÉGALITÉ – mars 2010

L'ÉDUCATION NATIONALE EN CHIFFRES – octobre 2010

LES DOSSIERS ÉVALUATION ET STATISTIQUES :

Être professeur d'éducation physique et sportive en 2009. Interrogation réalisée en mai-juin 2009 auprès de 900 professeurs d'éducation physique et sportive dans les collèges et lycées publics -- Numéro 195 – février 2010

Les compétences des élèves en histoire, géographie et éducation civique en fin de collège -- Numéro 196 - juillet 2010

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) en classe au collège et au lycée : éléments d'usages et enjeux -- Numéro 197 - octobre 2010

Éclairages internationaux sur quelques questions d'actualité Numéro 198 - décembre 2010

REVUE ÉDUCATION & FORMATIONS

LES ÉLÈVES : connaissances, compétences et parcours – décembre 2010

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES

- Indicateurs de résultats des lycées – enseignement général, technologique et professionnel

- Tableaux statistiques - TS Résultats détaillés d'enquêtes aux niveaux national, académique ou départemental, en ligne et nouvelles parutions signalées aux abonnés : 23 numéros en 2010

SITES INTERNET SOUS LA RESPONSABILITÉ ÉDITORIALE DE LA DEPP

1 – Sites généraux de publications

Les publications de la DEPP, actualités et archives :

- sur le site du ministère de l'éducation nationale, rubrique « Outils de documentation et d'information », sous-rubrique « Évaluation et statistiques », « Les publications » : <http://www.education.gouv.fr/pid132/les-publications.html> ;
- sur le site du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, rubrique « Outils », sous-rubrique « Documentation », Evaluation et statistiques : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid20303/evaluation-statistiques.html> ;
- à partir du portail de l'Infocentre ministériel : <http://www.infocentre.education.fr>

2 – Site relatif à l'évaluation des lycées :

Indicateurs de résultats des lycées d'enseignement général et technologique et des lycées professionnels (IVAL) :

<http://www.education.gouv.fr/cid3014/indicateurs-de-resultats-des-lycees.html>

3 – Sites relatifs à l'évaluation des élèves :

- Le portail de l'évaluation des élèves : <http://educ-eval.education.fr>
- Les outils professionnels d'aide à l'évaluation diagnostique des élèves : <http://www.bangoutils.education.gouv.fr/> . Ce site est également accessible à partir du portail de l'évaluation des élèves.

4 – Autres sites thématiques :

Le Réseau européen des responsables des politiques d'évaluation des systèmes éducatifs :

<http://www.reva-education.eu>

Pages réunissant l'ensemble des liens vers les sites publics édités par la DEPP :

<http://www.infocentre.education.fr>

Ces pages ont vocation à être intégrées prochainement aux sites institutionnels :

<http://www.education.gouv.fr/> et <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/>

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche Sous-direction des systèmes d'information et d'études statistiques - SIES

1. Exposé de synthèse

L'année 2009 aura été marquée par la réorganisation du Système Statistique Public (SSP) dans le domaine de l'éducation. Le champ de l'enseignement supérieur et de la recherche, jusque-là de la compétence de la Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance (DEPP), est maintenant du ressort de la sous-direction des Systèmes d'Information et Études Statistiques (SIES) qui s'est créée au sein du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. La DEPP et le SIES collaborent étroitement sur les sujets d'intérêt commun (nomenclatures, comptes de l'éducation, base nationale des identifiants des élèves et des étudiants...) ce qui garantit donc la continuité du service en matière de production et d'études statistiques dans le domaine éducatif.

La production de données essentielles (nombre d'étudiants, diplômés et indicateurs de réussite, mesure de l'effort (financier et ressources humaines) de Recherche et Développement (R&D)) mobilise la majorité des agents de la sous-direction.

En 2009 et 2010, le système de collecte des données sur l'enseignement supérieur et la recherche a été modernisé (dématérialisation de certaines enquêtes et dispositifs de collecte) et enrichi (enquêtes sur l'insertion professionnelle des diplômés de master, panel de bacheliers de la session 2008). Ces efforts devraient se poursuivre en 2011. L'exploitation statistique des données du dispositif « admission post-bac » devrait également, si elle tient ses promesses, enrichir le patrimoine des données disponibles.

Des investissements importants sont consentis sur les systèmes d'information du MESR, permettant de simplifier, à horizon 2011 ou 2012, la mobilisation et le traitement de données utiles aux processus de contractualisation avec les établissements d'enseignement supérieur. Les données externes au SIES pourront également être mobilisées à des fins statistiques.

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes rénovées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2012

SISE (Système d'information sur le suivi de l'étudiant)

Extension du champ

Initié avec quatre universités en 1995, le dispositif SISE-inscriptions couvre aujourd'hui (à la rentrée 2009/2010) les champs suivants : toutes les universités et grands établissements, les écoles normales supérieures et établissements assimilés, les IUFM, les instituts catholiques, la quasi-totalité des écoles d'ingénieurs et près de 90% des écoles de management (à diplôme visé), soit environ 270 établissements, représentant une population de 1,7 million d'étudiants (sur un total de 2,3 millions). Conformément aux orientations de moyen terme, le système de remontées individuelles sur les étudiants continuera d'être proposé aux quelques écoles d'ingénieurs (y compris pour les formations en partenariat) et aux écoles de management non encore adhérentes à SISE. Pour l'année universitaire 2011-2012, la quasi-totalité des écoles de management (à diplôme visé) devrait intégrer SISE. La progression est lente parce qu'elle passe par des négociations bilatérales nécessairement longues et que l'entrée dans le système SISE se fait sur la base du volontariat.

En ce qui concerne la remontée SISE-diplômes (qui suppose une remontée préalable l'année précédente sous la forme SISE-Inscriptions), elle est quasi-complète pour les données portant sur les écoles d'ingénieurs en 2010. En 2008, les premières remontées des résultats aux diplômés des écoles de management via SISE ont été mises en place. Dès la première année, la quasi-totalité des écoles

utilisant le dispositif SISE pour les inscriptions ont intégré cette remontée. En 2011-2012, l'intégration devrait s'achever.

En 2010, les 4 écoles vétérinaires et l'école nationale supérieure du paysage de Versailles ont été intégrées à la demande du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche dans le dispositif SISE-inscriptions. En 2011, ces écoles devraient remonter les résultats aux diplômes qu'elles proposent via SISE.

Rénovation du dispositif SISE

Sur la base d'une étude préalable menée en 2006, la première phase de rénovation du système SISE, qui a plus de dix ans, s'est engagée en février 2007 et s'est terminée fin 2008. Celle-ci permet en fluidifiant les relations avec les établissements via une plate-forme internet de réaliser des gains de productivité tout en préservant les exigences de qualité et d'avancer le calendrier de l'activité afin de permettre une diffusion plus rapide des données recueillies. Ce nouveau système a été disponible pour comptabiliser les effectifs des étudiants dès la rentrée scolaire 2009-2010. En 2009, une seconde phase de rénovation a été lancée afin d'étendre les fonctionnalités de la première version du système rénové essentiellement sur la partie « nomenclatures ». Cette seconde version a été disponible pour les remontées 2009-2010. Une dernière phase de rénovation vient d'être lancée.

Admission Post-Bac

Le dispositif « Admission Post-Bac » permet aux jeunes qui souhaitent s'inscrire dans l'enseignement supérieur (essentiellement des élèves de terminales) de déclarer et classer leurs souhaits, aux établissements d'établir un ordre de classement des différents dossiers qui leur sont parvenus, d'affecter, en fonction des vœux des candidats et du classement des établissements, les candidats sur des formations. Les données recueillies par ce dispositif offrent un fort potentiel en termes d'exploitation statistique, qu'il s'agisse d'éclairer les choix d'orientation souhaités par les candidats et les taux de demande des filières sélectives. Elles permettent ensuite une fois que les données concernant les inscriptions administratives sont disponibles de vérifier l'adéquation avec l'orientation souhaitée. L'exploitation des données « Admission Post-Bac » au niveau national par le SIES, a commencé en 2010. La participation du service se poursuivra sur la campagne 2011 d'APB.

2.3. Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

Insertion professionnelle des diplômés du supérieur

L'insertion professionnelle des diplômés du supérieur faisant désormais partie des missions des établissements d'enseignement supérieur, des travaux de mesure et d'analyse de cette insertion professionnelle seront menés en 2010 (enquête réalisées à partir de décembre 2009, analyse des résultats à partir de mai 2010). L'enquête, opération pilote pour 2010, a vocation à devenir annuelle. Les années 2011 et 2012 seront des années de consolidation, voire d'extension du dispositif, qui porte actuellement sur les diplômés d'un DUT, d'une licence professionnelle ou d'un master au sein d'une université.

Enquête sur les stages suivis par les étudiants de l'université.

Il s'agit d'une enquête exhaustive réalisée auprès des universités, légère (il s'agit de dénombrer le nombre de stages, ventilés par cursus, durée, existence ou non d'une gratification). Le dispositif a été lancé pour la première fois en 2010. Une restitution d'information a été faite auprès des universités. L'année 2011 sera une année de consolidation, et l'enquête sera reconduite à l'identique. L'enrichissement de l'enquête sera étudié pour 2012.

Le SIES bénéficiera des investissements projetés par la DEPP en matière d'unification des identifiants d'élèves et d'étudiants (utiles pour les suivis de trajectoires et l'analyse de l'orientation), sur le cryptage des identifiants (condition indispensable pour le traitement de ce type de données), sur la géolocalisation des équipements.

3. Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
Les effectifs d'étudiants des établissements d'enseignement supérieur hors université	SIES	Les établissements d'enseignement supérieur non rattachés aux universités ont la possibilité de répondre à cette enquête en envoyant une extraction de leur système de gestion de la scolarité selon un dispositif de remontées individuelles s'apparentant à celui des remontées administratives universitaires SISE.
Le devenir des bacheliers 2008	SIES	
Exploitation de fichiers administratifs ou de collectes sous statut administratif		
SISE-Inscriptions Système d'information sur le suivi de l'étudiant	SIES	Les effectifs d'étudiants dans les universités et dans certains autres établissements d'enseignement supérieur. (informations au niveau individuel)
SISE-diplômes Système d'information sur le suivi de l'étudiant	SIES	Diplômes délivrés dans les universités (informations au niveau individuel)
Les nouveaux inscrits en première année de cursus licence	SIES	
Enquête sur les résultats au BTS	SIES	
Exploitation statistique des fichiers de bénéficiaires de bourses dans l'enseignement supérieur.	SIES	Il s'agit de dénombrer les étudiants bénéficiaires de bourses, selon l'échelon de bourse, selon la filière suivie dans l'enseignement supérieur... ; ces données peuvent également donner lieu à des simulations.
Autres travaux répétitifs		

4. Allègement de la charge statistique

Dans le supérieur, la couverture des établissements par le système 'SISE' permet de supprimer progressivement l'enquête papier auprès de ces établissements. Cependant, certains établissements répondent encore à des enquêtes agrégées « papier ». Dès la rentrée 2011, ils auront la possibilité de répondre aux enquêtes « papier » sous forme dématérialisée via un site internet sécurisé (application CIDONES).

De manière générale, les services s'efforcent de limiter les enquêtes auprès des établissements en utilisant les informations contenues dans les systèmes d'information du ministère. Les services statistiques des ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche interviennent depuis de nombreuses années lors de la conception de ces systèmes afin qu'ils intègrent bien la dimension « pilotage global » des unités (de l'établissement à l'administration centrale), autrement dit qu'ils permettent d'établir des statistiques et des indicateurs pertinents et ne se limitent pas à la gestion purement administrative de cas individuels.

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.1. Aspects « régionaux et locaux »

Elaboration d'un atlas des effectifs étudiants et d'un ensemble d'indicateurs régionaux de la Recherche et de l'Innovation. Diffusion d'indicateurs sur les universités. De nombreuses données sont diffusées par université.

5.2. Aspects « environnement et développement durable »

5.3. Aspects « évaluation des politiques publiques » :

5.4. Aspects « européens »

Définition d'indicateurs et de benchmarks faisant partie du cadre stratégique actualisé pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Le SIES est le référent de la France pour les données concernant les étudiants dans l'enseignement supérieur dans le cadre de la collecte harmonisée UOE (UNESCO, OCDE, Eurostat).

6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Nouveau panel de bacheliers	SIES		Remplacement du précédent panel	Première interrogation en 2009 auprès des bacheliers 2008 (publication des résultats en juillet 2010), deuxième interrogation en 2010 (publication des résultats 1 ^{er} trimestre 2011), troisième interrogation en 2012

7. Diffusion des travaux

Rénovation du site Web statistique, et mise en ligne de tableaux associés aux publications statistiques.

Annexe

Liste des publications diffusées en 2010

L'ÉTAT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE – n°4 – décembre 2010

REPÈRES ET RÉFÉRENCES STATISTIQUES – 26^e édition – septembre 2010

ATLAS REGIONAL Effectifs d'étudiants en 2008-2009– juin 2010

LES NOTES D'INFORMATION ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR & RECHERCHE (en 2010)

- NI 10.01 « Les étudiants inscrits dans les universités publiques françaises en 2008-2009 »
- NI 10.02 « Les étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur français : augmentation à la rentrée 2008-2009 après deux années de baisse »
- NI 10.03 « Profil des nouveaux bacheliers entrant dans les principales filières du supérieur 2000-2008) »
- NI 10.04 « Les étudiants en sections de techniciens supérieurs. Année 2009-2010 »
- NI 10.06 « Que deviennent les bacheliers après leur bac- choix d'orientation et entrée dans l'enseignement supérieur des bacheliers 2008 »
- NI 10.07 « Projections des effectifs dans l'enseignement supérieur pour les rentrées de 2010 à 2019 »
- NI 10.08 « les effectifs d'étudiants dans le supérieur en 2009 : la plus forte progression depuis 1993 »
- NI 10.09 « les étudiants inscrits dans les universités publiques françaises en 2009/2010 ».

- PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES

Tableaux statistiques - TS Résultats détaillés d'enquêtes aux niveaux national, académique ou départemental, en ligne et nouvelles parutions signalées aux abonnés

Liste des publications diffusées en 2010

SITES INTERNET SOUS LA RESPONSABILITÉ ÉDITORIALE DE LA DEPP

Sites généraux de publications

Le portail de l'Infocentre ministériel : <http://www.infocentre.education.fr>

Les publications de la DEPP et de SIES, actualités et archives :

- sur le site du ministère de l'éducation nationale, rubrique « Outils de documentation et d'information », sous-rubrique « Évaluation et statistiques », « Les publications » : <http://www.education.gouv.fr/pid132/les-publications.html> ;
- sur le site du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, rubrique « Outils », sous-rubrique « Documentation », Evaluation et statistiques : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid20303/evaluation-statistiques.html> ;

Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration
Direction centrale de la police judiciaire

1 - Exposé de synthèse

La statistique des crimes et délits, tenue par le ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales, a pour objectif de dresser un état de la criminalité et de la délinquance apparentes, portées à la connaissance des services de police et des unités de gendarmerie. Ces informations permettent aux autorités chargées de l'ordre public et de la protection des personnes et des biens de localiser et de mesurer le phénomène criminel, d'en suivre l'évolution et de mettre en place des politiques publiques propres à y faire échec.

Mis en place en 1972, le système statistique a été modernisé une première fois en 1988, puis en 1995 à la suite des travaux menés par un groupe interministériel. Il repose sur une méthodologie unique de comptage des infractions composant la nomenclature statistique. Les règles édictées dans un guide de méthodologie statistique et les contrôles hiérarchiques effectués garantissent l'homogénéité et la fiabilité de la collecte effectuée par l'ensemble des services producteurs.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} juillet 1995, ce système permet une analyse mensuelle départementale de la criminalité et de la délinquance, grâce à la transmission par voie télématique à destination des échelons centraux, des statistiques établies en ce domaine par les services territoriaux de police et de gendarmerie.

La production de ces informations sera reconduite en 2012 pour répondre aux besoins de l'ensemble des autorités.

2 - Travaux nouveaux pour 2012

2.1. - Les enquêtes vraiment « nouvelles », les enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

Néant

2.2. - Exploitations nouvelles ou renouvelées de fichiers administratifs pour 2012

- Poursuite du plan national d'enrichissement visant à améliorer la qualité et l'exhaustivité des informations alimentant la base nationale du système de traitement des infractions constatées (S.T.I.C.), source de production d'indicateurs statistiques complémentaires aux résultats statistiques issus de l'état 4001, notamment ceux concernant les victimes, les lieux de commission d'infraction, les modes opératoires ou encore les objets.

- Poursuite des travaux de finalisation des fonctionnalités statistiques du projet LRPPN (anciennement ARDOISE), dispositif destiné à remplacer les applications existantes locales (S.T.I.C.-F.C.E. et Omega) de la police nationale pour la collecte des statistiques institutionnelles 4001 et opérationnelles sur la criminalité et la délinquance.

- Mise en œuvre du nouveau système d'information mutualisé (police/gendarmerie) sur lequel s'adosseront les nouvelles applications statistiques de la police nationale avec d'une part l'application « STATISTIC 4001 », serveur qui permettra de poursuivre la production des statistiques institutionnelles de la délinquance de la police nationale (état 4001) et d'autre part l'application « STATISTIC OP » qui fournira, à partir d'une base d'informations « anonymisées » des données visant notamment : le fait (nature d'infraction), les victimes (personnes physiques et morales, profession, nationalité, âge), les objets, ainsi que les modes opératoires.

Ces nouveaux dispositifs statistiques seront appelés à remplacer les outils actuels. S'agissant de la statistique institutionnelle 4001, il n'est pas envisagé de modifier son champ d'application, son contenu

(enregistrement des crimes et délits dénoncés par les victimes aux services de police et de gendarmerie ou constatés d'initiative par ces derniers) ainsi que la nomenclature en 107 index sur laquelle elle repose depuis 1972. L'outil 4001 sera donc conservé.

2.3. - Les autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés prévus pour 2012

Néant

3 - Opérations répétitives

Opérations répétitives	Unité responsable	Observations
Enquêtes		
-Néant		
Exploitation de fichiers administratifs		
- Collecte, centralisation et exploitation des statistiques sur la criminalité et la délinquance constatées par les services de police et les unités de gendarmerie, à partir d'une transmission par voie télématique de fichiers statistiques départementaux dont la gestion est assurée informatiquement par la D.C.P.J. (service central d'étude de la délinquance).	Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration Direction Centrale de la Police Judiciaire	L'article D8 du code de procédure pénale (décret n°96.74 du 25 janvier 1996) stipule que « les services de police et les unités de gendarmerie adressent aux services relevant de la D.C.P.J. les renseignements relatifs à la délinquance et à la criminalité susceptibles d'être exploités dans un but de centralisation, de classification ou de diffusion (avis, fiches, statistiques) ».
Autres travaux répétitifs		
-Néant		

4 - Allègement de la charge statistique des entreprises

- Mobiliser davantage les sources administratives

Néant

- Alléger les enquêtes existantes

Néant

- Dématérialiser la collecte des informations

Néant

5 - Aspects particuliers du programme 2012

5.1. - Aspects « régionaux et locaux »

- Mise à jour des « tableaux économiques régionaux » : résultats statistiques 2009 sur la délinquance constatée dans les régions administratives et les départements français (destinataire : l'institut national de la statistique et des études économiques -I.N.S.E.E.-).

- Mise à jour des « tableaux de l'économie française » et de « l'annuaire statistique de la France » pour les données 2009 sur la délinquance constatée (destinataire : I.N.S.E.E.).

5.2. - Aspects « environnement et développement durable »

Néant

5.3. - Aspects «évaluation des politiques publiques »

Néant

5.4. - Aspects « européens »

Néant

6 - Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
<p>Police et Gendarmerie</p> <p>Criminalité et délinquance</p> <p>Réalisation du rapport statistique « Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France par les services de police et les unités de gendarmerie ».</p>	<p>Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration</p> <p>Direction centrale de la police judiciaire</p>	<p>en cours</p> <p>Sortie publique de l'édition 2010 prévue pour le 1^{er} semestre 2011 sur le site Internet de la documentation française rubrique des rapports publics.</p>	<p>Opération annuelle permanente depuis 1972.</p>	

7 - Diffusion des travaux**Liste des publications diffusées effectivement en 2009-2010**

Titre(s) et lien(s)	Type de diffusion selon la codification *	Enquêtes concernée(s) (intitulé et date)	Date de la diffusion	Remarques
Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France par les services de police et les unités de gendarmerie	Site internet de la documentation française	Délinquance en France	19/08/2010	

Ministère de la justice et des libertés

Sous-direction de la statistique et des études (SDSE)

1. Exposé de synthèse

Du côté de la production statistique, le système justice est en pleine refondation.

A l'heure actuelle, différentes strates se sont juxtaposées au fil du temps : mise en place de tableaux de bord locaux, remontées de fichiers détaillés, déploiements d'infocentres applicatifs... Au sein du ministère de la justice, la réflexion récente (2008) sur le schéma directeur informatique a permis de clarifier le paysage en préconisant une architecture pour les outils de nature décisionnelle reposant sur une logique de mutualisation des données au sein d'un entrepôt central. Ceci trace une nouvelle perspective pour la statistique Justice.

Ainsi, au cours des années 2011-2012, une expérimentation est menée à partir des trois applications de gestion de la chaîne pénale : Cassiopée (Chaîne Applicative Supportant le Système d'Information Orienté Procédure pénale et Enfant qui gère la procédure pénale en juridiction), APPI (Application des Peines Probation Insertion qui traite de l'application des peines prononcées) et GIDE (gestion informatique des détenus). La SDSE est impliquée sous deux aspects : l'infrastructure technique sous-jacente à l'entrepôt et l'exploitation pour l'élaboration de statistiques, avec une demande de court-terme sur le suivi de l'exécution des peines. A terme, la SDSE pourrait instruire la question du rapprochement des différents fichiers de cet entrepôt à des fins statistiques, dans le cadre réglementaire fixé par la CNIL. Ce type de démarche a vocation à se généraliser à tous les domaines de la justice et constitue une orientation stratégique forte qui guidera les travaux de production statistique sur les années 2011-2012.

Cette orientation stratégique permettra à la SDSE de se recentrer sur :

- l'extraction et l'intégration des données en sortie des logiciels de gestion pour permettre d'accroître le périmètre des informations utilisables pour l'élaboration de statistiques, avec une maîtrise accrue des traitements sur les données ;
- le développement et la création d'instruments plus élaborés comme le panel des mineurs permettant de réaliser des analyses longitudinales et non simplement transversales ;
- la poursuite et le développement d'outils permettant la connaissance des justiciables et des phénomènes sociaux comme cela a été fait avec les enquêtes auprès des justiciables.

Du côté de la diffusion, il reste à rationaliser le dispositif actuel en essayant d'alléger les travaux de prestations sur mesure et en mettant davantage de résultats en ligne.

Cet objectif tiendra compte des complémentarités liées à la mise en place de l'outil décisionnel Pharos (Pilotage HARmonisé pour l'Organisation des Services), développé dans le cadre du contrôle de gestion des juridictions, et qui permet l'accès à plusieurs restitutions riches et à un outil de « requêtage » sur les principaux indicateurs de performance ; un tel outil permet à la SDSE de se désengager de la maintenance coûteuse de tableaux de bord.

2. Travaux nouveaux pour 2012

• Enquête auprès des justiciables

Ce type d'enquêtes est un vecteur important et apprécié de mesure de la qualité du service public rendu de la justice.

La première enquête a démarré en 2006 avec une investigation auprès de 5 000 victimes de délits, dont l'affaire a fait l'objet d'une réponse pénale ; cette enquête a été reconduite en 2007 et en 2008, l'enquête 2008 a été centrée sur la prise en compte de l'intervention du juge d'instruction dans la procédure, elle a donné lieu à la rédaction de deux Infostat (« Les victimes de délits et le jugement de leur affaire, entre

satisfaction et incompréhension » , n°111, décembre 2010 ; « La satisfaction des victimes de délits suite au jugement de leur affaire : quels facteurs explicatifs ? », Infostat n° 112, février 2011). Sur l'année 2009, l'enquête a porté sur les connaissances et représentations du public sur la prison, opération menée en liaison étroite avec la Direction de l'administration pénitentiaire (enquête en population générale sur un échantillon de 3000 personnes de plus de 18 ans) ; un Infostat va paraître prochainement.

Pour l'année 2012, on va reconduire une enquête auprès des victimes de délits, mais limitée aux seuls usagers d'association d'aide aux victimes. Ensuite, on vise à explorer la satisfaction du justiciable sur le domaine civil qui n'a pas encore été couvert ; on envisage un contentieux familial, plus précisément auprès d'époux divorcés et de parents non mariés, ce qui présente l'avantage de distinguer les procédures avec représentation obligatoire (divorce) et sans représentation obligatoire (parents non mariés). Ce type d'enquête est sans doute moins facile à construire que pour les victimes de délits : il conviendrait d'interroger ici les deux parties, il faut préciser ce qui est vraiment visé comme mesure de satisfaction.

• Statistique pénale

La SDSE participe à la prise en compte des objectifs statistiques dans la nouvelle application de gestion de la chaîne pénale dite Cassiopée qui est en cours de déploiement dans les juridictions, opération qui devrait s'achever en 2012. La SDSE investit surtout dans la mise en place d'un Système d'Information Décisionnel qui mobilise les données issues de Cassiopée comme de l'application de gestion APPI et de GIDE. L'objectif est de mieux répondre aux demandes sur le fonctionnement de la chaîne pénale ; ceci permettrait notamment de suivre régulièrement le stock des peines prononcées en attente d'exécution dans les juridictions, point très sensible pour le suivi de l'activité du ministère ; au-delà on pourrait mieux anticiper l'effectif de la population accueillie dans les établissements pénitentiaires, autre centre d'intérêt fort du ministère marqué actuellement par une surpopulation carcérale. Un tel projet donne lieu à une expérimentation en 2011 et ne pourra aboutir pleinement qu'à l'horizon 2012.

• Statistique des mineurs

L'objectif principal est de maintenir un panel des mineurs portant sur une sous population des mineurs suivis de façon à développer des analyses longitudinales, comme par exemple sur le devenir judiciaire des jeunes en danger.

• Statistique civile

Pour l'essentiel, il s'agira de poursuivre la rationalisation de l'exploitation du Répertoire Général Civil pour en tirer des indicateurs trimestriels et annuels de façon à éviter des collectes auprès des juridictions et ensuite d'enrichir la diffusion des données sur un domaine d'intérêt général (divorces, litiges en prud'hommes, entreprises en difficulté, ...) ; en particulier, on visera à compléter les statistiques des tribunaux de commerce par des données issues de SIRENE sur les caractéristiques des entreprises concernées.

3. Opérations répétitives

La liste des opérations statistiques permanentes conduites au ministère de la Justice est la suivante :

• **Direction des Affaires Civiles et du Sceau** : Statistiques sur la profession d'avocat

• **Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse**

Gestion Automatisée des Mesures confiées aux Établissements du secteur public (GAME)

Statistiques des Mesures confiées au secteur associatif habilité

• **Direction de l'Administration Pénitentiaire**

Statistique mensuelle et trimestrielle sur la population pénitentiaire

Statistique d'activité des Juges d'application des peines et des services de probation et d'insertion professionnelle

• **Secrétariat Général - SDSE**

Dispositifs civils

Répertoire général civil : affaires détaillées, registres

Tableaux de bord et de suivi détaillé des affaires des cours d'appel, TGI et Conseils des Prud'hommes

Répertoire des tribunaux de commerce : affaires détaillées, registres

Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale, tribunaux, et cours régionales des pensions
 Acquisitions de la nationalité française
 Pacte Civil de Solidarité (PACS)
 Conciliateurs de Justice
 Enquêtes sur les associations de médiation civile
 Enquête électronique Éviction du conjoint violent (trimestrielle)
 Enquête électronique Activité du juge des victimes (trimestrielle)
 Enquête électronique Réparation des détentions provisoires à tort (annuelle).

Dispositifs pénaux

Cadres du Parquet
 Prototypage d'infocentre national Nouvelle Chaîne Pénale
 Casier Judiciaire National
 Répertoire de l'instruction
 Activité des associations d'aide aux victimes, d'alternatives aux poursuites et de contrôle judiciaire
 Délégués et médiateurs du Procureur
 Enquête électronique Indicateurs mensuels sur la délinquance des mineurs.

Autres dispositifs permanents

Répertoire de l'Aide Juridictionnelle
 Tableaux de bord mineurs
 Panel des Mineurs
 Activité des maisons de justice et du droit et des antennes de justice
 Enquête de satisfaction des usagers des maisons de justice et du droit
 Enquête électronique Indicateurs trimestriels d'activité (domaines civil, pénal et mineur)
 Enquête électronique Indicateurs annuels du domaine civil
 Enquête électronique Numérisation des procédures pénales (trimestrielle)
 Enquête électronique Visioconférence (mensuelle).

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet en ce qui concerne le Ministère de la justice

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.3. Aspects « évaluation des politiques publiques » :

La SDSE apporte une contribution importante à l'évaluation des politiques de justice à travers des enquêtes régulières et sa participation à des groupes de travail portant sur l'évaluation.

Parmi les enquêtes statistiques auprès des juridictions, à vocation d'évaluation on peut citer notamment :

- Enquête électronique éviction du conjoint violent (trimestrielle)
- Enquête électronique utilisation de la visioconférence pour réduire les extractions de prisonniers (mensuelle)
- Enquête électronique suivi de la délinquance des mineurs (mensuelle)

Les enquêtes d'opinion de satisfaction relève aussi de cette problématique d'évaluation (comme par exemple, l'enquête auprès des usagers des maisons de la Justice et du Droit).

Enfin, il faut signaler aussi des contributions aux groupes de travail sur l'évaluation :

- évaluation préalable de la réforme de la procédure pénale (Ministère)
- coûts, efficacité, qualité de la Justice (Conseil d'Etat)
- ressources et outils de l'évaluation préalable (interministériel).

5.4. Aspects « européens »

• Eurostat

En 2006, un plan d'action de l'Union européenne concernant *l'élaboration d'une stratégie de mesure de la délinquance et de la justice pénale* a été mis au point. Pour mettre en œuvre ce plan d'action, a été créé un *groupe de travail statistique* sur la délinquance et la justice pénale qui comprenait des représentants des systèmes statistiques des États membres. La SDSE y a représenté la France. Depuis, le ministère de la Justice participe chaque année à l'enquête de victimation dont l'Observatoire

National de la Délinquance et des Réponses Pénales (ONDRP) et l'INSEE sont à l'origine ; ces derniers participent désormais à une task force "Statistics on crime, victimisation and criminal justice" : le but de la task force est de proposer aux pays membres des variables harmonisées pour des enquêtes de victimation, d'établir des séries statistiques sur la délinquance et de suivre des études sur des types de délinquance qui intéressent la DG Justice, liberté, sécurité de la Commission européenne.

• Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe a créé une commission européenne pour l'efficacité de la Justice (CEPEJ) dont une des tâches est l'élaboration et l'exploitation d'un questionnaire adressé aux pays membres sur la justice : données statistiques et informations sur l'organisation et la procédure judiciaire. La SDSE est impliquée dans la réponse à la partie statistique du questionnaire. La dernière réponse sur les données 2008 a été publiée par la CEPEJ en octobre 2010.

6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Uniquement opérations importantes

Opérations	Unité	Prévision	Observation	Suivi
Cassiopée	SDSE	Déploiement de l'application sur le suivi du pénal. Mise en place d'un système d'information décisionnel pénal (SID pénal) en aval.	Alimentation de l'infocentre PHAROS à partir des fichiers détail. Expérimentations de SID pénal	Première version de SID pénal en 2011.
Portalis	SDSE	Projet de logiciel intégré des procédures du civil	En attente d'une décision de lancement	
Enrichissement de l'offre Internet avec des tableaux détaillés	SDSE	Définition et spécification des tableaux	Opération en cours	
Avancement de la publication des « chiffres clés de la Justice »	SDSE	Première édition précoce visée en juin	Dépend des livraisons de données non produites par la sous-direction	Difficulté à améliorer les délais en période de refonte du dispositif pénal

7. Diffusion des travaux

7.1. Direction de la Protection Judiciaire et de Jeunesse

Bilans statistiques annuels de l'activité des établissements du secteur public et des établissements et services du secteur habilité justice.

7.2. Direction de l'Administration Pénitentiaire

- Statistique mensuelle de la population détenue
- Statistique trimestrielle de la population détenue
- Chiffres-clés de l'administration pénitentiaire
- Rapport annuel de l'administration pénitentiaire (et ses "tirés à part")
- Cahiers de démographie pénitentiaire
- "Travaux et documents"

7.3. Direction des affaires civiles et du sceau

- Statistiques sur la profession d'avocat

7.4. Secrétariat Général – SDSE

Cf. annexe

ANNEXE : Publications

PARU OU À PARAÎTRE EN 2010-2011

Publications traditionnelles et sous format électronique

- Les Chiffres clés de la justice -données 2009- novembre 2010
- Les Chiffres clés de la justice -données 2010 – à paraître en novembre 2011
- L'Annuaire statistique de la justice, édition 2009-2010, séries 2004-2008, novembre 2010
- L'Annuaire statistique de la justice, édition 2011, séries 2005-2009-à paraître en novembre 2011

Infostat justice (4 pages)

- Les condamnés de 2007 en état de récidive ou de réitération (n°108, septembre 2010) ;
- Les avocats : une profession en expansion qui se féminise (n°109, octobre 2010)
- Se déclarer victime : de l'atteinte subie au dépôt de plainte (n°110, novembre 2010)
- Les victimes de délits et le jugement de leur affaire, entre satisfaction et incompréhension (n°111, décembre 2010)
- La satisfaction des victimes de délits suite au jugement de leur affaire : quels facteurs explicatifs ? (Infostat n°112, février 2011)

A paraître....

- La satisfaction des usagers fréquentant les Maisons de Justice et du Droit
- 20 ans de condamnations 1990 - 2009
- Les représentations des Français sur la prison
- Porter plainte ou pas : les facteurs explicatifs
- Les unions et leur rupture, divorces et pacs
- Bilan statistique de la loi de sauvegarde des entreprises
- Jeunesse en danger et jeunesse délinquante
- L'efficacité des peines planchers
- Réitération-récidive des crimes et délits sexuels
- La protection des majeurs...

Rapports d'étude

- L'activité des Maisons de Justice et du Droit en 2008, mars 2010 ;
- Les demandes d'éviction du conjoint violent, avril 2010 ;
- L'activité judiciaire en 2009, septembre 2010 ;
- Les condamnations pour infractions à la législation sur les étrangers, octobre 2010 ;
- L'activité des Maisons de Justice et du Droit en 2009, novembre 2010 ;

Ministère du travail, de l'emploi et de la santé
Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État
Ministère des solidarités et de la cohésion sociale
Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees)

1. Exposé de synthèse

La DREES exerce une double mission au sein des ministères sanitaires et sociaux :

- ▶ Elle éclaire le débat économique et social en produisant une information statistique régulière, en réalisant des études et en suscitant les recherches dans les domaines de la santé et de la solidarité.
- ▶ Elle éclaire la conception et la mise en œuvre des politiques publiques dans ces domaines au sein des Ministères concernés, par la production d'analyses prospectives et par le suivi et l'évaluation des résultats et des impacts économiques et sociaux des politiques menées.

Le programme de statistiques de la DREES pour 2012 s'inscrit dans cette double mission. Il s'efforce notamment d'intégrer les demandes d'analyses et de statistiques formulées par les ministres, les partenaires sociaux et par les directions de l'administration.

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1. Enquêtes vraiment nouvelles, enquêtes renouvelées et enquêtes de périodicité supérieure à un an

- **Enquête en milieu scolaire** : la refonte du système d'enquêtes de santé en milieu scolaire se poursuit avec un nouveau plan de sondage lié au renouvellement du zonage de l'éducation prioritaire et des questionnaires renouvelés. Un nouveau cycle d'enquêtes en milieu scolaire démarrera en 2012-2013, avec une enquête en grande section. Elle sera suivie d'une enquête en CM2 en 2014-2015 et d'une enquête en 3^{ème} en 2016-2017. Les enquêtes de chaque niveau scolaire seront désormais réalisées tous les 6 ans. Les enquêtes CM2 2007/08 et 3ème 2008/9 seront exploitées dans la perspective de rédiger un dossier sur la santé des enfants pour l'édition 2011-2012 de l'ouvrage « L'état de santé de la population en France ». *Demande d'avis d'opportunité.*
- **Enquête au près des bénéficiaires de minima sociaux** : En 2003 et 2006, la DREES a réalisé deux enquêtes auprès des bénéficiaires de minima sociaux dont l'objectif était de mieux caractériser leur situation sociale, leurs revenus et conditions de vie, leur insertion sociale et enfin leurs trajectoires professionnelles. Une nouvelle interrogation des **bénéficiaires de minima sociaux** aura lieu fin 2012 et portera notamment sur les conditions de vie, le niveau de vie et la consommation non arbitrable afin de traiter notamment des questions de reste-à-vivre. *Demande d'avis d'opportunité.*
- **Enquête statistique auprès des organismes complémentaire**
L'enquête annuelle auprès des trois types d'organismes offrant une assurance santé complémentaire (mutuelles, sociétés d'assurance et institution de prévoyance) sera lancée en mars 2012 et portera sur l'exercice 2011 des organismes. Cette enquête a pour objet de mieux connaître le cœur de l'offre de contrats de couverture santé individuels et collectifs des trois types d'organismes complémentaires. Cette enquête passera au comité du label de qualité statistique du CNIS en 2011. *Demande d'avis d'opportunité en juin.*
- **Enquête auprès des établissements d'hébergement pour personnes âgées** aura lieu en 2012 sur l'exercice 2011. Cette enquête (EHPA) recueille des informations sur l'activité des établissements médico-sociaux accueillant les personnes âgées, ainsi que sur le personnel qui y travaille et les personnes âgées qui y résident. Elle apporte ainsi de nombreux éléments

d'analyse sur les caractéristiques et les moyens de ces établissements (effectifs et qualifications des personnels, âge et niveau de dépendance des résidents, etc.), et comporte des questions sur le bâti (confort, accessibilité, sécurité) ainsi que sur la pathologie et la morbidité des résidents. Ses résultats sont en conséquence très attendus par l'ensemble des acteurs. Cette enquête a été lancée pour la première fois en 1985 et portait alors sur l'exercice 1984. Jusqu'en 1996, elle a été réalisée tous les deux ans et un exercice sur deux, elle comportait un volet décrivant la clientèle. Depuis 1996, elle est réalisée tous les quatre ans et comporte systématiquement un volet clientèle. La dernière enquête réalisée porte sur l'année 2007. Le questionnaire de la nouvelle enquête 2012 sera notamment adapté pour prendre en compte le mieux possible les questions de coût et de tarification, et les nouvelles formes de services et d'accueil, notamment celles spécifiques à certains types de dépendance (Alzheimer) : accueils de jour par exemple. Demande d'avis d'opportunité.

- **Enquête sur les conditions de travail** pilotée par l'INSEE et la DARES. La DREES participera à une extension du champ de cette enquête au secteur santé. Demande d'avis d'opportunité.
- **Enquête auprès des services d'aide à domicile en direction des personnes fragilisées** : une étude de faisabilité sera menée pour préciser les modalités du lancement d'une nouvelle enquête en 2012.
- **Enquête sur les urgences hospitalières** : la DREES étudiera les possibilités d'une réédition de cette enquête en 2012. *Demande d'avis d'opportunité*

2.2. Exploitations nouvelles ou rénovées de fichiers administratifs pour 2012

- Enquête auprès des établissements sociaux pour les personnes handicapées ; en 2011 sera collectée l'enquête ES-2010 auprès des établissements. Ces enquêtes exhaustives ont pour but de collecter des informations relatives à l'équipement, à l'activité et aux usagers des établissements pour adultes et pour enfants handicapés.
- Enquête auprès des établissements d'hébergement pour personnes âgées ; la prochaine enquête (EHPA-2011) sera collectée en 2012. Sa préparation aura lieu en 2011.
- Échantillon interrégimes de cotisants ; l'EIC rassemble sur un échantillon des personnes les informations sur les cotisants et les carrières auprès de tous les régimes de retraite, régimes de base ou régimes complémentaires. La prochaine collecte portera sur les informations de l'année 2009, elle se déroulera à partir du 4^{ème} trimestre 2010 et sur le premier semestre 2011.

2.3. Les autres travaux statistiques nouveaux pour 2012

A la suite des projections d'infirmières régionalisées à l'horizon 2030 et de projections de sages-femmes, la DREES poursuivra ses travaux de prospective démographique et mènera une étude de faisabilité sur **les métiers de la rééducation, en vue d'une projection en 2012**.

Le nouveau **panel national d'observation des conditions d'exercice et de pratique en médecine générale**, mis en place par la Drees en partenariat avec les ORS et URPS de trois régions (Paca, Pays de la Loire, Bourgogne), donnera lieu à deux vagues d'enquête. La première, sur l'organisation du cabinet et l'emploi du temps des médecins ; la seconde, sur la prise en charge de la santé mentale. Les vagues de 2012 porteront sur la prise en charge de la dépendance et sur la coopération entre professions de santé.

Après l'enrichissement de la SAE avec des données issues des DADS maintenant effectif, un nouveau raccourcissement des délais de mise à disposition, une réflexion est actuellement menée en vue d'une **refonte complète** (mode d'interrogation et questionnaire) de la **SAE pour la campagne 2012**. En ce qui concerne le mode d'interrogation, il s'agira d'harmoniser les unités statistiques entre secteurs public et privé en se fondant sur l'entité géographique et non plus des couples entité juridique/entité géographique et de prendre en compte les évolutions des détentions et implantations d'autorisations et des coopérations entre établissements. En ce qui concerne le questionnaire, il s'agira d'harmoniser les concepts SAE PMSI, et de concilier besoins de données d'une part et systèmes d'information d'autre part. Cette refonte permettra d'achever l'harmonisation des concepts SAE et PMSI initiée lors de la précédente refonte de 2000, et de tenir compte des nouveaux modes d'organisation et de coopération des établissements.

La DREES participe à l'élaboration d'un **système-cible pour le suivi de l'offre psychiatrique**. Ce système s'articule autour des sources suivantes :

- La SAE, qui recueille à un rythme annuel des informations simples sur les capacités, l'activité, le personnel avec une entrée par établissement. Un bordereau spécifique mis en place en 2006 constitue un "résumé" (capacité, équipement, activité, personnel) des rapports d'activité auprès des établissements de psychiatrie.
- Les rapports d'activité de psychiatrie (RAPSY), plus complets en termes de recueil.
- Le recueil de données de type PMSI avec le RIM-P, qui devrait permettre de faire le lien entre la SAE et les RAPSY (rapports d'activité de psychiatrie), par son approche plus fine de l'activité et des patients. Selon les modalités et la qualité du recueil retenues pour la généralisation, et en particulier selon l'opérationnalité du chaînage des données par patient et du recueil complémentaire de données sociodémographiques, il sera nécessaire de faire un premier bilan avant d'acter la suppression des enquêtes de type coupe transversale sur les patients pris en charge en psychiatrie.

Enfin la DRESS continuera à investir dans la mise en place d'autres sources administratives en poursuivant la rénovation de l'application Hopsy sur l'hospitalisation sous contrainte. Cette rénovation devrait permettre un suivi non seulement des mesures mais aussi des patients grâce à l'intégration d'un volet anonymisation. Les premières remontées d'informations via cette application pourraient être exploitées en 2011/2012. En attendant ces résultats, la DREES travaillera avec la Direction Générale de la Santé sur les données issues des rapports d'activité des Commissions départementales des hospitalisations psychiatriques (CDHP).

3. Opérations répétitives

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ					
SAE	Enquête administrative Annuelle	Établissements de santé publics et privés	Exhaustif	- Équipement, plateaux techniques - Activité- Personnel par établissement et par discipline	Série Études et résultats N°691 mai 2009 N°716 février 2010 Mise à disposition des résultats sur internet
Rapports d'activité des secteurs psychiatriques	Enquête administrative Annuel	Secteur de psychiatrie infanto-juvéniles et en milieu pénitentiaire	Exhaustif	- Activité - Personnel - patients	Document de travail N°70 – novembre 2007
Base nationale de RSA (PMSI)	Exploitation statistique de fichiers administratifs Annuelle	Établissements de santé publics et privés	Exhaustif	- clientèle des hôpitaux - pathologies traitées - durées de séjour - modes d'entrée/sortie	Études et résultats N°654 aout 2008 N°723 avril 2010
PROFESSIONS DE SANTÉ					
ADELI	Système d'information national sur les professionnels de santé	Professionnels de santé, du social et psychologues	Exhaustif	état civil - situation professionnelle - activités exercées	Document de travail N°144 mai 2010
Écoles de formation aux professions de santé	Enquête menée en commun avec le Ministère de l'Éducation Nationale Annuelle, DGS, DHOS, DGAS, DRASS	8 500 étudiants pour l'enquête 2001 2002	Échantillon	- Effectifs des élèves - Nombre de diplômés - Origines sociales et géographiques	Document de travail N°139, novembre 2009 N°128 janvier 2009 N°150 septembre 2010

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale	Avec le concours des observatoires régionaux de la santé (ORS) et des unions régionales de médecins libéraux (URML) et des unions régionales des caisses d'assurance maladie (URCAM) de 5 régions		Échantillon (environ 1900 médecins) Basse-Normandie Bourgogne Bretagne Pays de la Loire PACA	- cadre d'activité, - environnement professionnel - rythmes de travail, - pratiques de prise en charge	Études et résultats N°610 novembre 2007 N°649 août 2008
ÉTAT DE SANTÉ DE LA POPULATION					
Santé de la mère et de l'enfant	Exploitation des certificats de santé 8ème jour, 9ème et 24 mois Annuelle	Département	Exhaustif Échantillon pour dép. de la région parisienne	-caractéristiques socio-démographiques et médicales des enfants- profession, âge de la mère - déroulement de la grossesse et de l'accouchement	
Enquête en milieu scolaire	Examens de santé réalisés par la médecine scolaire Annuelle	Balayage successif de plusieurs classes d'âge sur un rythme triennal (bilan à 6 ans, en classe de 3ème, en CM2)	Sondage stratifié par académie	Poids et taille, pathologies chroniques, vaccination, asthme et allergies	Études et résultats N°573 mai 2007 N°632 avril 2008
Suivi des IVG	Depuis 2001, la SAE sert d'unique référence pour la série du nombre d'IVG couvrant les années 1995 et suivantes. La structure par âge des femmes ayant eu recours à une IVG est celle du PMSI. Annuelle	Établissements de santé publics et privés	Exhaustif	Nombre Structure par âge Répartition selon le mode d'intervention	Études et résultats N°624, février 2008 N°713 décembre 2009 Documents de travail Série sources et méthodes N°12, 13, 14 juin 2010
DÉPENSES DE SANTÉ ET RELATIONS AVEC L'ASSURANCE MALADIE					
Centralisation des documents comptables des établissements de santé	Exploitation des comptes administratifs et des budgets des établissements de santé. Annuelle	Établissements de santé	Échantillon		Comptes nationaux de santé n+1 n° 137, septembre 2009 N°740 septembre 2010
Enquête auprès des organismes complémentaires	Enquête annuelle	Mutuelles et de sociétés d'assurance exhaustive des institutions de prévoyance	Échantillon de mutuelles et de sociétés d'assurance exhaustive des institutions de prévoyance	-activité des opérateurs complémentaires de l'assurance maladie -population couverte -cotisations et remboursements proposés par domaine (hospitalisation, dentaire, ...).	Études et résultats N°698 août 2009 N°635 mai 2008

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
Médicament à l'hôpital	Recueil annuel	Établissements de courts séjours (MCO) de long séjour (SSR) et psychiatriques. France métropolitaine +DOM	Exhaustif	achats de médicaments par les établissements (prix et quantités) consommations réparties entre médicaments dispensés dans les unités de soins et ventes au public (rétrocession)	Études et résultats N°729 juin 2010
ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX, DE L'ACTION SOCIALE ET DES PROFESSIONS					
ES (difficulté sociale)	Enquête Quadriennale	Établissements et services pour - enfants en difficulté sociale - adultes et famille en difficulté sociale	Exhaustif (10 000 établissements et services)	- caractéristiques et activité de l'établissement - Personnel - Clientèle	Études et Résultats N°738 septembre 2010
ES (handicap)	Enquête Quadriennale	Établissements et services pour - enfants handicapés - adultes handicapés	Exhaustif (10 000 établissements et services)	- caractéristiques et activité de l'établissement - Personnel - Clientèle	Études et Résultats N°738 septembre 2010 Document de travail N°141, janvier 2010 N°148 septembre 2010
EHPA	Enquête Quadriennale	Établissements d'hébergement pour personnes âgées	Exhaustif (10 000 établissements)	- caractéristiques et activité de l'établissement - Personnel - Clientèle	Études et Résultats N°699-aout 2009 N°689 mai 2009 Document de travail N°142 janvier 2010
Enquête sur la Protection Maternelle et Infantile	Exploitation d'informations administratives transmises via les conseils généraux Annuelle	Données transmises par les Conseils Généraux DDASS	Exhaustif	- Nombre d'établissements - Place d'accueil - Personnel- Consultations- Établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans	Document de travail N°146, juin 2010 Études et Résultats N°681 février 2009 N°715 février 2010
Enquête auprès des établissements de formation aux professions sociales	Enquête annuelle	Établissements de formation, étudiants	Exhaustif	nombre d'étudiants en formation nombre de diplômes	Document de travail N°136, juin 2009 N°145 juin 2010
Bénéficiaires de l'Aide Sociale : -aux personnes âgées -aux personnes handicapées - à l'enfance Dépenses de l'aide sociale	Exploitation annuelle de formulaires normalisés transmis par les départements (Conseils Généraux) et de questionnaires remplis par les DDASS (État) Remontée administrative	Départements DDASS	Exhaustif : 100 DDASS et 100 départements	- Bénéficiaires par forme d'aide - Dépenses brutes et nettes pour les départements par forme d'aide -Personnel - suivi et évaluation des Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)	Études et Résultats N°742 octobre 2010 Document de travail N°140 décembre 2009 Études et Résultats N°682, mars 2009 N°714, janvier 2010 Document de travail N°143 avril 2010

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
Personnels des services sanitaires et sociaux	Enquête annuelle	DDASS		-	
LUTTE CONTRE L'EXCLUSION					
Base de données sur les minima sociaux	Tableaux de synthèse des gestionnaires de minima sociaux (CNAF, UNEDIC...) Semestrielle	Bénéficiaires	Exhaustif	Caractéristiques socio-démographiques (âge, sexe, situation familiale, diplôme, départements de résidence, ancienneté dans le dispositif)	Études et Résultats Annuel sur l'ensemble : N°727 mai 2010 N°744 novembre 2010
Échantillon national inter-régimes d'allocataires de minima sociaux ENIAMS	Constitution de la septième vague de à partir de l'appariement du même échantillon démographique avec les fichiers administratifs d'allocataires au 31 décembre	Allocataires ou anciennement allocataires du RMI de l'API et de l'ASS ou de l'AAH.	Échantillon	Permet d'apprécier les flux d'entrées et de sorties des quatre régimes de minimum social et les transitions entre régimes	Études et Résultats N°683 mars 2009 N°680 février 2009 N°727 mai 2010
RETRAITES					
Échantillon inter régimes de retraités EIR	Exploitation statistique et consolidation des fichiers de caisses de retraite. Enrichissement du fichier à partir des DADS, du fichier de paye de la fonction publique et du fichier UNEDIC.	Individus Générations paires entre 1910 et 1954 : la quasi-totalité des caisses	Environ 150 000 en 2004, environ 200 000 en 2008	- Montant des retraites par individu - Durée des cotisations - Age à la liquidation - Données socio-démographiques - Dernière catégorie socioprofessionnelle - Dernier salaire d'activité ou indemnité chômage	Document de travail N°100 juin 2010
Échantillon inter régimes de cotisants EIC	Exploitation statistique des données fournies par organismes gestionnaires des régimes de retraite obligatoires, l'Unedic, l'INSEE et services de l'État concernés	Individus nés entre le 1er et 12 octobre 1934 ou entre le 1er et le 10 octobre des années 1938, 1942, 1946, 1950, 1954, 1958, 1962, 1966, 1970, 1974	Échantillon de cotisants	- données socio-démographiques - situation d'activité et conditions d'emploi, durée de carrière, durée d'affiliation, montant des droits acquis...	Document de travail N°538 novembre 2006 Études et résultats n°40-mai 2005 n°558-février 2007
Suivi des bénéficiaires du minimum vieillesse	Exploitation statistique des fichiers d'allocataires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse des caisses de retraite concernées	Allocataires	Exhaustif pour 12 caisses d'assurance vieillesse représentant 90% du total	- Sexe - Age - État matrimonial - Nationalité - Département de résidence	Études et résultats N°631 avril 2008 Document de travail N°129 mars 2009 N°121 mars 2008

INTITULÉ	NATURE DEL'INVESTIGATION ET PÉRIODICITÉ	UNITÉ(S) OBSERVÉE(S)	CHAMP	PRINCIPALE(S) VARIABLES	DERNIÈRES PUBLICATIONS
Épargne retraite Informations statistiques agrégées portant sur les souscripteurs, les cotisations et les rentes versées.	Système d'information statistique obligatoire. Données recueillies auprès des sociétés de gestion en épargne salariale, des sociétés d'assurance, des mutuelles et d'institutions de prévoyance	Données agrégées	France entière	Informations statistiques agrégées portant sur les souscripteurs, les cotisations et les rentes versées.	Études et Résultats N°685 avril 2009 N°626, février 2008
Enquête annuelle auprès des caisses de retraites	Exploitation statistique de données administratives		Quasi-totalité du champ des retraités : onze régimes de base et cinq complémentaires		Document de travail N°86 mars 2009 Études et Résultats N°722 avril 2010
FAMILLE, HANDICAP, DEPENDANCE					
Bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la prestation compensatrice du handicap (PCH) + données agrégées sur les bénéficiaires de l'aide ménagère	Exploitation statistique de remontées d'informations des conseils généraux et des caisses de retraite	Département	France entière	Décisions d'attribution de la prestation - Nombre de bénéficiaires - Caractéristiques socio-démographiques des bénéficiaires - Montant moyen de la prestation + attribution d'une aide ménagère	Études et Résultats N°690 mai 2009 N°710 novembre 2009 Mise à disposition des résultats sur internet
Département « méthodes et systèmes d'information »					
FINISS Fichier national des établissements sanitaires et sociaux	Répertoire des structures autorisées à installer des équipements sanitaires ou sociaux (Entité Juridique) et des lieux dans lesquels sont installés ces équipements et s'exercent les activités de soins ou de service social correspondant (Établissement).	Établissements sanitaires et sociaux	Exhaustif	Type d'établissement Catégorie Discipline Capacité Tarif Participation au service public hospitalier	En consultation internet
Sous-Direction « Synthèse, Etudes Economiques et Evaluation					
Les comptes de la protection sociale en 2007	Fiches thématiques - Vue d'ensemble	Les prestations de protection sociale perçues par les ménages Les ressources (hors transferts) de l'ensemble des régimes de protection sociale	Exhaustif		Études et résultats n° 134, mai 2009

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Néant

5. Aspects particuliers du programme 2008

5.1 Aspects « Territoires »

La DREES et l'IRDES, au travers d'une convention pluriannuelle d'objectif (2011-2013) poursuivront leurs travaux sur les distances d'accès aux soins - hospitaliers et de ville - en temps et en kilomètres et développeront des approches complémentaires mêlant distances d'accès et densité de professionnels. Des analyses approfondies seront réalisées à partir de l'enquête Santé et protection sociale (ESPS) sur les déterminants de l'accès aux soins, tant du côté des patients que de celui de l'offre de soins, ou encore des caractéristiques du territoire. L'objectif est de mettre à disposition des ARS de véritables outils au service des politiques régionales de santé. L'évaluation des Schémas Régionaux d'Organisation des Soins (SROS) constitue la première démarche à laquelle ces travaux pourront contribuer au niveau régional dès 2012.

5.2 Aspects « environnement et développement durable »

Néant

5.3. Aspects « évaluation des politiques publiques »

La DREES est fortement engagée dans les évaluations de politiques publiques. En 2012, les travaux d'études porteront sur l'évaluation du RSA à partir d'une enquête de la DARES menées en 2011.

5.4. Aspects « européens »

La DREES poursuivra la préparation de la prochaine enquête de santé européenne de 2014, à la fois en négociant le règlement communautaire qui sera adopté fin 2012 en participant aux différents groupes de travail Eurostat et en travaillant avec l'IRDES à la refonte de leur enquête *Santé et protection sociale* pour qu'elle puisse devenir le support qui permettra à la France de répondre à un rythme quinquennal à la demande européenne.

6. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Enquête Handicap-incapacité-dépendance santé	DREES	Collecte 2013	Collecte de l'enquête européenne	
Enquête sur les liens entre santé, conditions de travail et parcours professionnels (SIP, deuxième vague)	DREES	Collecte 2010		Collecte réalisée au dernier trimestre 2010
Enquête nationale périnatale	DREES	Collecte 2009	Report 2010	L'enquête nationale périnatale 2010 a concerné toutes les naissances ayant eu lieu pendant la semaine du 15 au 21 mars 2010
Enrichissement enquête assurance maladie complémentaire	DREES	Collecte 2010	Report 2011	Passage en opportunité et au label en 2011
Effectifs et revenus des professionnels de santé	DREES	Collecte 2009	Disponibilité des données en 2011	Poursuite des travaux d'expertise des DADS
Rénovation de la collecte RAPSY	DREES	Collecte second semestre 2009	Disponibilité des données : deuxième trimestre 2011	
Enquête ENEIS	DREES	2009 puis 2013	Disponibilité des données en 2010	Premiers résultats + études associées présentées lors du colloque du 24/11/2010
Enquête modes de garde	DREES	2012		

Échantillon interrégime de cotisants (EIC)	DREES	Collecte en 2010 et 2011	Disponibilité des données en 2012	
Échantillon interrégime de retraités (EIR)	DREES	Collecte en 2012	Disponibilité des données en 2014	

7. Diffusion des travaux

Les **Dossiers solidarité santé** réunissaient jusqu'en 2006 des articles portant principalement sur les grands thèmes de la santé et de l'action sociale. Ces dossiers sont diffusés à la Documentation Française.

Depuis 2007, les articles sont publiés séparément les uns des autres et uniquement diffusés sur Internet. Tout comme les dossiers, ces articles sont essentiellement axés sur la présentation et l'analyse des résultats des enquêtes suivies par la DREES.

Articles

N° 18 - février 2011, **La vie en établissement d'hébergement pour personnes âgées du point de vue des résidents et de leurs proches** - DREES

N° 17- novembre 2010, **Les événements indésirables graves associés aux soins observés dans les établissements de santé**

Philippe MICHEL 1, Christelle MINODIER 2, Monique LATHÉLIZE 1, Céline MOTY-MONNEREAU 2, Sandrine DOMEQ 1, Mylène CHALEIX 2, Marion IZOTTE-KRET 1, Régine BRU-SONNET 1, Jean-Luc QUENON 1, Lucile OLIER 2 - 1 - Comité de coordination de l'évaluation clinique et de la qualité en Aquitaine (CCECQA) - 2 - DREES

N° 16 - juillet 2010, **Les impacts de la T2A sur les modes d'organisation et de fonctionnement des établissements de santé**

Michel PEPIN et Jean-Claude MOISDON - CGS École des Mines

N°15 - mai 2010 , **L'emploi du temps des médecins libéraux**

Julie MICHEAU et Éric MOLIÈRE

N°14 - janvier 2010 - **Parcours professionnels et état de santé**

Marlène Bahu, Thomas Coutrot, Jean-Baptiste Herbet, Catherine Mermillod et Corinne Rouxel

Document de travail

Les documents de travail se décomposent en trois collections. La collection « Études » présentent les premiers résultats d'enquêtes de travaux d'études préliminaires. La collection « Statistiques » se compose de séries longues, de résultats complets d'enquêtes, de documents méthodologiques. La collection « Sources et méthodes » présente la documentation des enquêtes et les travaux de méthode.

Série Études et recherche

N°103 - décembre 2010, **Profils individuels des revenus d'activité au cours de la carrière**

Patrick Aubert et Cindy Duc

N°102- décembre 2010, **Le modèle PROMESS : Projection « méso » des âges de cessation d'emploi et de départ à la retraite**

Patrick Aubert, Cindy Duc et Bruno Ducoudré

N°101- novembre 2010, **La profession infirmière : Situation démographique et trajectoires professionnelles**

Muriel Barlet et Marie Cavillon

N°100-juin 2010, **La mortalité différentielle des retraités**

Patrick Aubert et Virginie Christel Andrieux

N°99-mai 2010 **La retraite supplémentaire facultative en France : panorama statistique**

Patrick Aubert

N°98-mai 2010 **Activité et emplois du temps des médecins libéraux**

Julie Micheau, Éric Molière - Plein SENS

N° 97 - mai 2010 **Les impacts de la T2A sur les modes d'organisation et de fonctionnement des établissements de santé**

Jean-Claude Moisdon, Michel Pépin

N° 96 - mai 2010 **Santé et itinéraires professionnels des moins de 35 ans : insertion, apprentissage et construction identitaires**

Sandrine Caroly et Céline Cholez

N°95 - mai 2010 **Rapport subjectif au travail : Sens des trajets professionnels et construction de la santé.**
Rapport final -

Marie-Pierre GUIHO-BAILLY, Chantal BERTIN, Jean-Yves DUBRE, Nicole LANCIEN, Jocelyne MACHEFER, Denise PARENT - LEEST

Série Statistiques

N°150- **La formation aux professions de la santé en 2009**

Steve JAKOUBOVITCH

N°149 septembre 2010- **Comptes nationaux de la santé**

Annie FENINA, Marie-Anne LE GARREC et Malik KOUBI

N° 148 septembre 2010, **Établissements et services pour enfants et adolescents handicapés** - Résultats de l'enquête ES 2006 et séries chronologiques 1995 à 2006

Yara MAKDESSI et Luc MASSON avec la collaboration d'Alice MAINGUENÉ

N°147 juillet 2010 , **Les comptes de la protection sociale en 2008**

Alexandre BOURGEOIS, Emmanuel CAICEDO, Michel DUEE, Nadine LEBOURG, Pascale LEVREY, Amina YANAT-IRFANE, Guillaume DELAUTRE et Marie HENNIION-AOURIRI

N°146 juin 2010, **L'offre d'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans en 2008** Guillaume BAILLEAU

N°145 juin 2010, **La formation aux professions sociales en 2007** Pascale GRENAT

N°144 mai 2010 , **Les professions de santé au 1er janvier 2010** Daniel SICART

N°143, avril 2010 , **Dépenses d'aide sociale départementale en 2008** Élise CLÉMENT

N° 142, janvier 2010, **Les établissements d'hébergement pour personnes âgées - Activité, personnel et clientèle au 31 décembre 2007** Jacqueline PERRIN-HAYNES

N°141, janvier 2010 , **Établissements et services pour adultes handicapés**

résultats de l'enquête ES 2006 et séries chronologiques 1995 à 2006 - Tome 1 et Tome 2

Yara Makdessi avec la collaboration d'Alice Mainguéné

Série Sources et méthodes

N° 17, octobre 2010 **Calage sur marges de la base des cliniques privées pour améliorer l'estimation de la situation économique** Johanne AUDE

N°16, juillet 2010 **Les revenus libéraux des professionnels de santé** Vanessa BELLAMY et Hélène FRECHOU

N°15, juillet 2010 **Durée de perception de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA)** Clotilde DEBOUT

N°14, juin 2010 **Les certificats de santé de l'enfant au 24e mois (CS24)** - Validités 2006 et 2007

Marc COLLET et Annick VILAIN

N°13, juin 2010 **Les certificats de santé de l'enfant au 9e mois (CS9)** - Validités 2006 et 2007

Marc COLLET et Annick VILAIN

N°12, juin 2010 **Les certificats de santé de l'enfant au 8e jour (CS8)** - Validités 2006 et 2007

Marc COLLET et Annick VILAIN

N°11, juin 2010 **Échantillonnage, apurements et redressement de la non réponse dans l'enquête IAD**

Rémy MARQUIER

N°10, mai 2010 **L'enquête sur le recours au spécialiste en médecine de ville en 2007**
Marie GOUYON

N°9, janvier 2010 **Mesurer statistiquement la dépression : enjeux et limites**
Thomas MORIN

Études et Résultats Hebdomadaire Diffusion gratuite à la DREES

N°744 - novembre 2010, **Les bénéficiaires du RSA fin juin 2010**

Arnaud PÉRIGORD - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) - Stéphane DONNÉ et Françoise MATHIEU - CNAF

N° 743 – novembre 2010, **Les établissements hébergeant des enfants et des adolescents en difficulté sociale**

Thierry MAINAUD - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°742 - octobre 2010, **Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2009**

Guillaume BAILLEAU et Françoise TRESPEUX - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°741 - octobre 2010, **Les activités des aides à domicile en 2008**

Rémy MARQUIER - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°740, septembre 2010

La rentabilité des cliniques privées à but lucratif diminue en 2008

Johanne AUDE - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°739, septembre 2010

Les services de soins infirmiers à domicile en 2008

Dominique BERTRAND - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°738, septembre 2010

Les établissements accueillant des adultes et des familles en difficulté sociale

Thierry MAINAUD - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°737, septembre 2010

La santé des enfants en grande section de maternelle en 2005-2006

Nathalie GUIGNON, Marc COLLET, Lucie GONZALEZ - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) - avec la collaboration de Thibaut DE SAINT POL - (DEPP) - Jean-Paul GUTHMANN, Laure FONTENEAU - Institut de veille sanitaire (InVS) pour la partie vaccination

N°736, septembre 2010

Les Comptes nationaux de la santé en 2009

Annie FENINA, Marie-Anne LE GARREC et Malik KOUBI - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°735, juillet 2010

Les revenus libéraux des médecins en 2007 et 2008

Aboubacar SIDIBE - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°734, juillet 2010

Les débuts de carrière des diplômés des professions sociales

Aboubacar SIDIBE - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°733, juillet 2010

Les comptes de la protection sociale en 2008

Emmanuel CAICEDO - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°732, juillet 2010

Les modes d'organisations des crèches collectives et les métiers de la petite enfance

Julie MICHEAU, Éric MOLIERE et Sophie OHNHEISER (Plein-Sens), avec la collaboration de Joëlle CHAZAL (DREES)

N°731, juin 2010

Santé physique et psychique des médecins généralistes

Pascale DESPRÈS et Isabelle GRIMBERT - ORS Basse-Normandie - Bernadette LEMERY et Caroline BONNET - ORS Bourgogne - Catherine AUBRY et Carole COLIN - URML Bourgogne - Avec la collaboration d'Alexis MONTAUT - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°730, juin 2010

Caractéristiques sociodémographiques et ressources des bénéficiaires et nouveaux bénéficiaires de l'APA

Clotilde DEBOUT - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°729, juin 2010

Les dépenses de médicaments remboursables en ville en 2008

THAO KHAMSING Willy - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) - avec la collaboration de Blandine JUILLARD-CONDAT - CHU de Toulouse

N°728, juin 2010

Les intervenantes au domicile des personnes fragilisées en 2008

Rémy MARQUIER - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°727, mai 2010

Les allocataires de minima sociaux en 2008

Sandrine MATHERN, avec la collaboration de Sandrine MICHEAUX - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°726, mai 2010

L'activité des mères de jeunes enfants depuis la mise en place du complément de libre choix

Sévane ANANIAN - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°725, mai 2010

Les prestations familiales et de logement en 2008

Solveig VANOVERMEIR avec la participation de Marie-Cécile CAZENAVE - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°724, avril 2010

La durée de perception de l'APA : 4 ans en moyenne

Clotilde DEBOUT - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°723, avril 2010

Les fractures du col du fémur en France entre 1998 et 2007 : quel impact du vieillissement ?

Philippe OBERLIN* et Marie-Claude MOUQUET** - * Centre hospitalier, Villeneuve Saint Georges - ** Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°722, avril 2010

Les retraités et les retraites en 2008

Patrick AUBERT, Nadine BARTHÉLÉMY, Virginie CHRISTEL, Bruno DUCOUDRÉ et Charline LABORDE - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°721, mars 2010

Les fonds d'aide aux jeunes : une aide départementale de dernier recours pour les 18 à 25 ans

Éric RENARD - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

N°720, février 2010

Les affectations des étudiants en médecine à l'issue des épreuves classantes nationales en 2009

Laurent FAUVET

N°719, février 2010

Conditions d'attribution des agréments des assistants maternels

Héloïse PILLAYRE et Isabelle ROBERT-BOBÉE

N°718, février 2010

Une approche de l'autonomie chez les adultes et les personnes âgées

Séverine DOS SANTOS et Yara MAKDESSI

N°717, février 2010

Santé et recours aux soins des femmes et des hommes

Alexis Montaut

N°716, février 2010

L'activité des établissements de santé en 2008 en hospitalisation complète et partielle

Séverine Arnault, Franck Evain, Élodie Kranklader et Isabelle Leroux, DREES

N°715, février 2010

L'offre d'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans en 2008

Guillaume Bailleau, DREES

N°714, janvier 2010

les dépenses d'aide sociale départementale en 2008

Élise Clément, DREES

Revue française des Affaires sociales

La RFAS est une revue thématique trimestrielle pluridisciplinaire dans le champ de la santé et des politiques de solidarité (voir les recommandations aux auteurs).

La revue est en vente à la Documentation Française.

- Handicap psychique et vie quotidienne
- Dossier thématique sur la santé des jeunes de 16 à 25
- La situation financière des organismes complémentaires assurant une couverture santé Rapport 2009

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 2009-2013

Opérations	Unité	Prévision	Observations	Suivi
Enquête Handicap-incapacité-dépendance santé	DREES	Collecte 2013	Collecte de l'enquête européenne	
Enquête sur les liens entre santé, conditions de travail et parcours professionnels (SIP, deuxième vague)	DREES	Collecte 2010		Collecte 2010
Enquête nationale périnatale	DREES	Collecte 2009	Report 2010	Collecte 2010
Enrichissement enquête assurance maladie complémentaire	DREES	Collecte 2010	Report 2011	
Effectifs et revenus des professionnels de santé	DREES	Collecte 2009	Disponibilité des données en 2010	Poursuite des travaux d'expertise des DADS
Rénovation de la collecte RAPSY	DREES	Collecte second semestre 2009	Disponibilité des données : deuxième trimestre 2010	
Enquête ENEIS	DREES	2009 puis 2013	Disponibilité des données en 2010	
Enquête modes de garde	DREES	2012		
Échantillon interrégime de cotisants (EIC)	DREES	Collecte en 2010 et 2011	Disponibilité des données en 2012	
Échantillon interrégime de retraités (EIR)	DREES	Collecte en 2012	Disponibilité des données en 2014	

Mutualité sociale agricole

1. Exposé de synthèse

Les travaux d'études et de nature statistique de la MSA s'inscrivent dans le cadre des Conventions d'objectifs et de gestion passées entre l'Etat et la CCMSA.

La direction des Etudes, des Répertoires et des Statistiques de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA) produit, valide et met à disposition les statistiques du régime agricole. Ces statistiques font partie des éléments justificatifs financiers détaillés des recettes et des dépenses que doit fournir à sa tutelle la MSA en tant que gestionnaire d'un service public. Elles permettent également la réalisation de simulations nécessaires à l'évaluation de l'impact de mesures nouvelles économiques ou sociales.

La direction gère également l'Observatoire Économique et Social (OES) qui valorise les informations statistiques dans le domaine économique et social. Celui-ci couvre quatre champs de connaissances : santé, retraite, famille et économie agricole.

Elle gère également, en lien avec d'autres directions de la CCMSA, notamment la direction de la santé, l'observatoire des risques professionnels. Elle contribue aux enquêtes médico-économiques relatives au contrôle médical et dentaire.

2. Travaux nouveaux pour 2012

2.1. Enquêtes ou fichiers nouveaux

• Domaine Santé

La MSA est associée aux projets d'enquêtes, de fichiers, ou d'échantillon concernant l'inter-régime ou mise en œuvre par l'inter-régime notamment dans le domaine de l'assurance-maladie.

Un nouveau système d'information national destiné à remplacer les enquêtes ad hoc sur le contrôle médical et dentaire est en développement (en attente d'accord CNIL).

La MSA mettra en place un relevé d'observations anonymisées, pour suivre l'expérimentation de délégation de tâches médecins / infirmières.

• Domaine Famille

Le suivi des bénéficiaires du rSa a conduit à organiser un flux statistique complémentaire au flux SISPREFAL, à fréquence mensuelle. En parallèle, une étude est menée pour la mensualisation du flux SISPREFAL qui porte sur l'ensemble des prestations du domaine famille (prestations familiales, prestations logement et prestations solidarité) dont la fréquence est semestrielle.

Pour permettre le suivi du parcours professionnel dans l'emploi des bénéficiaires du rSa (avant et après rSa) demandé par la DARES, la DERS envisage de réaliser un appariement des données des bénéficiaires du rSa avec celles des cotisants du régime agricole (sous réserve d'un accord de la CNIL)

• Domaine Retraite

Dans le domaine retraite, la refonte de la gestion des carrières pour les caisses départementales entraîne la suppression de la base locale au profit d'une gestion partagée CCMSA et CCMSA et un entrepôt statistique unique répondant aux besoins régionaux et nationaux.

Afin de réaliser le suivi statistique des bénéficiaires du cumul emploi/retraite défini dans la circulaire DSS/3A/2009/45 du 10 février 2009, la DERS envisage de rapprocher en 2011 les données de la base statistique des retraités avec celle des cotisants du régime agricole (sous réserve d'un accord de la CNIL).

• Domaine Economie agricole

Les éléments concernant les assiettes et cotisations conventionnelles vont être ajoutés aux deux flux d'information sur les cotisants non salariés (SIERA) et salariés (SISAL) afin de répondre aux nouvelles obligations créés par l'article L723-12-13-2 du code rural. Dans ce dernier flux, le suivi des conventions collectives s'appliquant à chaque contrat de travail sera introduit. Ces opérations de maintenance auront lieu courant 2011. Les dispositions de ce même article L723-12-3 devraient également permettre d'améliorer le suivi des parcours professionnels agricoles.

3. Opérations répétitives

Les travaux répétitifs des directions de la CCMSA concernent la fourniture d'informations sur le régime agricole :

- les prestations et les patients couverts,
- les prestations vieillesse et les effectifs de retraités, y compris retraite complémentaire des non-salariés agricoles,
- les prestations familiales, de logement et les minima sociaux ainsi que les allocataires et bénéficiaires,
- les dépenses d'accidents du travail et les effectifs accidentés,
- les employeurs et les salariés du régime agricole : évolution des effectifs, des assiettes, et des cotisations,
- les non salariés du régime agricole : évolution des effectifs, nouveaux installés, assiettes et cotisations.

La CCMSA participe également à différentes opérations dans le cadre de l'inter-régime, notamment à la fourniture des données sur les prestations maladie pour le SNIIRAM, des échantillons inter-régime (EPIBAM, EIC, EIR, ENIAMS), de l'enquête santé et protection sociales (ESPS) et des enquêtes ponctuelles de l'IRDES, de l'InVS et de la DREES.

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 20092010
Services publics et services aux publics MALADIE	- RAAMSES système d'information des prestations maladie	Paiement des prestations maladie par les CMSA et les autres assureurs	exhaustif	mensuel	Organisme assureur, branche, risque Informations sur : les prestations par types d'actes et spécialité de praticien .le dénombrement des malades et leur consommation par grands agrégats .données relatives au dispositif « parcours de soins », aux filières de soins les accidents du travail et les soins et rentes en découlant .les prestations résultant d'hospitalisation en établissements privés . le codage des actes de biologie, de pharmacie, de la CCAM et LPP	Tableaux de bord mensuel Tableaux de suivi des Objectifs quantifiés nationaux par profession de santé, de l'ONDAM et des dépenses déléguées Statistiques mensuelles Synthèses Etudes Transmission aux caisses et organismes d'informations nécessaires à la gestion du risque, aux travaux des URCAM et des ARH - Participation à l'enquête Santé et protection sociale ' (ESPS) et aux enquêtes ponctuelles de l'IRDES et de la DREES - Consommation de médicaments de la population agricole	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 20092010
	ETAPRO -: Dénombrement de la population protégée AMEXA	Assurés, ayants droit	exhaustif	Annuelle	Organisme assureur Branche Ouvrant droit Ayant droit	Transmission d'informations nécessaires à la Direction de la Sécurité Sociale, à la commission de compensation démographique Annuaire statistique population (résultats nationaux et départementaux) Publication Chiffres Utiles Synthèses Outil de restitution « Synthèse de production »	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche
	CMU complémentaire	Assurés, ayants droit	exhaustif	Mensuelle	Dénombrements des bénéficiaires	Transmission au Fonds CMUC Tableaux de bord	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche
	PATHO - Pathologies des bénéficiaires du régime agricole	Pathologie ouvrant droit à exonération	exhaustif	Mensuelle	n°AID, code CIM de la pathologie, caractéristiques bénéficiaire, dates de début et fin d'exonération.	Tableau de bord des ALD, transmission de données INCa, InVS, FNORS	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 20092010
VIEILLESSE	- SIVA : Système d'information des prestations vieillesse agricole des Salariés des Non Salariés	Paiement des prestations vieillesse par les MSA	exhaustif	Trimestrielle	Bénéficiaire Gestion des droits Base de paiement Montants	États trimestriels États annuels Annuaire statistiques : - résultats nationaux - résultats départementaux Synthèse Études Observatoire des retraites agricoles : ODRA Tableaux de suivi des retraites (DREES) Échantillon interrégimes de retraités (DREES) Échantillon inter régimes de cotisants (DREES) Compensation démographique Justificatifs statistiques des paiements de prestations non contributives (FSV) Tableaux de bord trimestriels	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche Refonte du système d'information retraites et carrières

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 20092010
FAMILLE	SISPREFAL Système statistique d'information des prestations familiales et de logement des salariés et des non salariés agricoles	Droits aux prestations familiales et de logement dans le semestre.	exhaustif	Semestrielle	Allocataire Logement Prestations Bénéficiaires Ressources	États semestriels États annuels Annuaire statistique : -Résultats nationaux -Résultats départementaux Synthèses SID Famille	Maintenance en fonction des évolutions législatives de la branche Changement de périodicité (mensuelle)
	Fichier rSa	Bénéficiaires du rSa	exhaustif	mensuelle	Allocataires Prestations Bénéficiaires Ressources	Bilan - Ministère des solidarités et de la cohésion sociale	

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 20092010
ACCIDENTS DU TRAVAIL	SIMPAT : Système d'information des maladies professionnelles et des accidents du travail des salariés agricoles.	Paiement des prestations AT par les MSA Causes et circonstances des accidents.	Exhaustif	Trimestrielle	Organisme Employeur Victime Accident Rente	États trimestriels et annuels Annuaire statistique Statistiques internationales : - des accidents du travail - des maladies professionnelles Synthèses (BIT) SID AT	Maintenance en fonction des évolutions législatives
	OREADE : Système d'information des maladies professionnelles et des accidents du travail des non salariés agricoles.	Causes et circonstances des accidents.	Exhaustif	Trimestrielle	Organisme Victime Accident Rente	États trimestriels et annuels Annuaire statistique SID ATEXA	Maintenance en fonction des évolutions législatives
	SEAXA : Système d'information des personnes affiliées à l'assurance accidents du travail des exploitants agricoles (ATEXA)	Affilié	Exhaustif	Trimestrielle	Assureur Statut Catégorie de risque	États annuels Annuaire statistique SID ATEXA	Maintenance en fonction des évolutions législatives
	Enquête accidents mortels du travail Régime des salariés et des non salariés agricoles	-	Exhaustif	Un questionnaire est complété par les MSA pour chaque accident mortel	Victime Accident	Synthèse SID ATEXA	

Intitulé	Nature du système d'information	Unité(s) observée(s)	Champ	Périodicité	Principale(s) variable (s)	Publications Diffusion	Évolution 20092010
ACTIVITE SALARIEE	SISAL : Système d'information des salariés agricoles.	Emission de cotisations et contributions sociales.	Exhaustif	Trimestrielle	Employeurs Effectifs cotisants Entreprises, établissements, activités, salariés, contrats de travail, déclarations de main d'œuvre, cotisations et contributions sociales ou conventionnelles	États récapitulatifs trimestriels États récapitulatifs annuels Annuaire statistiques : - résultats nationaux - résultats départementaux Synthèses et études de l'emploi agricole Observatoire de l'emploi agricole UNEDIC : Fichier trimestriel et annuel des cotisants UNEDIC Ministère de l'agriculture : tableaux de bord trimestriel et annuel de l'emploi agricole	Maintenance en fonction des évolutions législatives portant sur les chrges sociales Ajout des cotisations conventionnelles dans les flux d'information, ainsi que des conventions collectives s'appliquant aux salariés
ACTIVITE SALARIEE NON	Réseau trois branches SIERA	Assiettes, Cotisations cotisants et Entreprises	Cotisants actifs	Annuelle	Chef d'exploitation Exploitation Assiette Cotisations Ventilations des cotisations, des assiettes des cotisants pour les cotisations légales et conventionnelles	Études financières Observatoire des cotisants non-salariés COTAGRI États récapitulatifs annuels Annuaire statistiques : - résultats nationaux - résultats départementaux Tableaux de bord de l'emploi non salarié agricole	Maintenance en fonction des évolutions législatives Ajout des cotisations conventionnelles
	Suivi des installations en agriculture	Exploitants agricoles assujettis par la MSA	Exhaustif	+Enquête complémentaire à la demande des MSA	Caractéristiques de l'exploitant et de l'exploitation Stratégie d'adaptation Conditions de l'installation		Extension au suivi de l'installation des chefs d'entreprises agricoles (Paysagistes, centres équestres, Entreprises de travaux agricoles...)

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Sans objet

5. Aspects particuliers du programme 2012

5.1 Aspects « territoires »

L'Observatoire Économique et Social (OES) et les tableaux de bord de la MSA fournissent des données au niveau cantonal, départemental ou régional. La diffusion des données est conforme au respect des obligations relatif au secret statistique.

5.2 Aspects « environnement et développement durable »

La DERS favorise les publications sur support électronique.

5.3 Aspects « évaluation des politiques publiques »

Les travaux statistiques de la DERS permettent à l'ensemble des acteurs concernés de disposer de données fiables et validées pour alimenter la réflexion sur la protection sociale agricole et son évolution. Ils contribuent à un suivi de la dépense entrant dans le champs de l'ONDAM, à une meilleure orientation de la gestion du risque et à l'évaluation des actions de maîtrise médicalisée.

Ils répondent aux besoins statistiques des partenaires sociaux et des pouvoirs publics concernant l'emploi agricole (salarié et non salarié) et le recours aux dispositifs d'acquisition de droits retraites.

5.4 Aspects « européens »

Néant

6. Diffusion des travaux

Dans un souci de valorisation de la production de statistique, de prévision et simulation et d'études, la DERS réalise des publications régulières et des études approfondies sur les populations agricoles, les prestations et les cotisations (retraités, actifs agricoles, personnes âgées...). Une réorganisation de ces publications est en cours actuellement afin d'améliorer la fréquence et d'élargir les domaines couverts.

Liste des publications 2009-2010

■ Economie de la santé

- Tableau de bord de l'assurance maladie mensuel de janvier à novembre 2009
- Tableaux de bord de l'assurance maladie de décembre 2008 à septembre 2009
- Statistiques mensuelles maladie de janvier à décembre 2009
- Statistiques mensuelles maladie de janvier 2009 à septembre 2009
- Les personnes inscrites au RNIAM en 2009 – données trimestrielles -
- Les personnes protégées en maladie aux régimes des salariés et des non-salariés en 2008
- Les personnes inscrites au RNIAM au 2 janvier 2009 : +0,1% de progression par rapport au 4 janvier 2008
- Les personnes inscrites au RNIAM au 2 octobre 2008 : 3,6 millions de personnes protégées en maladie au régime agricole
- Les personnes inscrites au RNIAM au 2 juillet 2008 : 3,4 millions de personnes protégées en maladie au régime agricole (hors GAMEX).
- Les ALD au régime agricole : incidence 2007 et prévalence au 31 décembre 2007.
- Evaluation de l'action bilan bucco-dentaire des personnes de 65 ans au régime agricole
- Des dépenses de soins de ville toujours modérées en octobre 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Des dépenses de soins de ville stables et des indemnités journalières dont la progression ralentit en septembre 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.

- Pas encore d'impact épidémique sur les dépenses de soins de ville en août 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Croissance modérée de 0,2 % des dépenses de soins de ville en juillet 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Léger rebond de + 0,6 % des remboursements des soins de ville en juin 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Croissance modérée de + 0,4 % des remboursements des soins de ville en mai 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Baisse de 0,5% des remboursements des soins de ville en avril 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Baisse de 0,6% des remboursements des soins de ville en mars 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Stabilité des remboursements des soins de ville en février 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Baisse de 0,4% des remboursements des soins de ville en janvier 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Progression modérée des remboursements des soins de ville en décembre 2008 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Augmentation de 0,1% des remboursements des soins de ville en novembre 2008 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Légère reprise des remboursements des soins de ville du régime agricole au troisième trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent (données CVS-CJO)
- Baisse des remboursements des soins de ville au régime agricole au premier trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent (données CVS-CJO).
- En 2008, 575 000 patients ont atteint le plafond annuel des franchises médicales au régime agricole, soit 20 %des patients soumis à la franchise.
- Les décès des salariés agricoles suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle en 2006, 2007 et 2008. Données nationales.
- Les décès des non-salariés agricoles suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle en 2006, 2007 et 2008. Données nationales.
- Approche statistique des risques professionnels des salariés agricoles. Données nationales 2008.
- Approche statistique des risques professionnels des non-salariés agricoles. Données nationales 2008.
- En 2007, 580 000 personnes affiliées à l'ATEXA en métropole.
- Les prestations et les cotisations maladie des salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations sociales de l'assurance accidents du travail des salariés agricoles.
- Les personnes inscrites au RNIAM au 2 janvier 2009 : stabilité par rapport à janvier 2008.
- Bilan bucco-dentaire des enfants de sept ans au régime agricole.
- La prévalence des ALD au 31 décembre 2007.
- Personnes protégées en AMEXA au 1er juillet 2008.
- Personnes inscrites au RNIAM au 2 avril et au 2 juillet 2009.
- Personnes protégées au régime des salariées au 1er juillet 2008.
- Bilan bucco-dentaire des enfants de 7 ans ; rapport d'évaluation.
- Les personnes inscrites au RNIAM au 2 janvier 2010 : 3,5 millions de personnes protégées pour le risque maladie au régime agricole.
- Les personnes protégées pour le risque maladie au régime des non-salariés agricoles : 1,7 million de personnes au 1er juillet 2009.
- Des dépenses de soins de ville en légère progression en novembre 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- En 2009, les participations forfaitaires et les franchises médicales se sont élevées à 105 millions d'euros au régime agricole.
- Une progression très modérée des dépenses de soins de ville en décembre 2009 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Ralentissement de la hausse des remboursements des soins de ville au quatrième trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent (en données CVS-CJO).
- En 2009, 707 000 patients ont atteint le plafond annuel des franchises médicales au régime agricole.

- A fin décembre 2009, 92 % des consultations remboursées ont été dispensées dans le cadre du parcours de soins.
- Des dépenses de soins de ville qui restent modérées en janvier 2010 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Croissance modérée des dépenses de soins de ville en février 2010 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Des dépenses de soins de ville qui progressent en mars 2010 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Baisse des remboursements des soins de ville du régime agricole au premier trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent (données CVS-CJO).
- Les dépenses de soins de ville progressent de 0,7 % en année complète mobile à fin avril 2010 au régime agricole.
- Poursuite de l'action sur le contrôle des traitements de l'apnée du sommeil par Pression positive continue (PPC).
- Le dénombrement des patients consommant en soins de ville au régime agricole en 2009.
- Les dépenses de soins de ville progressent de 0,4 % en mai 2010 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- L'évolution des montants remboursés des cliniques privées à fin juillet 2010.
- Les dépenses de soins de ville augmentent de 0,1 % en juillet 2010 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- Poursuite de la baisse des remboursements des soins de ville au régime agricole au deuxième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent (données CVS-CJO).
- L'évolution des montants remboursés des cliniques privées à fin août 2010.
- Les dépenses de soins de ville augmentent de 0,2 % en août 2010 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- L'évolution des montants remboursés des cliniques privées à fin septembre 2010.
- Les dépenses de soins de ville augmentent de 0,1 % en septembre 2010 au régime agricole en données corrigées des jours ouvrés.
- La consommation de psychotropes : un patient sur quatre au régime agricole est concerné en 2009.
- Hausse des remboursements des soins de ville au régime agricole au troisième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent (données CVS-CJO).
- Sélection de cantons miroirs.
- En 2008, près de 30 000 accidents du travail et maladies professionnelles ont été reconnus au régime agricole des non-salariés (ATEXA).
- En 2009, près de 28 500 accidents du travail et maladies professionnelles ont été reconnus au régime agricole des non salariés (ATEXA).
- Personnes inscrites au RNIAM au 2 octobre 2009.
- Les personnes inscrites au RNIAM au 2 janvier 2010
- Les personnes protégées non salariées et salariées au 1er juillet 2009
- Personnes inscrites au RNIAM en avril et mai 2010.
- Tableau de bord du RNIAM en avril et juillet 2010.
- Personnes protégées non salariées au 1er juillet 2010
- Personnes inscrites au RNIAM au 2 octobre 2010
- Tableaux de bord de l'assurance maladie d'octobre 2009 à octobre 2010
- Statistiques mensuelles maladie d'octobre 2009 à novembre 2010
- Statistiques maladie cumul 2009
- Tableau de bord du médicament MédicMSA 2008 et 2009.
- Tableau de bord de la liste des produits et prestations remboursables 2009 (LPP).
- Approche statistique des risques professionnels des non-salariés agricoles. Données nationales 2008.
- Approche statistique des risques professionnels des salariés agricoles. Données nationales 2008.
- Les décès des non-salariés agricoles suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle en 2006, 2007 et 2008. Données nationales.
- Les décès des salariés agricoles suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle en 2006, 2007 et 2008. Données nationales.
- **Retraites agricoles**
- Les cotisants et les retraités en assurance vieillesse agricole en métropole en 2008.

- Les cotisants et les retraités au régime complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles en 2008.
- Les retraités du régime des salariés agricoles en 2008.
- Le montant des majorations des petites retraites des non-salariés agricoles est estimé à 60 millions d'euros en 2009.
- Fléchissement du nombre d'attributions de retraites au régime des non-salariés agricoles en 2008.
- Poursuite de la hausse du nombre d'attributions de retraites au régime des salariés agricoles en 2008
- Les cotisants et les retraités en assurance vieillesse agricole en métropole.
- Les cotisants et les retraités au régime complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles en 2008.
- Déséquilibre démographique divergeant pour le risque vieillesse dans les quatre principaux régimes sociaux.
- L'espérance de vie des retraités des régimes des non-salariés et des salariés agricoles.
- Le montant des majorations des petites retraites des non-salariés agricoles est estimé à 73 millions d'euros en 2009.
- Tableau de bord retraite des non-salariés agricoles 2009

■ Familles agricoles

- Les trois minima sociaux de la branche famille au régime agricole au 30 juin 2007
- Les familles bénéficiaires des prestations légales de la branche famille au régime agricole en décembre 2007
- Les prestations dédiées à la petite enfance au régime agricole en décembre 2007
- Annuaire statistiques résultats nationaux famille, logement et RMI de 2003 à 2007.
- Les prestations dédiées à la petite enfance au régime agricole fin 2009.
- Les familles bénéficiaires des prestations légales de la branche famille au régime agricole, en décembre 2009.

■ Précarité

- Le revenu de solidarité active au régime agricole en juin 2008 à titre d'expérimentation
- En décembre 2009, 42 000 foyers avaient un droit ouvert au titre du revenu de solidarité active (RSA) au régime agricole.
- Le Revenu de solidarité active (RSA) au régime agricole à fin juillet 2010.
- Le tableau de bord du RSA janvier à septembre 2010
- La pauvreté en milieu agricole : synthèse de l'enquête revenus fiscaux et sociaux 2007

■ Economie agricole

Salariés

- Tableau de bord salariat trimestriel du 1^{er} trimestre 2008 au 1^{er} trimestre 2009
- Tableau de bord salariat annuel 2008
- Tableau de bord salariat par région (annuel)
- Tableau de bord des groupements d'employeurs national et régionaux 2008
- Le recours aux heures supplémentaires et complémentaires (dispositif TEPA) au régime agricole en 2008.
- Confirmation de la baisse du salariat agricole au 1^{er} semestre 2009.
- Le dynamisme des entreprises paysagistes en 2008.
- Les femmes dans l'agriculture au 1^{er} janvier 2008.
- Le recours aux heures supplémentaires et complémentaires (dispositif TEPA) au régime agricole en 2008.
- Le dynamisme des entreprises paysagistes en 2008.
- Tableaux de bord de l'emploi salarié des 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2008.
- Tableaux de bord de l'emploi salarié des 3^{ème} et 4^{ème} trimestre et de l'année 2008
- Tableaux de bord de l'emploi salarié 2008 par région.
- Le dynamisme des groupements d'employeurs de 2002 à 2008.
- Légère reprise de l'emploi agricole au 2^{ème} trimestre 2009.
- La part des heures supplémentaires et complémentaires s'accroît dans un contexte de ralentissement de la baisse du nombre d'heures travaillées au 2^{ème} trimestre 2009.

- L'économie sociale au sein du régime agricole en 2009.
- Hausse des heures supplémentaires et complémentaires au troisième trimestre 2009.
- Régression de l'emploi agricole au 4^e trimestre 2009.
- Baisse des heures supplémentaires et complémentaires au quatrième trimestre 2009 après une hausse continue aux trois trimestres précédents.
- Salariat agricole au 1^{er} trimestre 2010 : la contraction de l'emploi se confirme
- Reprise confirmée de l'emploi agricole au 3^e trimestre 2009.
- La conchyliculture en 2009.
- Tableau de bord des groupements d'employeurs 2002 à 2008.
- Tableau de bord du salariat du 1^{er} trimestre 2009.
- tableau de bord des entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers.
- Le retournement conjoncturel touche l'emploi des salariés
- Tableau de bord des coopératives d'utilisation des matériels agricoles.
- Tableau de bord du salariat du 2^e trimestre 2009.
- Tableau de bord du salariat agricole du 4^e trimestre 2009 et annuel 2009.
- Tableau de bord du salariat agricole par région en 2009
- Tableau de bord du salariat du 1^{er} trimestre 2010.

Non salariés

- Tableau de bord des non-salariés 2009
- Tableau de bord des non-salariés 2008
- Tableau de bords régionaux des non-salariés 2009
- Tableaux de bord régionaux des non-salariés 2008
- Etats des non-salariés agricoles 2009
- Etats des non-salariés agricoles 2008
- Les femmes dans l'agriculture au 1^{er} janvier 2008.
- Evolution de la démographie et des assiettes de cotisations des chefs d'exploitation en 2008.
- Les femmes dans l'agriculture au 1^{er} janvier 2008.
- Tableaux de bord des NSA 2008 national et régionaux.
- Tableaux de bord régionaux des non-salariés en 2007.
- Le dynamisme des groupements d'employeurs de 2002 à 2008.
- Chiffres repères : l'emploi des non-salariés agricoles en 2008.
- Les femmes non salariées dans l'agriculture au 1^{er} janvier 2008.
- Evolution de la démographie et des assiettes de cotisations des chefs d'exploitation en 2009.
- Les chefs d'exploitation handicapés en 2008.
- Baisse du nombre de cotisants de solidarité en 2009.
- La 5^e vague du baromètre de conjoncture agricole développé par la FNSEA est disponible.
- Le nombre d'installations en agriculture chute de plus de 17 % entre 2008 et 2009. Constats, conséquences et premières explications.
- La conchyliculture en 2009.
- Tableau de bord des groupements d'employeurs 2002 à 2008.
- La population des exploitants agricoles en 2008.
- La population des exploitants agricoles en 2009.

■ Financement

- Les prestations et les cotisations sociales du régime des non-salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations maladie des non salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations de la branche famille au régime des non-salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations vieillesse du régime des non-salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations RCO en 2008.
- Les prestations et les cotisations sociales liées à l'assurance des accidents du travail des non-salariés agricoles.
- Les prestations et les cotisations sociales du régime des salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations maladie des salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations vieillesse du régime des salariés agricoles en 2008.
- Les prestations et les cotisations de la branche famille au régime des salariés agricoles en 2008.

- Les prestations et les cotisations sociales de l'assurance accidents du travail des salariés agricoles.
- Population de bénéficiaires et de cotisants au régime des non-salariés agricoles : perspectives 2009-2013.
- Perspectives démographique et financière du régime des non-salariés agricoles.
- Perspectives démographique et financière du régime des salariés agricoles.

■ **Annuaire statistiques**

- Chiffres utiles MSA édition 2009
- Annuaire statistique Populations 2008
- Annuaire statistique Populations 2007
- Annuaire statistique Résultats nationaux famille, logement et RMI 2007
- Annuaire statistique Résultats nationaux famille, logement et RMI 2005 et 2006
- Chiffres repères: l'emploi des salariés agricoles en 2008
- Chiffres repères : l'emploi des non-salariés agricoles 2009
- Chiffres repères: l'emploi des non-salariés agricoles 2008
- Chiffres repères : l'emploi des salariés agricoles en 2009
- Annaire statistiques populations 2007 et 2008.
- Chiffres utiles édition 2010 : version nationale.
- Chiffres utiles édition 2010 de Caisses de MSA.
- Annuaire statistique des accidents du travail des NSA en 2008